

Journal
belge
mondial!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

DOSSIER

Les technologies : une question politique

Coordonné par Robin Delobel, avec PMO, Hervé Krief, Écran Total, Bernard Legros • Pages 9 - 16

**La renaissance de l'humain
est la seule croissance qui
nous agrée**

Raoul Vaneigem • Pages 4 - 5

**Nous sommes pris
dans le spectacle**

Alexandre Penasse • Pages 6 - 7 - 8

**La résistance à la publicité
s'organise**

Alain Adriaens • Page 19

Refus de parvenir !

Philippe Godard • Page 20

**Une éclaircie dans un ciel
bien sombre**

Paul Lannoye • Page 21



Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue Théophile Vander Elst, 89, 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



Illustration: Chanic

SOMMAIRE

Le courrier des lecteurs

Page 3

La renaissance de l'humain est la seule croissance qui nous agrée

Raoul Vaneigem / Pages 4-5

Nous sommes pris dans le spectacle

Alexandre Penasse / Pages 6-7-8

Dossier

Les technologies : une question politique

Coordonné par Robin Delobel / Pages 9-16

Introduction

Robin Delobel / Page 9

Réflexions complémentaires sur le transhumanisme et l'intelligence artificielle

Bernard Legros / Page 10

Le progrès et la domestication de la pensée

Hervé Krief / Pages 11-12

Grève des données

par Écran total / Page 13

Les politiques et la technologie

Robin Delobel / Page 14

Ville-machine, société de contrainte

par Pièces et main d'œuvre / Pages 15-16

La liberté est-elle compatible avec l'ultralibéralisme ?

Jean-Christophe Giuliani / Page 17

Mais qu'est-ce qu'on vous a fait ?

Jean-Pierre L. Collignon / Page 18

Fils de pub

Alain Adriaens / Page 19

Refus de parvenir !

Philippe Godard / Page 20

Une éclaircie dans un ciel bien sombre

Paul Lannoye / Page 21

Lu / Vu / Entendu

Pages 22 / 23

Illu libre

Page 24

ABONNEZ-VOUS À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24 IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB, et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement
(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros, 24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)
Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER! PARTAGER!

TOUS RICHES ?
PAUVRES DE NOUS !

Illustration: Suzanne Lepied

Depuis plusieurs années, on subit un autre lieu commun, en lien avec les dérèglements climatiques : ce sont les populations pauvres du Sud qui mourront les premières de leurs conséquences. N'y aurait-il pas là-dessous un peu de mauvaise conscience post-coloniale, doublée d'une *wishful thinking* ? Nous les Occidentaux sommes encore préservés (ouf !) et ce sont à nouveau nos anciennes victimes qui vont souffrir, dans la double peine (las !). Le diagnostic semble juste, sauf que l'actualité le remet en question. Prenons l'exemple des méga-feux qui ont récemment ravagé les forêts australiennes, jusqu'à asphyxier les habitants de Sydney et Canberra, *toutes classes sociales confondues*. Sans même compter les morts et les disparus, on a vu des électeurs-consommateurs de ce pays en tête des émissions de gaz à effet de serre² déclarer avoir perdu tous leurs biens dans les incendies³, et l'impuissance des services d'urgence à maîtriser la situation, implorant la venue de la pluie. Des méga-feux ont aussi touché le Portugal, la Catalogne, le Royaume-Uni, la Grèce, la Suède, la Russie, la Californie, le Chili, le Brésil, le Canada, Israël, pas vraiment des pays pauvres... En France, ce sont des inondations qui ont dévasté

plusieurs départements et communes (sans compter qu'elle a aussi eu « droit » à ses méga-feux). Moralité : le réchauffement climatique frappe à toutes les portes, y compris les portes dorées et soi-disant blindées de l'Occident ; et cela se passe plus vite que prévu !

Même si, de toute évidence, la lutte des classes traverse la catastrophe écologique, l'idée que nous sommes « *tous sur le même bateau* » est de plus en plus concevable. Celle-ci commençant à prendre le dessus, le mot d'ordre doit-il être « À présent, tous riches ! » ? « *La soi-disant "protection de la nature" bute ouvertement sur l'objectif de sortir les pauvres de la misère, et la pensée de gauche s'enlise, depuis des décennies, dans ses contradictions ; elle tente d'éteindre le feu en y versant de l'essence* »⁴, remarque José Ardillo. À nous obstiner à rechercher une prospérité temporaire à court terme, nous jouons à un jeu très dangereux. « *La meilleure mesure de la richesse, c'est, sans tomber dans la pauvreté, de ne pas s'en éloigner beaucoup* »⁵, conseillait Sénèque.

Bernard Legros

Comme tout projet, l'écologisme recèle des poncifs. Envisageons la question de la pauvreté, avec deux exemples. Dans les années 1990, au moment de la vogue du « développement durable », il était répété et admis que la cause de la dégradation de l'environnement était la pauvreté. On évoquait les habitants d'Afrique sub-saharienne ou de Haïti qui surexploient leurs ressources sylvestres pour se procurer du bois de chauffe, qui ne possèdent pas les techniques modernes pour recycler leurs déchets, qui ne profitent d'aucune ou de trop peu de zones naturelles protégées en raison du faible PIB de leurs États, etc. Par contraste, les pays développés conservant mieux la nature, on affirmait qu'il fallait drainer un maximum de pauvres vers le standard de vie de la classe moyenne pour être en mesure de protéger l'environnement. Simple, non ? Au Brésil, Lula da Silva eut la louable intention, durant son premier mandat (2002-2006), d'éradiquer la malnutrition. Mais pour celle qui lui a succédé, Dilma Rousseff, manger à sa faim n'était pas suffisant ; à la fin de sa première présidence (2010-2014), des centaines de milliers de foyers supplémentaires disposaient enfin de la quincaillerie électro-ménagère sans laquelle il semble devenu impossible [sic] de vivre. Tout libéral se réjouira de voir les masses mondiales (Brésil, Chine, Inde, etc.) accéder à la consommation, preuve, dira-t-il, de l'efficacité, de la désirabilité et de l'universalité transhistorique de l'économie de marché. « *L'imagination démocratique portant tous les sociétaires vers l'idée de l'amélioration matérielle, riches et pauvres conçoivent l'acquisition des richesses comme étant indispensable au bien-être* »¹ écrivait Tocqueville en 1835. Où l'on voit également, en Chine, que la dictature est compatible avec le consumérisme.

1. Cité in Crystal Cordell Paris, *La philosophie politique*, Ellipses, 2013, p.185.

2. Scott Morrison, premier ministre australien climato-sceptique et drogué au carbone, n'a pas la moindre intention de restreindre la production de charbon.

3. Sans oublier les animaux, qui ont payé, par centaines de millions, le prix fort de la catastrophe.

4. José Ardillo, *Les illusions renouvelables. Énergie et pouvoir : une histoire*, L'Échappée, 2015, p.265.5. Sénèque, *De la constance du sage*, Gallimard, 2008, p.85.

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre + un n° spécial à parution aléatoire/ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique
Imprimeries Havaux s.a.,
Rue de l'Artisanat, 1
B - 1400 NIVELLES

Tirage : ce numéro a été tiré à 2.000 exemplaires

Routage : Cambier

Editeur responsable

ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue Théophile Vander Elst, 89,
1170 Watermael-Boitsfort,
Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be
T. (00 32) 2/880 21 17
M. (00 32) 485/057 744

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse (ap@kairospresse.be)

Graphisme : Studio Noir & Clair

Gestion des abonnements : Sandy De Wilde

Rellecteurs

Janine, Marie-Paule, Nadia, Alain, Patrick

Gestion : Guillaume D.

Pour commander des numéros :
commande@kairospresse.be



Notre publication bénéficie de l'aide à la presse périodique de la Communauté Française Wallonie-Bruxelles

Chroniqueurs / Rédacteurs

Alexandre Penasse (A.P.), Paul Lannoye, Bernard Legros (B.L.), Jean-Pierre Léon Collignon, Alain Adriaens (A.A.), Robin Delobel, Jean-Christophe Giuliani, David Tong (D.T.)

Ont contribué à ce numéro

Raoul Vaneigem, Hervé Krief, Écran Total, PMO, Philippe Godard, Martin Collette

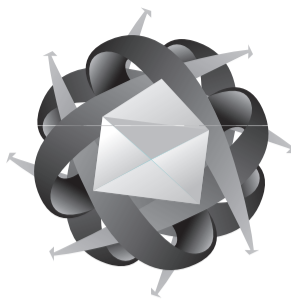
Stagiaire

Pauline De Wael

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber!

Illustrations

Chanic, Suzanne Lepied, Gabrielle Lacombe, Giulia Gallino, Roland de Wind, Cécile-Mirande-Broucas, Philippe Debongnie, Théodora Jacobs, Olivier Spinewine, Jonathan Bleazard, Marina Philippart, Candela Sierra, Barbara Lemarchal, Aniramsky, Alex Mayo, Arnaud Lorne.



PLUSIEURS RÉACTIONS À L'ARTICLE DE SEPTEMBRE-OCTOBRE 2019 « LE TEMPS LIBRE, UN MOYEN DE CHANGEMENT SOCIAL »,

DE JEAN-CHRISTOPHE GIULIANI

ORGANISER LE TEMPS LIBRE ?

Bonjour Kairos, Bonjour Jean-Christophe,

J'ai été bien intéressée comme toujours par le dernier numéro de mon journal favori, plein d'articles interpellants. Mais cette fois-ci plus que d'autres, il y en a un qui me laisse perplexe, celui sur « Le temps libre ». Je suis persuadée que la semaine de travail de trois jours peut être un moyen de changement social. Je la pratique depuis longtemps de façon volontaire et suis en contact avec nombreux autres partisans de ce mode de vie sobre en consommation et riche en temps, rencontres, initiatives individuelles et collectives... Je ne puis donc qu'être tout à fait d'accord avec les trois premiers paragraphes de votre article (jusqu'à « l'aménagement de son emploi du temps personnel peut relever de son initiative » précisément). Par contre la suite m'étonne, voire me heurte un peu : le fait qu'une partie des personnes qui ont accepté de faire du boulot le centre de leur vie soient perdues quand ça s'arrête, ne doit pas nous amener à la conclusion qu'il faudrait organiser les 4 jours de temps libre de tout le monde si ce système arrivait à être bouleversé. Le 4^{ème} paragraphe dénonce les dérives du système actuel qui inféode la vie et l'organise autour du travail. Cette conclusion est donc à mon sens erronée et va à l'inverse de l'objectif recherché : plus de liberté, d'indépendance, d'autonomie et donc de reprise en mains du sens de la vie individuelle et collective, avec des engagements choisis dans des activités privées, familiales, amicales, politiques... qui donnent du sens et veulent « changer le monde » autant que faire se peut.

Le Ministère du temps libre que vous appelez de vos vœux ne serait à mon avis pas nécessaire, voire nuisible ! On peut espérer et souhaiter que si les humains (on parle des Occidentaux de la société thermo-industrielle) arrivaient, de gré ou de force, par belle ou par laide, à ne plus organiser toute leur vie autour du travail, cela ferait de la place pour la créativité, la solidarité, des organisations non coercitives ni obligatoires...

Travailler moins, avoir moins d'argent et plus de temps transforme effectivement le rapport à soi et aux autres. Généraliser ce mode de vie (en protégeant le revenu minimum pour ne pas fabriquer encore plus d'exclusion évidemment) favoriserait fort probablement l'émergence de nouveaux modes de vie et une transformation sociale. Mais nul besoin d'organiser à grande échelle le temps libre ! Il ne le serait plus ! Et les citoyens retrouveraient d'eux-mêmes, espérons-le, le goût de la liberté positive, l'autonomie... (merci à Bernard Legros pour cet inspirant article sur la liberté individuelle!).

Merci à vous tous de nous faire réfléchir, en tous cas, et de nous donner envie d'agir, un tant soit peu, puisque quoi qu'il en soit *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce* (Corine Morel Darleux- Editions Libertalia).

Pascale Marissiaux, fidèle lectrice

Bonjour Pascale,

Je vous remercie pour votre remarque qui est très pertinente. Elle me permet de préciser la dernière partie de cet article. Tant que le choix de travailler 3 jours par semaine relève d'une initiative individuelle, la responsabilité d'organiser le temps libre relève de la capacité d'autonomie, de créativité et de liberté de celui qui a pris cette initiative. Étant également autonome et capable d'organiser mon temps libre, comme vous, je serais révolté si un ministère du temps libre m'imposait de participer 3 jours par semaine à une activité artistique, manuelle, sportive ou intellectuelle amateur de 9h00 à 17h00. Pardonnez-moi si j'ai oublié de préciser que ce ministère propose des activités mais que les citoyens ont le droit de choisir ou non d'y participer. Pour que vous soyez libres, il est important que vous ayez ce choix. Pour que vous ayez ce choix, l'État ou la collectivité doit vous le proposer. Puisque la société s'organise autour de l'activité professionnelle, mon expérience du temps libre m'a permis de constater que, de lundi à vendredi, il y a très peu d'activités collectives entre 9h00 et 17h00. En règle générale, la plupart des activités politiques, associatives, artistiques et sportives amateurs sont organisées après 18h00 ou le week-end.

Il est important de ne pas idéaliser le temps libre et de ne pas généraliser votre expérience. Comme le fait remarquer Roger Sue (sociologue qui a travaillé sur la société du temps libre) : « *Ceux qui se*

posent la question du temps libre en ont souvent une vue schématique, voire idéaliste. Ils voient essentiellement la libération par rapport au travail quand celui-ci est vécu comme une contrainte. Ils estiment qu'ils trouveront suffisamment de ressources en eux-mêmes et dans leur activité de loisirs pour organiser leur temps libre. Mais il s'agit souvent d'une illusion qui permet de mieux supporter le travail en rêvant de ce que pourrait être une hypothétique vie de loisirs. Le passage à la retraite ôte souvent bien des illusions. »¹

Afin d'éviter l'anomie ou une dépression sociale généralisée, il est donc important que l'État propose un nouvel emploi du temps pour structurer le rythme des existences individuelles et collectives. La réduction de la semaine de travail à 3 jours n'est pas un choix économique, mais un choix de société, voire de civilisation dont dépendent la survie et l'avenir de l'humanité. Pour qu'il soit mis au service de l'émancipation de chaque individu et qu'il favorise le passage du mode « avoir » au mode « être », il est donc nécessaire de l'anticiper, en l'organisant de manière collective.

Pour terminer, étant donné que l'organisation du temps libre correspond à un besoin réel, il est également important de ne pas laisser aux entreprises privées le soin de s'en charger. L'industrie touristique n'est rien d'autre qu'une organisation ou une occupation du temps libre à des fins économiques. Ne soyons pas naïfs, puisque la nature a horreur du vide, les entreprises privées seraient enchantées que la liberté d'organiser son temps soit laissée à l'initiative des individus. Vous préférez que ce soit le ministère du temps libre ou les entreprises privées qui s'en chargent ?

J'espère que ces quelques précisions auront répondu à votre perplexité.

Jean-Christophe Giuliani

CADRES ET OUVRIERS, MÊMES MOTIVATIONS ?

L'article débute avec cette affirmation que le chômage sera réduit grâce à la diminution du temps de travail : la baisse du temps de travail sert surtout à souffler un moment, puis comme Marx l'a déjà expliqué au XIX^e siècle et comme cela s'est vérifié depuis, l'intensification du travail réduit généralement cet avantage (et, par conséquent, ne rend pas l'embauche nécessaire).

Pourquoi travailler ? Les cadres, les employés, les ouvriers auraient les mêmes motivations ? L'ouvrier qui observe défiler pendant 8 heures une bande plastique pour y déceler les erreurs de fabrication aurait les mêmes motivations que le cadre ayant programmé son travail ? Absurde². Tout cela serait des « jeux d'enfants », avec des « terrains » comme les centrales nucléaires de Fukushima ou l'usine Lubrizol (Rouen) probablement. C'est quoi le temps libre ? Les travailleurs dont le travail est abrutissant, éreintant, humiliant ont des besoins de récupération qui impliquent le défolement, la passivité, la boulimie, les voyages... Peut-on comparer leur temps libre avec celui des entrepreneurs, des médecins ou des avocats ? D'autre part, peut-on compter sur un ministre, fût-il ministre du Temps libre, et sur des « amateurs » pour résoudre les quelques problèmes qui se posent tels que l'épuisement des ressources, l'extinction des espèces, l'aliénation des travailleurs, j'en passe et des meilleures ? Jouer dans des bacs à sable va-t-il résoudre ces « légères » difficultés ? J'en doute.

Je pourrais continuer, mais la coupe est pleine.

Michel Nejszaten

Bonjour Michel,

Afin d'inverser les processus écologiques et climatiques, nous devons changer de mode de vie et de modèle de développement économique en moins de 10 ans. Comme je l'ai fait remarquer dans l'article du n°42 de *Kairos*, celui qui contrôle le temps impose ses valeurs, son mode de production et sa catégorie sociale dominante. Puisque nous travaillons 5 jours par semaine, le temps social du travail est dominant. Ce qui explique, d'une part, que le travail, la consommation et l'argent soient les valeurs dominantes de la société ; et, d'autre part, que l'élite économique (les industriels, les banquiers et les milieux d'affaires) soit la catégorie sociale dominante. En réduisant le temps de travail à 3 jours par semaine, les salariés auront la possibilité de satisfaire leurs besoins d'apparte-

nance et d'estime autrement que par l'activité professionnelle et la consommation. Ce changement de « bac à sable » provoquera donc un changement radical des modes de vie et une transformation économique et sociale profondes. Ce choix n'est pas un choix économique, mais un choix de société dont dépend la survie et l'avenir de l'humanité. Afin d'aller plus loin, je vous invite à lire *En finir avec le chômage : un choix de société !* et *Satisfaire nos besoins : un choix de société !*

Jean-Christophe Giuliani

ON A LE LABEL !

Après votre dossier « Est-il interdit de penser ? » (*Kairos* 42), le label « Journal d'extrême droite » (et pompeux) vous est attribué. Félicitations. L'avantage (en ce qui me concerne), c'est que j'ose espérer que les rédacteurs de votre journal sont aussi vieux que leurs propos et qu'ils n'en ont plus pour très longtemps. « Faire Genres » vous fera hommage sur Radio Panik demain matin de 7h à 9h. Bonne écoute.

Sophie

« Ah bon, vous ne nous aviez pas déjà estampillés "journal fachos" auparavant, synonyme d'extrême droite si je ne m'abuse ? Maintenant c'est "vieux cons fachos". Merci de nous lire en tous cas et de faire la promo sur Radio Panik. »

Nombreux éléments intéressants dans cet écrit : la question sempiternelle de l'extrême droite, la dichotomie vieux/jeunes, le souhait de nous voir mourir...

A.P.

NANCY HUSTON NOUS FÉLICITE !

Nancy Huston, à qui l'on avait remis un exemplaire du *Kairos* n°42 lors de sa conférence à Liège le 29 octobre, nous a envoyé ce message : « *j'apprécie énormément le ton, la ligne, l'intelligence et l'icônographie du journal. C'est pour moi une très belle découverte. Je félicite l'équipe pour son courage et son talent (son sens de l'humour aussi).* »

Bonjour, un ami m'a offert votre journal pour Noël et j'ai beaucoup apprécié le dossier « Est-il interdit de penser ? » J'aimerais partager les articles de ce dossier via mon compte Facebook. (ou par mail à des amis). Pour cela il me faudrait bien sûr votre autorisation et la possibilité d'avoir ces articles sous format numérique. Merci d'avance pour votre réponse. Je peux témoigner personnellement de la difficulté, voire de l'impossibilité, de s'exprimer librement et calmement que ce soit sur les réseaux sociaux ou dans les conversations privées pour dire mon opposition à tout ce qui nous est présenté et imposé comme « progrès sociétal » PMA et compagnie... Je suis immédiatement censuré et « excommunié ». La dictature de ce que j'appelle la pensée molle (un conformisme paresseux) empêche tout débat réel sur ces sujets. Je regrette infiniment que l'on confonde les excités du lobby LGBT avec les personnes ayant une orientation sexuelle différente... Le mouvement LGBT ne représente pas toutes les personnes qu'il prétend « défendre », loin de là... ou quand une minorité s'accapare le droit de parler au nom de tous...

Bien cordialement, **Robert** (Copenhague)

Bonjour !

Non content de vous lire, que dis-je ?, de vous dévorer à chaque parution, l'illustration en 4^{ème} de couverture du n°42 m'a touché, ébranlé tellement sa force résume bien des combats, que vous mettez en avant et que j'essaye, à mon modeste niveau, de mettre en pratique. C'est pourquoi j'aurais voulu savoir s'il était possible d'avoir une adresse où contacter Julie Dall'Arche, afin de pouvoir lui commander une reproduction de cette illustration. Continuez le combat, on vous soutient. Si on vous fait vivre, vous nous faites sentir vivants.

Amicalement,

Nicolas Ziolkowski

On transmet à Julie, et on continue. Mais continuez à nous faire connaître, on en a plus que jamais besoin !

1. Sue Roger, *Vers une société du temps libre ?*, Paris, PUF, 1982, p.63.

2. L'ouvrier auquel je fais référence a abandonné l'usine au bout de quelques années pour devenir indépendant.

LA RENAISSANCE DE L'HUMAIN EST LA SEULE CROISSANCE QUI NOUS AGRÉE

Je prépare l'édition d'un petit livre intitulé Textes et entretiens sur l'insurrection de la vie quotidienne, qui doit paraître aux éditions Grevis, en avril 2020. J'ai ajouté à ces interventions, qui vont de novembre 2018 à août 2019, des remarques susceptibles de contribuer aux débats et aux luttes en cours en France et dans le monde. La date tardive de parution du livre m'a suggéré de diffuser dès maintenant sur les réseaux sociaux ces propos sur la renaissance de l'humain. Leur lecture peut être utile avant la comédie étatique des élections municipales françaises, et en raison des flux et des reflux insurrectionnels où la moindre initiative d'individus et de collectivités, animés par la redécouverte de la vie et du sens humain, revêt une importance croissante. Libre à vous d'en faire (ou non) l'usage qui vous plaira.



Illustration: Gabrielle Lacombe

Les coups de boutoir que la liberté porte à l'hydre capitaliste, qui l'étouffe, font fluctuer sans cesse l'épicentre des perturbations sismiques. Les territoires mondialement ponctionnés par le système du profit sont en butte à un déferlement des mouvements insurrectionnels. La conscience est mise en demeure de courir sus* à des vagues successives d'événements, de réagir à des bouleversements constants, paradoxalement prévisibles et inopinés. Deux réalités se combattent et se heurtent violemment. L'une est la réalité du mensonge. Bénéficiant du progrès des technologies, elle s'emploie à manipuler l'opinion publique en faveur des pouvoirs constitués. L'autre est la réalité de ce qui est vécu quotidiennement par les populations.

D'un côté, des mots vides travaillent au jargon des affaires, ils démontrent l'importance des chiffres, des sondages, des statistiques ; ils manigencent de faux débats dont la prolifération masque les vrais problèmes : les revendications existentielles et sociales.

Leurs fenêtres médiatiques déversent chaque jour la banalité de magouilles et de conflits d'intérêts qui ne nous touchent que par leurs retombées négatives. Leurs guerres de « dévastation rentable » ne sont pas les nôtres, elles n'ont d'autre but que de nous dissuader de mener la seule guerre qui nous concerne, la guerre contre l'inhumanité mondialement propagée. D'un côté, selon l'absurde vérité des dirigeants, les choses sont claires : revendiquer les droits de l'être humain relève de la violence anti-démocratique. La démocratie consisterait donc à réprimer le peuple, à lancer contre lui une horde de policiers que pousse à des comportements fascistes l'impunité garantie par le gouvernement et par les candidats d'opposition, avides de lui succéder. Imaginez à quels trémolos se livreront les zombies médiatiques si l'immolation par le feu d'une victime de la paupérisation débouche sur l'incendie du système responsable !

De l'autre, la réalité vécue par le peuple est tout aussi claire. On ne nous fera pas admettre que l'on puisse réduire à un objet de tran-

sactions marchandes l'astreinte du travail mal rémunéré, la pression bureaucratique accroissant les taxes, diminuant le montant des retraites et des acquis sociaux, la pression salariale qui réduit la vie à une stricte survie. La réalité vécue n'est pas un chiffre, c'est un sentiment d'indignité, c'est le sentiment de n'être rien entre les griffes de l'État, un monstre qui se racornit en peau de chagrin sous la ponction des malversations financières internationales.

Oui, c'est dans le choc de ces deux réalités – l'une imposée par le fétichisme de l'argent, l'autre qui se revendique du vivant – qu'une étincelle, souvent infime, a mis le feu aux poudres. Il n'est pas de futilité qui ne soit aujourd'hui de nature à déchaîner la violence de la vie réprimée, de la vie résolue à briser ce qui la menace d'extinction.

L'inertie séculaire, la léthargie si bien confortées par la vieille recette « du pain et des jeux », fondent la formidable puissance de la servitude volontaire. Déjà dénoncée au XVI^e siècle par La Boétie,

LA RENAISSANCE DE L'HUMAIN EST LA SEULE CROISSANCE QUI NOUS AGRÉE

Raoul Vaneigem

elle demeure notre ennemi le plus implacable. En nous attaquant de l'intérieur, la servitude volontaire favorise une propension qui agit chez beaucoup comme une drogue : la volonté d'exercer un pouvoir, d'endosser le rôle de guide. L'autorité de quelques-uns a bien souvent infesté les milieux libertaires de sa morbidité. Aussi faut-il se réjouir de la détermination des Gilets jaunes et des insurgés de la vie quotidienne à rappeler sans trêve leur refus de chefs, de délégués auto-proclamés, de maîtres à penser, de grenouilles de bénitiers politiques et syndicales.

Libre à ceux qui souhaitent mourir en paix d'attendre la mort dans le confort conjoint du cercueil et de la télévision, mais nous ne laisserons pas leur gâtisme infester notre volonté de vivre. Ce que nous voulons, c'est la souveraineté de l'être humain. Rien de plus, rien de moins !

La paupérisation frappe à la porte avec une violence accrue, qui va la défoncer. C'en est fini de l'hédonisme des derniers jours que martèle le slogan consumériste et gouvernemental : « *Jouissez d'aujourd'hui car demain sera pire !* » Le pire, c'est maintenant, si nous continuons à nous en accommoder. Cessons de croire à la toute-puissance du capitalisme et du fétichisme de l'argent. Nous avons appris que la grande farce macabre qui fait valser le monde n'obéit plus qu'à un petit ressort sordide, celui du profit à court terme, de l'absurde rapacité d'un boutiquier en faillite raclant les fonds de tiroirs.

Je ne parle pas d'espoir. L'espoir n'est que le leurre de la désespérance. Je parle de la réalité de toutes les régions de la terre où une insurrection de la vie quotidienne - appelez cela comme vous voulez - a entrepris de démanteler la dictature du profit et de jeter à bas les États qui l'imposent à des peuples, censés être représentés par eux. Ce que nous voulons, ce n'est pas demain, c'est maintenant, comme l'expriment très bien les aide-soignants, infirmières, infirmiers, urgentistes, médecins confrontés à la gestion économique qui déshumanise le secteur hospitalier.

Le système d'exploitation de la nature terrestre et de la nature humaine a mondialement plombé l'horizon. La chape de la rentabilité à tout prix ne laisse aucune issue à la générosité de la vie et au sens humain qui en favorise la pratique.

De toute évidence, exploités et exploités sont persuadés que la marmite va exploser. La violence est inéluctable. Le problème n'est pas là. La question à résoudre sans ambiguïté repose sur une alternative. Allons-nous tolérer que l'explosion sociale débouche sur un état de guerre civile endémique, sur un chaos de vengeances et de haines qui bénéficiera en fin de compte aux mafias multinationales, libres de poursuivre impunément, et jusqu'à l'autodestruction, leur projet de désertification lucrative ? Ou bien, allons-nous créer des micro-sociétés affranchies de la tyrannie étatique et marchande, des territoires fédérés où l'intelligence des individus se libère de cet individualisme de troupeau en mal d'un guide suprême qui les mène à l'abattoir ? Allons-nous enfin oser prendre en mains notre propre destinée et araser une jungle sociale où les bêtes de somme n'ont d'autre liberté que celle d'élire les bêtes de proie qui les dévorent ? En 1888, Octave Mirbeau écrivait : « *Les moutons vont à l'abattoir. Ils ne disent rien et n'espèrent rien. Mais du moins, ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera et pour le bourgeois qui les mangera. Plus bête que les bêtes, plus moutonnier que les moutons, l'électeur nomme son boucher et choisit son bourgeois. Il a fait des révolutions pour conquérir ce droit.* »

N'êtes-vous pas lassés de faire virevolter de génération en génération la même et inusable pièce de monnaie : pile la matraque de l'Ordre, face le mensonge humanitariste ? Il n'y a pas de « vote du moindre mal, » il n'y a qu'une démocratie totalitaire, que seule révoquera la démocratie directe exercée par le peuple et pour le peuple. Je me suis amusé au passage d'un slogan qui, si sommaire qu'il soit, appelle à une réflexion plus poussée : « *Macron, Le Pen, Mélenchon, même combat de cons !* » (j'aurais préféré « *même combat de capons,* » mais le rejet de toute forme de pouvoir et de dialogue avec l'État fait partie de ces petits plaisirs d'où viennent les grandes vagues de la jouissance individuelle et collective).

AUTONOMIE, AUTO-ORGANISATION, AUTO-DÉFENSE

Les instances au pouvoir ne vont pas tolérer que le peuple s'affranchisse de leur tyrannie. Nous devons nous préparer à une longue lutte. Celle à mener contre la servitude volontaire ne sera pas la moindre. La seule assise dont le despotisme puisse se prévaloir, c'est la hargne sécuritaire des désignés, c'est le ressentiment suicidaire d'une majorité prétendument silencieuse qui hurle sa haine de la vie.

La meilleure défense est toujours l'offensive. À ce principe, amplement démontré par la tradition militaire, j'aimerais substituer celui de

l'ouverture, car, à l'avantage de briser l'encerclement s'ajoute le plaisir de briser l'« *encasernement* ». L'ouverture à la vie, nous la voyons à l'œuvre dans la farouche détermination des insurrections en cours. Même si certaines s'éteignent, elles repartent de plus belle. Nous le sentons dans le caractère festif des manifestations de protestations qui perdurent bien qu'elles se heurtent à l'aveuglement, à la surdité, à la rage répressive des gouvernements. C'est en me fondant sur cette ouverture que j'ai parlé de pacifisme insurrectionnel. Le pacifisme insurrectionnel n'est ni pacifique, au sens bêtant du terme, ni insurrectionnel, si l'on entend par là les aberrations de la guérilla urbaine et guévariste.

Je n'ai ni vocation de guerrier, ni vocation de martyr. Je m'en remets à la vie et à sa poésie du soin de dépasser les contraires afin qu'ils ne deviennent pas contrariétés, afin qu'ils échappent à la dualité manichéenne du pour et du contre. Je mise sur la créativité des individus pour inventer une révolution dont il n'existe aucun exemple par le passé. Le désarroi et les incertitudes d'une civilisation qui naît n'ont rien de commun avec le désarroi d'une civilisation qui n'a que la certitude de crever.

Philosophes, sociologues, experts en pensées, épargnez-nous les sempiternelles discussions sur la malignité du capitalisme qui rentabilise son agonie. Tout le monde est d'accord sur ce point, même les capitalistes. Les vrais problèmes en revanche n'ont pas été abordés. Ce sont ceux de la base, ceux des villages et des quartiers urbains, ceux de notre propre corps, qui est tout de même, faut-il le rappeler, le vrai décideur de notre destinée, non ?

Plus les luttes se répandent planétairement, plus leur sens gagne en radicalité, en profondeur, en expérience vécue, plus elles se passent d'engagement militant, plus elles se moquent des intellectuels, spécialistes en manipulation subversive ou réactionnaire (car la manipulation traite l'une et l'autre comme l'avant et le revers d'une pièce de monnaie). C'est à la fois dans leur vécu existentiel et dans leur fonction sociale que les individus se découvrent sur le terrain où leur aspiration à vivre commence à saper et à déblayer le mur que les chiffres d'affaires leur opposent, comme si là s'arrêtait leur destin.

Non, on ne peut plus parler de l'homme abstrait, le seul que reconnaissent les statistiques, les calculs budgétaires, la rhétorique de celles et ceux qui - laïcs ou religieux, humanistes ou racistes, progressistes ou conservateurs - font matraquer, éborgner, violer, emprisonner, massacrer, tandis que, tapis dans leurs ghettos de lâches, ils comptent sur l'arrogant crétinisme de l'argent pour assurer leur impunité et leur sécurité. La dictature du profit est une agression contre le corps. Confier à la vie le soin de nous immuniser contre le chancre financier qui corrompt notre chair implique une lutte poétique et solidaire. Rien de tels que les feux de la joie de vivre pour réduire en cendres la morbidité du monde ! La révolution a des vertus thérapeutiques, insoupçonnées jusqu'à nos jours.

Écologistes, qu'allez-vous brailler à l'amélioration climatique auprès d'États qui vous narguent en polluant chaque jour davantage, alors qu'il est urgent d'agir sur un terrain où les questions n'ont rien de mondanités intellectuelles. Des questions telles que :

- Comment passer des terres empoisonnées par l'agro-alimentaire à leur renaturation par la permaculture ?
- Comment interdire les pesticides sans léser le paysan qui, piégé par Monsanto, Total et consorts, détruit sa santé en détruisant celle des autres ?
- Comment rebâtir sur des bases nouvelles ces petites écoles de village et de quartiers que l'État a ruinées et interdites pour promouvoir un enseignement concentrationnaire ?
- Comment boycotter les produits nocifs et inutiles que le harcèlement publicitaire nous enjoint d'acheter ?
- Comment constituer des banques d'investissement local où la monnaie d'échange pallierait opportunément l'effondrement monétaire et le krach financier programmé ?
- Comment couper court aux prélèvements fiscaux que l'État affecte aux malversations bancaires, et entreprendre de les investir dans l'autofinancement de projets locaux et régionaux ?

• Surtout, comment propager partout le principe d'une gratuité que la vie revendique par nature et que le fétichisme de l'argent dénature ? Gratuité des trains et des transports publics, gratuité des soins, gratuité de l'habitat et de l'auto-construction, gratuité graduelle de la production artisanale et alimentaire locale. Utopie ? Y a-t-il pire utopie que le fatras de projets absurdes et délétères que déballent, sous les yeux fatigués des téléspectateurs, ces cabotins sans talent qui agitent le spectre de leurs guerres de commis-voyageurs, réitérent sans fin la pitrerie du combat des chefs, voilent sous de faux débats les vraies questions existentielles et sociales, éclipsent le terrorisme d'État par un terrorisme de faits

divers où la folie suicidaire croît avec la paupérisation et un air ambiant de plus en plus irrespirable ?

A-t-on assez pris conscience que, dans leur diversité, voire dans leurs divergences, les Gilets jaunes et les mouvements revendicatifs formaient un formidable groupe de pression capable de boycotter, bloquer, paralyser, détruire tout ce qui pollue, empoisonne, appauvrit, menace notre vie et notre environnement ? Nous faire sous-estimer notre puissance et notre créativité relève des mécanismes démocratiques de la tyrannie étatique et marchande. Plus que sur ses gendarmes, la force illusoire de l'État repose sur un effet de propagande qui nous presse à chaque instant de renoncer à la puissance poétique qui est en nous, à cette force de vie dont aucune tyrannie ne viendra à bout.

OR, PENDANT CE TEMPS-LÀ...

Au Chili, la lutte contre la vermine qui prolifère sur le cadavre de Pinochet a ravivé la conscience que tout doit repartir de la base, que les représentants du peuple ne sont pas le peuple, que l'individualiste manipulé par l'esprit grégaire n'est pas l'individu capable de réfléchir par lui-même et de prendre le parti de la vie contre le parti de l'argent qui tue. Il faut laisser au peuple la conquête d'une intelligence qui lui appartient et que les diverses formes de pouvoir s'attachent à lui ôter.

Il en va de même en Algérie, au Soudan, au Liban, en Irak. Je fais confiance au Rojava pour transformer sa retraite momentanée en offensive. Les zapatistes ont, quant à eux, répondu aux arguments économistes du socialiste Lopès Obrador en accroissant le nombre de leurs bases (caracoles) et de leurs Conseils de bon gouvernement, où les décisions sont prises par le peuple et pour le peuple.

La revendication opiniâtre d'une démocratie à Hong-Kong oscille entre d'une part une colère aveugle, prête à se satisfaire d'un parlementarisme partout remis en cause, et d'autre part une colère lucide qui ébranle et fait trembler par sa persistance la gigantesque pyramide du régime totalitaire chinois (qu'inquiète la menace d'un krach financier). Qui sait ? Le lierre s'infiltrerait partout, et le passé insurrectionnel de Shanghai n'est pas loin.

Le Soudan secoue le joug de la tyrannie et du pouvoir militaire, l'Iran vacille. Le Liban est un coup de semonce pour le Hezbollah et pour l'islamisme dont la défroque religieuse ne masque plus l'objectif politico-pétrolier. L'Algérie ne veut pas d'un ripolinage gouvernemental. L'Irak découvre que la réalité sociale l'emporte sur l'importance accordée aux rivalités religieuses. Restent les Catalans, les seuls à vouloir un État alors que le « plus froid des monstres froids » est partout criblé de flèches. Mais il n'est pas impossible que les indépendantistes, engagés dans une impasse par le bras de fer opposant l'État madrilène à la non moins étatique Generalitat, respirent soudain les remugles du cadavre franquiste que l'esprit nationaliste a sorti de ses cimetières. Donc il n'est pas impossible que leur revienne la mémoire des collectivités libertaires de la révolution de 1936 où se forgea une véritable indépendance, avant que le parti communiste et son allié, l'État catalan, les écrasent.

Ce n'est qu'un rêve mais la vie est un songe et nous sommes entrés dans une ère où la poésie est le passage du rêve à la réalité, un passage qui marque la fin du cauchemar et de sa vallée de larmes. Ouvrir un espace vital à celles et ceux que paralysent le désarroi et l'angoisse du futur, n'est-ce pas la pratique poétique qui fait l'insolente nouveauté de l'insurrection de la vie quotidienne ? Ne la voyons-nous pas dans la déperdition du militantisme, dans l'érosion de ce vieux réflexe militaire qui multiplie les petits chefs et leurs troupeaux apeurés ? Sous la diversité de ses prétextes, l'unique revendication qui s'exprime aujourd'hui sans réserve, c'est la vie pleine et entière.

Qui s'y tromperait ? Nous ne sommes pas dans le tumulte de révoltes prévisibles ou inattendues, nous sommes au sein d'un processus révolutionnaire. Le monde change de base, une vieille civilisation s'effondre, une civilisation nouvelle apparaît. Les mentalités compassées et les comportements archaïques ont beau se perpétuer sous un ersatz de modernité, une nouvelle Renaissance émerge au sein d'une histoire que son inhumanité met en capilotade sous nos yeux. Et ces yeux se dessillent peu à peu. Ils découvrent chez la femme, l'homme et l'enfant un génie d'expérimenter innocemment des innovations inouïes, des énergies insolites, des formes de résistances à la mort, des univers qu'aucune imagination n'avait osé mettre en branle par le passé.

Nous sommes là où tout commence.

Raoul Vaneigem

* NDLR Signifie «poursuivre».

NOUS SOMMES PRIS DANS LE SPECTACLE

Dans une période de grande confusion où se côtoient quotidiennement le constat personnel de la dégradation en cours du monde et celui de l'absence d'un discours partagé sur les causes à l'origine de cette dégradation, le concept de spectacle a plus que jamais toute sa pertinence. Cette théorie critique de la société moderne que Guy Debord décrit en 1967 dans son ouvrage *La société du spectacle*, est une arme intellectuelle qui pourra aider à distinguer le faux du vrai, reconnaître les imposteurs, nommer ce qui accompagne le système capitaliste ou rompt réellement avec lui. Alors que Guy Debord écrivait que le spectacle est « sans doute le plus important événement qui se soit produit dans ce siècle ; et aussi celui que l'on s'est le moins aventuré à expliquer¹ », rien n'a changé au XXI^e siècle, s'aggravant même avec les « progrès » de la communication de masse. Voici un article autour de cette question, suivi d'une brève interview anachronique de Guy Debord.



Le plus souvent la société semble appréhendée comme un fait total qui, à l'instar de la nature vivante, nous aurait été léguée et au sujet duquel il n'y aurait rien à redire. Protestons-nous sur les caractéristiques biologiques qui font qu'une plante pousse d'une telle manière, ou donne des fleurs qui ont tel aspect, pourquoi en ferions-nous autrement avec le corps social, qui serait dès lors dans notre imaginaire, comme l'arbre, dirigé par une force externe ? Cornelius Castoriadis parlait à ce sujet d'hétéronomie, soit le contraire de l'autonomie, en précisant « qu'une idée centrale et fallacieuse de la plupart des mouvements de gauche [...] a été de confondre l'hétéronomie avec la domination et l'exploitation par une couche sociale particulière. Mais la domination et l'exploitation par une couche sociale particulière n'est qu'une des manifestations (ou réalisations) de l'hétéronomie. L'essence de l'hétéronomie est plus que cela. (...) Ainsi, l'hétéronomie est le fait que l'institution de la société, création de la société elle-même, est posée par la société comme donnée par quelqu'un d'autre, une source "transcendante": les ancêtres, les dieux, le Dieu, la nature, ou – comme avec Marx – les "lois de l'histoire" »².

Plongé dans un bain médiatique qui détient le monopole de la représentation du monde, les images véhiculées confortent cette hétéronomie, entretiennent le mensonge, présentent le monde comme une donnée intangible et assurent la pérennité de la domination. « Sur le plan des techniques, quand l'image construite et

choisie par quelqu'un d'autre est devenue le principal rapport de l'individu au monde qu'auparavant il regardait par lui-même, de chaque endroit où il pouvait aller, on n'ignore évidemment pas que l'image va supporter tout ; parce qu'à l'intérieur d'une même image on peut juxtaposer sans contradiction n'importe quoi. Le flux des images emporte tout, et c'est également quelqu'un d'autre qui gouverne à son gré ce résumé simplifié du monde sensible ; qui choisit où ira ce courant, et aussi le rythme de ce qui devra s'y manifester, comme perpétuelle surprise arbitraire, ne voulant laisser nul temps à la réflexion, et tout à fait indépendamment de ce que le spectateur peut en comprendre ou en penser. Dans cette expérience concrète de la soumission permanente, se trouve la racine psychologique de l'adhésion si générale à ce qui est là ; qui en vient à lui reconnaître ipso facto une valeur suffisante. Le discours spectaculaire tait évidemment, outre ce qui est proprement secret, tout ce qui ne lui convient pas. Il isole toujours, de ce qu'il montre, l'entourage, le passé, les intentions, les conséquences. Il est donc totalement illogique »³.

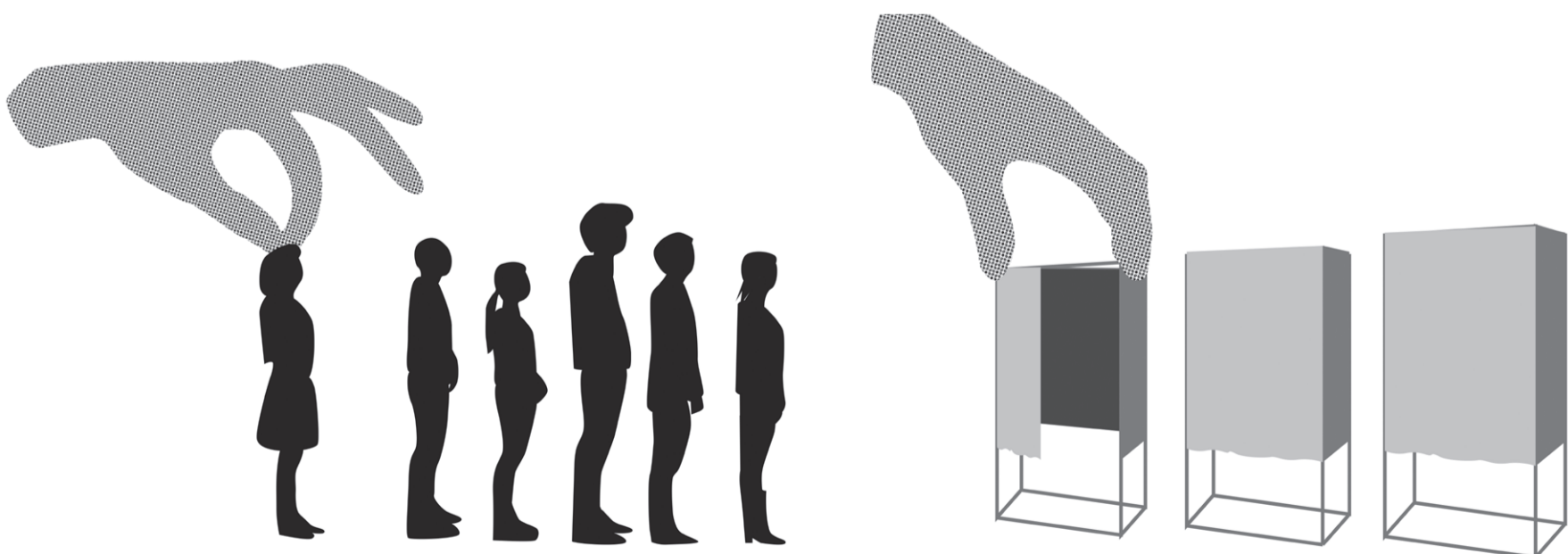
Ainsi, à l'heure où la consommation d'écrans peut dépasser 7 heures par jour chez des adolescents, qu'en moyenne un enfant atteignant sa septième année aura passé une année de temps éveillé devant ceux-ci (télévision, tablette, smartphone, consoles de jeux...), que les fabricants mettent au point des tablettes pour des bébés de moins de 6 mois⁴, la réalité est fiction et le monde que l'on « connaît » n'est que celui de l'image. Ce qui aurait pourtant dû demeurer du domaine de la propagande inacceptable a été accepté par une majorité, tombée progressivement dans l'incapacité de prendre conscience de son aliénation aux objets virtuels et à l'imaginaire imposé, siphonnant l'intelligence du sujet et contenant ce risque de « nous priver si entièrement de liberté qu'il ne nous resterait même plus la liberté de savoir que nous ne sommes pas libres »⁵.

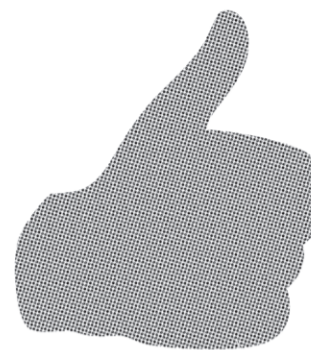
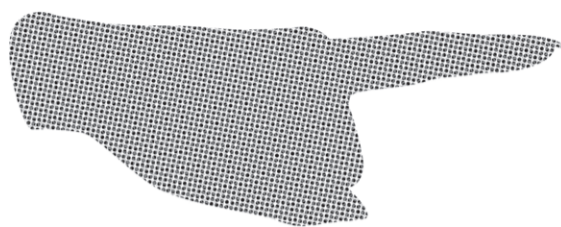
Dans cette dynamique où l'image occupe la place de l'imaginaire, les dénominations changent dans le seul dessein de continuer à tromper le sujet et lui inoculer toujours la même représentation de la société dans laquelle il vit – « la plus évoluée » – et ne rien changer. Ceux qui profitent de quelques façons du système en place auront tout intérêt à croire ce qu'on leur raconte et éviteront les expériences réelles qui contredisent la réalité officielle. Ils trouveront ainsi toujours des explications pour justifier le monde existant, pourtant injustifiable.

Les mots changent, la domination demeure. Nous sommes ainsi par exemple passés d'un « développement durable » qui acceptait encore dans ses termes que le progrès, c'est-à-dire l'accumulation matérielle infinie, puisse se concilier avec la durée, à une « lutte pour le climat », dont les contours sont flous mais les fondements identiques : on veut imaginer qu'on pourra continuer comme avant, sans réduction drastique de nos consommations, et donc modification profonde de nos modes de vie, tout en imposant cette supériorité de l'homme sur tout, décrétant encore que c'est celui qui avait tout détruit qui devait maintenant se faire sauveur. Bien évidemment, ces deux approches – développement durable et lutte pour le climat – se fondent sur les mêmes principes et naissent pour divertir le sujet et pouvoir continuer la même chose. Pourquoi ce changement assez soudain pourtant ? Parce que malgré l'omerta médiatique, quelques idées à contre-courant sont toutefois passées par les interstices du mur de la pensée unique ; parce qu'internet a néanmoins offert une contre-information face à la toute-puissance médiatique, que la misère et les inégalités se sont accrues et les dispositifs institutionnels palliatifs réduits. Certes, il y a aussi les effets sur la nature qui se sont faits plus visibles, les ressources fossiles qui ont atteint leur pic et introduit l'idée de rareté, alors que la société marchande devenait paradoxalement de plus en plus une évidence : « Il est assurément dommage que la société humaine rencontre de si brûlants problèmes

Illustration: Giulia Gallino

Illustration: Giulia Gallino





au moment où il est devenu matériellement impossible de faire entendre la moindre objection au discours marchand ; au moment où la domination, justement parce qu'elle est abritée par le spectacle de toute réponse à ses décisions et justifications fragmentaires ou délirantes, croit qu'elle n'a plus besoin de penser ; et véritablement ne sait plus penser »⁶.

Mais la société spectaculaire ne s'avoue pas vaincue si facilement. La lutte contre le changement climatique est restée dans les rails de la contestation acceptable pour le régime, symbolisée par quelques icônes intronisées par les médias sous la figure du messie – ce qui en dit long sur l'ignorance partagée majoritairement quant aux médias dominants, leur structure et leur fonctionnement, qui n'ont évidemment pas subitement adopté un rôle autre que celui qu'il jouait depuis toujours, à savoir de faire accepter le monde tel qu'il est. Le discours doit donc demeurer toujours flou sur les causes de la situation, constamment « décentré ». « Dans certains cas, il s'agit de créer, sur des questions qui risqueraient de devenir brûlantes, une autre pseudo-opinion critique ; et entre les deux opinions qui surgiraient ainsi, l'une et l'autre étrangères aux miséreuses conventions spectaculaires, le jugement ingénu pourra indéfiniment osciller, et la discussion pour les peser sera relancée chaque fois qu'il conviendra. Plus souvent, il s'agit d'un discours général sur ce qui est médiatiquement caché, et ce discours pourra être fort critique, et sur quelques points manifestation intelligente, mais en restant curieusement décentré. Les thèmes et les mots ont été sélectionnés facticement, à l'aide d'ordinateurs informés en pensée critique. Il y a dans ces textes quelques absences, assez peu visibles, mais tout de même remarquables : le point de fuite de la perspective y est toujours anormalement absent. Ils ressemblent au fac simile d'une arme célèbre, où manque seulement le percuteur. C'est nécessairement une critique latérale, qui voit plusieurs choses avec beaucoup de franchise et de justesse, mais en se plaçant de côté. Ceci non parce qu'elle affecterait une quelconque impartialité, car il lui faut au contraire avoir l'air de blâmer beaucoup, mais sans jamais sembler ressentir le besoin de laisser paraître quelle est sa cause ; donc de dire, même implicitement, d'où elle vient et vers quoi elle voudrait aller »⁷. Si les mots de la jeune Suédoise sonnent parfois juste, ils dessinent une forme générale qui ne touche pas à nos modes de vie bourgeois, focalisant l'attention sur « les décideurs » qui ne nous auraient pas écouté. « Oubliant » de nommer l'essentiel, des mouvements se présentant comme « rebelles » peuvent ainsi envoyer un courrier au pouvoir politique local sur la pollution de l'air dans la ville sans mentionner une fois la voiture. Cela permettra deux choses : de ne pas culpabiliser l'automobiliste et de faire pression sur les autorités publiques pour adopter des lois accélérant le passage aux voitures électriques⁸, aussi néfastes pour la planète, aussi criminelles pour les peuples exploités.

Le brouillard sur les causes est de fait la condition *sine qua non* pour bénéficier de l'oreille des puissants et disposer de la bouche des médias, lesquels ont plus que jamais besoin aujourd'hui d'une contestation acceptable et maîtrisée. On ne discute pas avec Barack Obama, Arnold Schwarzenegger ou Leonardo Di Caprio (qu'a rencontré Greta Thunberg) quand on va jusqu'au bout du raisonnement et qu'on explique le système qui les a créés. Pied de nez fantastique d'ailleurs que de rencontrer ceux parmi les plus fidèles serviteurs de la société du spectacle, pour nous faire croire qu'on trouvera avec eux une solution au désastre auquel ils participent activement. Ici aussi, encore, l'image... « Une notoriété anti-spec-

taculaire est devenue quelque chose d'extrêmement rare (...) Mais c'est aussi devenu extraordinairement suspect. La société s'est officiellement proclamée spectaculaire. Être connu en dehors des relations spectaculaires, cela équivaut déjà à être connu comme ennemi de la société »⁹. Pas de risque ici...

Le « terrorisme » lui-même, celui que l'Occident seul a la prérogative de nommer¹⁰, est au service de la domination, participant par la barbarisation de l'autre à l'excellence attribuée en retour à celui qui nomme. « Cette démocratie si parfaite fabrique elle-même son inconcevable ennemi, le terrorisme. Elle veut, en effet, être jugée sur ses ennemis plutôt que sur ses résultats. L'histoire du terrorisme est écrite par l'État ; elle est donc éducative. Les populations spectatrices ne peuvent certes pas tout savoir du terrorisme, mais elles peuvent toujours en savoir assez pour être persuadées que, par rapport à ce terrorisme, tout le reste devra leur sembler plutôt acceptable, en tout cas plus rationnel et plus démocratique »¹¹.

Tout est là pour continuer donc. On passera aux voitures électriques et panneaux photovoltaïques ? 1.000 milliards seront dépensés sur 10 ans pour assurer en Europe un *Green New Deal*. Argent qui, assurément, constituera une sorte de transfert des plus pauvres vers les plus riches, les premiers subsidiant la « transition » et les entreprises de ceux qui auront les moyens techniques de la mettre en oeuvre. Les autres, ceux qui meurent loin de nous pour assurer notre mode de vie, continueront à mourir.

« DÉMOCRATIE » RÉDUITE AUX URNES ET AU DISCOURS DES MÉDIAS

À l'instar des spectateurs d'un combat de catch, nous trouvons tout de même étonnant que ceux qui assistent quotidiennement aux joutes politiques mises en scène médiatiquement puissent encore confondre la fiction avec la réalité. Car il y a une permanente connivence entre les acteurs politiques et les médias qui leur permettent de se représenter, même si on ne sait pas vraiment si le match a lieu parce que tous ont acheté leur ticket et font semblant d'y croire ou parce que peu y croient mais tous se taisent, ce qui dans les deux cas conduit au même résultat. On découvre pourtant assez vite que les ennemis politiques le sont uniquement quand ils passent à l'écran, et qu'aussitôt la caméra éteinte ils continuent leurs affaires, le politique flamand et wallon constituant un bel exemple.

Il n'y a donc aucune absurdité nommée à ce que le même qui demande précipitamment, alors qu'il se sait en danger de poursuites judiciaires, de voter une loi punissant à plusieurs mois de prison et des milliers d'euros d'amende les lanceurs d'alerte et les journalistes qui révéleraient des informations secrètes du gouvernement¹², intègre quelques mois après la fonction de Commissaire européen à la justice et que sa première affaire soit celle relative à... l'assassinat de la journaliste Daphne Caruana Galizia, qui avait révélé les complicités du gouvernement maltais avec le crime organisé, notamment dans des affaires liées au Panama Papers. Aucun étonnement de ces médias bienveillants quand l'homme politique déclare au sujet de cette première tâche : « Ce que l'on envisage pour l'instant, c'est de poursuivre d'abord les démarches

en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et la manière dont les passeports peuvent parfois être donnés contre des paiements », alors que lui-même est soupçonné de blanchiment et que son empreinte marque de multiples gros dossiers de corruption¹³. De même, un ancien banquier atteint les plus hautes sphères de l'État français, lui-même produit issu d'un processus médiatique, et ces mêmes médias se gargarisent de la nouveauté qui arrive. Rien de neuf pourtant, juste une évolution vers la perfection. Les mensonges politiques sont colportés par la voie médiatique, qui à son tour entretient la duperie politique. Comme disait Orwell, « Le langage politique – et, avec quelques variantes, cela s'applique à tous les partis politiques, des conservateurs aux anarchistes – a pour fonction de rendre le mensonge crédible et le meurtre respectable, et de donner à ce qui n'est que du vent une apparence de consistance »¹⁴.

Dans cette configuration, la vie politique ne pouvait ainsi que se réduire au régime électoral et n'être plus que cela, fait dont on trouvera l'expression suprême dans la bonne conscience du type qui vous sermonne, lorsque vous lui dites que vous ne votez plus : « Ne te plains pas alors des décisions qui seront prises »... L'ingénu, qui pensait encore que c'est le vote, le sien ou un autre, qui pouvait influencer quelques décisions, confondant causes et coïncidences : si un gouvernement fait des choix, ce n'est pas parce qu'une majorité en a décidé ainsi, mais parce que les élites qui savaient préalablement les cartes qu'ils allaient jouer et qui avaient entériné pré-électoralelement les décisions, ont réussi à convaincre, via leurs organes de propagande médiatique, une partie assez importante de la population de le faire. Tout va dans le sens du vent. La fidélité partisane, l'idolâtrie découlant de la personnification politique, une forme de servitude volontaire atavique et l'amour du spectaculaire politique feront le reste. Les mêmes pantins joueront un jeu toujours sur le fond identique, sensiblement différent sur la forme. Après, si malgré tout, l'électeur « se trompe », on réorganisera des élections pour que le peuple puisse voter « bien ». L'individu s'en contentera le plus souvent, et si ce n'est pas le cas, il restera passif du fait de l'incapacité de savoir par où agir.

La litanie des scandales, elle, n'annonce jamais sa fin, et fait d'arrangement poindre l'idée que la révélation ponctuelle des petits douagements politiques ne relève pas de cette catégorie, mais plutôt d'une forme d'habitude inscrite dans la structure même du pouvoir. On comprend alors que le scandale, le seul et l'unique, c'est celui qui a ôté au peuple sa souveraineté.

Dans ce vide démocratique, la compensation qu'offre la consommation marchande sert d'exutoire à une vie essentiellement dirigée de l'extérieur, sur laquelle on perd prise. C'est le seul pouvoir qu'ils veulent nous laisser, celui de l'achat, revendication reprise en cœur par tout le spectre politique, syndicats et secteurs associatifs. L'inaction politique réelle est donc compensée par cet ersatz d'action qu'est la consommation, devenant dès lors une forme de « rachat » à notre perte de liberté, assurant à ceux qui confisquent les choix politiques de ne jamais être embêtés. Mais les choses peuvent changer, et ceux qui ont toujours cru qu'ils pourraient continuer à nous manipuler, doivent craindre un retournement prochain.

Alexandre Penasse

1. Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, Gallimard, 1988/1992, p. 99, souligné par l'auteur.

2. Freud, *le sujet social*, sous la direction de Annick Le Guen et al., Presses universitaires de France, 2002, p.12-13. Voir également notre long article « La montée de l'insignifiance », *Kairos* juin 2016.

3. Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, Ibid., p. 44-45.

4. Voir Ducanda <https://www.youtube.com/watch?v=Ud3vbVxS2PI&t=187s>

5. Gunther Anders, cité dans « Que faire de la liberté individuelle ? », *Kairos* novembre-décembre 2019.

6. Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, ibid, p. 56, souligné par l'auteur.

7. Ibid, p. 102.

8. Voir le dossier de *Kairos* « La bagnole est morte. Vive la bagnole », notamment l'article « La voiture électrique, une imposture durable », Alain Gras, novembre 2017.

9. Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle* ibid, p. 33.

10. Voir « L'Occident terroriste », numéro spécial de *Kairos*, novembre 2016.

11. Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, ibid, p. 40.

12. Projet de loi porté par le cabinet du Ministre belge de la Défense et des Affaires étrangères Didier Reynders.

13. Voir les différents articles à ce sujet sur www.kairospresse.be.

14. George Orwell, *Tels, tels étaient nos plaisirs. Et autres essais (1944-1949)*, Ivrea, *Encyclopédie des nuisances*, 2005, p. 160. Le 21 janvier 2020 signalait les 70 ans de la disparition de George Orwell, que les médias du pouvoir, dont ils dénonçaient la fonction de propagande, ont relayé, balayant d'un trait l'essence subversive de son œuvre. Comme disait Simone Leys dans *Orwell ou l'horreur de la politique* : « Cette annexion d'Orwell par la nouvelle droite reflète moins le potentiel conservateur de sa pensée que la persistante stupidité d'une gauche qui, au lieu de commencer enfin à le lire et le comprendre, s'est laissée scandalement confisquer le plus puissant de ses écrivains ». Pion, 2006, p. 73.

LE SPECTACLE OU L'ORGANISATION DE L'IGNORANCE INTERVIEW ANACHRONIQUE DE GUY DEBORD

L'interview anachronique, c'est la rencontre avec un auteur qu'on ne peut plus rencontrer, pas pour lui faire dire ce qu'il n'a pas dit, mais pour au contraire mettre en évidence la pertinence de propos passés dans la compréhension du présent¹.

Kairos : Guy Debord, on constate aujourd'hui que, malgré l'information sur le désastre causé par notre civilisation occidentale, les choses suivent leur cours. Tout cela ne serait-il qu'une mise en scène ?

Guy Debord : Le spectacle organise avec maîtrise l'ignorance de ce qui advient et, tout de suite après, l'oubli de ce qui a pu quand même en être connu. Le plus important est le plus caché. Rien n'a été recouvert de tant de mensonges commandés que l'histoire de mai 1968².

Certes, mais on peut dire depuis que les mensonges de 1989 furent tout aussi importants. Il fallait en effet occulter la destruction sociale de l'Allemagne de l'Est consécutive à son annexion, pour célébrer l'inauguration du capitalisme total et du monde unipolaire, apothéose signant désormais la « fin de l'histoire ». De façon générale, le récit est ainsi de plus en plus éloigné de la réalité ?

Dès lors que l'on détient le mécanisme commandant la seule vérification sociale qui se fait pleinement et universellement reconnaître, on dit ce qu'on veut. Le mouvement de la démonstration spectaculaire se prouve simplement en marchant en rond : en revenant, en se répétant, en continuant d'affirmer sur l'unique terrain où réside désormais ce qui peut s'affirmer publiquement, et se faire croire, puisque c'est de cela seulement que tout le monde sera témoin. L'autorité spectaculaire peut également nier n'importe quoi, une fois, trois fois, et dire qu'elle n'en parlera plus, et parler d'autre chose ; sachant bien qu'elle ne risque plus aucune autre riposte sur son propre terrain, ni sur un autre. Car il n'existe plus d'agora, de communauté générale ; ni même de communautés restreintes à des corps intermédiaires ou à des institutions autonomes, à des salons ou à des cafés, aux travailleurs d'une seule entreprise ; nulle place où le débat sur les vérités qui concernent ceux qui sont là puisse s'affranchir durablement de l'écrasante présence du discours médiatique, et des différentes forces organisées pour le relayer.

C'est intéressant que vous évoquiez la vérité, alors que nous sommes désormais entrés dans l'ère de la post-vérité, où elle est devenue un mot tabou, tout étant désormais empreinte d'un relativisme absolu. Les mêmes qui nous désinforment quotidiennement s'érigent pourtant depuis peu de temps en détenteurs uniques de la vérité ?

Le concept, encore jeune, de *désinformation* a été récemment³ importé de Russie, avec beaucoup d'autres inventions utiles à la gestion des États modernes. Il est toujours hautement employé par un pouvoir, ou corollairement par des gens qui détiennent un fragment d'autorité économique ou politique, pour maintenir ce qui est établi ; et toujours en attribuant à cet emploi une fonction *contre-offensive*. Ce qui peut s'opposer à une seule vérité officielle doit être forcément une désinformation émanant de puissances hostiles, ou au moins de rivaux, et elle aurait été intentionnellement faussée par la malveillance. La désinformation ne serait pas la simple négation d'un fait qui convient aux autorités, ou la simple affirmation d'un fait qui ne leur convient pas : on appelle cela la psychose. Contrairement au pur mensonge, la désinformation – et voilà en quoi le concept est intéressant pour les défenseurs de la société dominante – doit fatalement contenir une certaine part de vérité, mais délibérément manipulée par un habile ennemi. Le pouvoir qui parle de désinformation ne croit pas être lui-même absolument sans défauts, mais il sait qu'il pourra attribuer à toute critique précise cette excessive insignifiance qui est dans la nature de la désinformation ; et que de la sorte il n'aura jamais à convenir d'un défaut particulier. La désinformation est finalement l'équivalent de ce que représentaient, dans le discours de la guerre sociale du XIX^e siècle, « *les mauvaises passions* ». C'est tout ce qui est obscur et risquerait de vouloir s'opposer à l'extraordinaire bonheur dont cette société, on le sait bien, fait bénéficier ceux qui lui ont fait confiance ; bonheur qui ne saurait être trop payé par différents risques ou déboires insignifiants. Et tous ceux qui *voient* ce bonheur dans le spectacle admettent qu'il n'y a pas à lésiner sur son coût ; tandis que les autres désinforment.

En stigmatisant le « désinformateur », on s'octroie également le titre appréciable d'informateur officiel, donc de « bon informateur » ?

L'autre avantage que l'on trouve à dénoncer, en l'expliquant ainsi, une désinformation bien particulière, c'est qu'en conséquence le discours global du spectacle ne saurait être soupçonné d'en contenir, puisqu'il peut désigner, avec la plus scientifique assurance, le terrain où se reconnaît la seule désinformation : c'est tout ce qu'on peut dire et qui ne lui plaira pas.

Ce concept de désinformation a quelque chose de totalitaire, forme de mainmise d'un pouvoir central qui veut s'assurer le contrôle de la représentation du réel...

Le concept de désinformation n'est bon que dans la contre-attaque. Il faut le maintenir en deuxième ligne, puis le jeter instantanément en avant pour repousser toute vérité qui viendrait à surgir. Le concept confusionniste de désinformation est mis en vedette pour réfuter instantanément, par le seul bruit de son nom, toute critique que n'auraient pas suffi à faire disparaître les diverses agences de l'organisation du silence. Par exemple, on pourrait dire un jour, si cela paraissait souhaitable, que cet écrit est une entreprise de désinformation sur le spectacle ; ou bien, c'est la même chose, de désinformation au détriment de la démocratie.

La chose existe normalement parce qu'on la nomme ?

Ce dont le spectacle peut cesser de parler pendant trois jours est comme ce qui n'existe pas.

Pourtant, pour la désinformation, c'est le contraire...

Oui, là où la désinformation est *nommée*, elle n'existe pas. Là où elle existe, on ne la nomme pas. De même, on parle à tout instant d'« États de droit » que depuis le moment où l'État moderne dit démocratique a généralement cessé d'en être un.

Ceux qui mettent en scène le spectacle sont aussi ceux qui auraient le pouvoir de médiatiser notre réponse à ce que l'on entend et voit. On ne perçoit pourtant aucun discours d'opposition radicale. Mais cela est aisément explicable selon vous ?

Sur le plan des moyens de la pensée des populations contemporaines, la première cause de la décadence tient clairement au fait que tout discours montré dans le spectacle ne laisse aucune place à la réponse ; et la logique ne s'était socialement formée que dans le dialogue. Mais aussi, quand s'est répandu le respect de ce qui parle dans le spectacle, qui est censé être important, riche, prestigieux, qui est *l'autorité même*, la tendance se répand aussi parmi les spectateurs de vouloir être aussi illogiques que le spectacle, pour afficher un reflet individuel de cette autorité.

On demeure parfois étonné qu'aucun acteur politique ou presque ne sorte de son rôle et dénonce, non pas les dérives, mais la nocivité intrinsèque d'un système. Comment expliqueriez-vous cela ?

La Boétie a montré, dans le *Discours sur la servitude volontaire*, comment le pouvoir d'un tyran doit rencontrer de nombreux appuis parmi les cercles concentriques des individus qui y trouvent, ou croient y trouver, leur avantage. Et de même, beaucoup de gens, parmi les politiques ou médiatiques qui sont flattés qu'on ne puisse les soupçonner d'être des *irresponsables* connaissent beaucoup de choses par relations et par confidences. Celui qui est content d'être dans la confiance n'est guère porté à la critiquer : ni donc à remarquer que, dans toutes les confidences, la part principale de réalité lui sera toujours cachée. Il connaît, par la bienveillante protection des tricheurs, un peu plus de cartes, mais qui peuvent être fausses ; et jamais la méthode qui dirige et explique le jeu. Il s'identifie donc tout de suite aux manipulateurs, et méprise l'ignorance qu'au fond il partage. Car les bribes d'information que l'on offre à ces familiers de la tyrannie mensongère sont normalement infectées de mensonges, incontrôlables, manipulées. Elles font plaisir pourtant à ceux qui y accèdent, car ils se sentent supérieurs à tous ceux qui ne savent rien. Elles ne valent du reste que pour faire mieux approuver la domination, et jamais pour la comprendre effectivement. Elles constituent le privilège des *spectateurs de première classe* : ceux qui ont la sottise de croire qu'ils peuvent comprendre quelque chose, non en se servant de ce qu'on leur cache, mais en *croyant* ce qu'on leur révèle.

La censure a-t-elle atteint un stade de perfection ?

Jamais censure n'a été plus parfaite. Jamais l'opinion de ceux à qui l'on fait croire encore, dans quelques pays, qu'ils sont restés des citoyens libres, n'a été moins autorisée à se faire connaître, chaque fois qu'il s'agit d'un choix qui affectera leur vie réelle. Jamais il n'a été permis de leur mentir avec une si parfaite absence de conséquence.

Ceux qui nous « dirigent » semblent pourtant avoir peur. De nombreuses initiatives juridiques sont prises par exemple pour museler les propos des lanceurs d'alerte. S'ils n'en avaient rien à craindre, ils les laisseraient faire, n'est-ce pas ?

La société qui s'annonce démocratique, quand elle est parvenue au stade du spectaculaire intégré, semble être admise partout comme étant la réalisation d'une *perfection fragile*. De sorte qu'elle ne doit plus être exposée à des attaques, puisqu'elle est fragile ; et du reste n'est plus attaquable, puisque parfaite comme jamais société ne fut. C'est une société fragile parce qu'elle a grand mal à maîtriser sa dangereuse expansion technologique. Mais c'est une société parfaite pour être gouvernée ; et la preuve, c'est que tous ceux qui aspirent à gouverner veulent gouverner celle-là, par les mêmes procédés, et la maintenir presque exactement comme elle est (...) Partout où règne le spectacle, les seules forces organisées sont celles qui veulent le spectacle. Aucune ne peut donc plus être ennemie de ce qui existe, ni transgresser l'*omertà* qui concerne tout. On en a fini avec cette inquiétante conception, qui avait dominé durant plus de 200 ans, selon laquelle une société pouvait être critiquable et transformable, réformée ou révolutionnée. Et cela n'a pas été obtenu par l'apparition d'arguments nouveaux, mais tout simplement parce que les arguments sont devenus inutiles. À ce résultat, on mesurera, plutôt que le bonheur général, la force redoutable des réseaux de la tyrannie.

Le totalitarisme joyeux, ce sont les « gentils » qui nous permettent l'accès au « pouvoir d'achat » et les « méchants » qui se servent illégalement, mais tous illégitimement pour les mêmes objectifs d'accaparement du bien commun. C'est une formidable illusion d'opposer les deux ?

On se trompe chaque fois que l'on veut expliquer quelque chose en opposant la Mafia à l'État : ils ne sont jamais en rivalité. La théorie vérifie avec facilité ce que toutes les rumeurs de la vie pratique avaient trop facilement montré. La Mafia n'est pas étrangère dans ce monde ; elle y est parfaitement chez elle. Au moment du spectaculaire intégré, elle règne en fait comme le *modèle* de toutes les entreprises commerciales avancées.

Espérez-vous quelque chose de ceux qui nous dirigent. L'époque est grave, ne perd-on pas un temps précieux à attendre qu'ils tendent l'oreille, alors qu'ils connaissent bien les effets dramatiques de leur gestion du monde ?

La domination est lucide au moins en ceci qu'elle attend de sa propre gestion, libre et sans entraves, un assez grand nombre de catastrophes de première grandeur pour très bientôt ; et cela tant sur les terrains écologiques, chimique par exemple, que sur le terrain économique, bancaire par exemple. Elle s'est mise, depuis quelque temps déjà, en situation de traiter ces malheurs exceptionnels autrement que par le maniement habituel de la douce désinformation. Les véritables influences restent cachées, et les intentions ultimes ne peuvent qu'être assez difficilement soupçonnées, presque jamais comprises.

Interview anachronique de Guy Debord, par Alexandre Penasse

1. Les interviews anachroniques antérieures étaient celles d'André Gorz, « *L'idéologie sociale de la bagnole* » et de Simone Weil, « *L'obsolescence des partis politiques* », respectivement dans les éditions Kairos de septembre et novembre 2017. Les propos ici sont tous tirés de Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, Gallimard, 1988/1992.

2. L'auteur indique que « rien, depuis vingt ans, n'a été recouvert de tant de mensonges commandés... ». Guy Debord écrit en 1988. Pour rendre plus facile ce saut temporel de l'interview anachronique, nous avons enlevé cette référence temporelle.

3. Dans les années 80.

LES TECHNOLOGIES : UNE QUESTION POLITIQUE

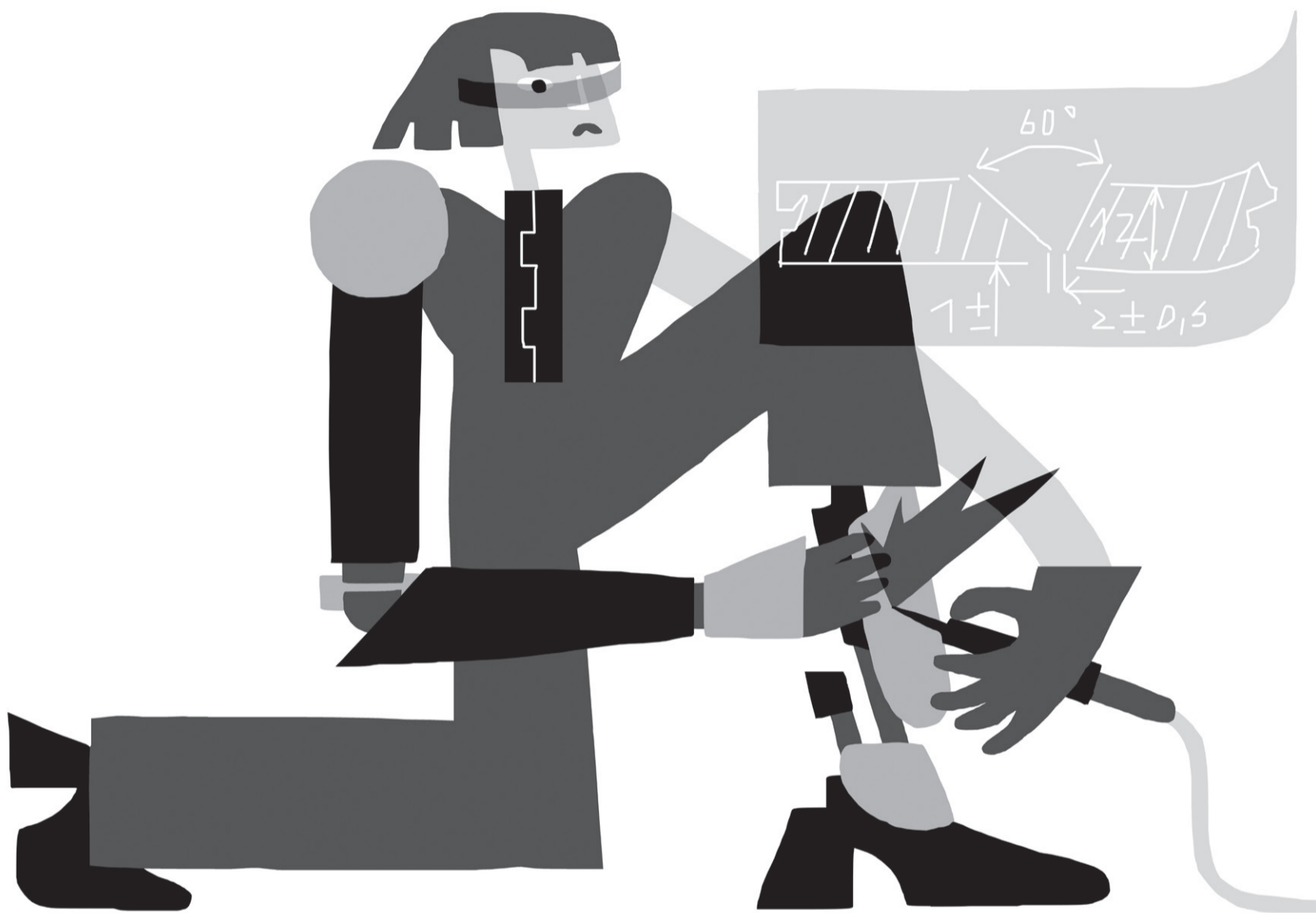


Illustration: Cécile-Mirande-Broucas

Les pillages, l'extractivisme, les minerais du sang pour approvisionner les multinationales des technologies semblent être relativement connus et documentés¹. Pourtant les gadgets continuent d'inonder les magasins et les habitations. La question de comment passer des constats éternels à des changements réels en vue de faire cesser des violations de droits humains et une dégradation de notre milieu de vie guide constamment notre démarche.

Kairos publie régulièrement des articles critiques des technologies, un sujet mouvant tant le déferlement technologique suit son cours à un rythme effréné et confirmant années après années les thèses énoncées il y a plusieurs décennies par Jacques Ellul sur l'autonomie de la technique. Le progrès qui innove comme aiment ironiser nos amis de *La Décroissance*.

La propagande technophile occupe notre quotidien par un matraquage publicitaire dans les médias et les discours politiques. Impossible d'y échapper, difficile de faire entendre une voix discordante sur le mythe du numérique « bienfaiteur et dispensateur de progrès ». Comme nous l'écrivions il y a plus d'un an en participant au cycle « Mon père ce robot » organisé par la Maison du Livre de Saint-Gilles, le débat public sur cette question est pour l'instant insuffisant. Il est crucial de discuter des choix de société, celle que nous voudrions, celle que nous refusons, et ainsi dévoiler l'impact social, démocratique, écologique, sanitaire et humain du « tout technologique » que le capitalisme mondialisé nous impose sans une once de démocratie.

Le 24 novembre 2018 donc, le mpOC, *Kairos* et la Maison du Livre, avec le soutien de Technologos² invitaient à une journée de réflexion autour du déferlement technologique et du transhumanisme. Cette journée avait pour objectif de présenter le livre de Pièces et main d'œuvre *Les chimpanzés du futur*, manifeste contre le transhumanisme, un travail d'enquêteur face aux dégâts constatés dans la

technopole de Grenoble où règnent les fameuses NBIC (nanotechnologies, biotechnologies, informatique et sciences cognitives) et se concrétise le projet de machination vers l'homme-machine et le monde-machine.

Cette journée de conférence et de discussions permettait plus largement de débattre du déferlement technologique non choisi, non discuté, mais imposé par les lobbies et l'immense majorité des politiques.

Michel Weber axait son intervention sur le totalitarisme transhumaniste et esquissait quelques analogies avec le fascisme. Paul Lannoye, alertait déjà sur le déploiement de la 5G et sur le *Smart farming* préconisé par le centre wallon de recherches agronomiques. Bruno Poncelet démontrait lui en quoi la révolution numérique est un choix politique qui provoque une transformation du travail par le capitalisme numérique.

Sarah Dubernet, membre de l'Association de veille et d'information civique sur les enjeux des nanosciences et des nanotechnologies (AVICENN), nous racontait son vécu en tant qu'infirmière, notamment la manière dont les nanotechnologies sont imposées sans consentement, avec son lot de dégâts sanitaires et environnementaux directs totalement négligés par les décideurs. Par la suite elle s'est formée continuellement sur le sujet afin de pouvoir intervenir dans le débat public.

Dans le prochain numéro de *Kairos* vous pourrez lire une réflexion de cette infirmière devenue chercheuse par nécessité et de la réappropriation du savoir par toute personne soucieuse de son environnement, face à la dictature des experts.

Dans le présent dossier, Hervé Krief raconte comment le culte de la technique et du progrès fut façonné au début du XX^e siècle et notamment avec la grande messe de l'exposition universelle de

Paris, en 1900, qui « démontre la volonté des États européens d'inoculer la vénération de cette nouvelle science, au service des industriels, dans l'âme et la chair de leurs citoyens ». Il désigne le rouleau compresseur numérique comme étant la nouvelle étape du système technicien capitaliste. Pour conclure il en appelle à la libération de nos esprits, accaparés par cette société industrielle que nous n'avons pas choisie.

Enfin, à l'heure de la grève contre la « réforme » des retraites en France, nous publions un appel du collectif Écran total qui s'organise depuis quelques années pour résister à la gestion et l'informatisation de nos vies. Comment résister, comment s'organiser, est la question principale qui nous est posée face à de trop nombreux constats d'impuissance. Écran total, qui fonctionne par groupes locaux, réunit des gens de métiers très divers qui refusent la numérisation du vivant et ouvrent des brèches pour une vie saine. À travers le texte *Grève des données*, ces professionnel·les du secteur de la santé, de l'action sociale et de l'éducation spécialisée, lancent un appel à la grève des outils gestionnaires et informatisés et proposent quelques pistes pour les nombreux récalcitrants qui luttent contre la dégradation de leurs métiers.

Le 25 avril 2020, nous vous invitons cette fois à venir réfléchir et échanger sur les résistances au monde-machine. Seront abordées différentes facettes telles que la mobilisation contre la numérisation des métiers, une critique radicale de l'intelligence artificielle mais aussi les *smartcities* et le monde-machine.

Dossier coordonné par Robin Delobel

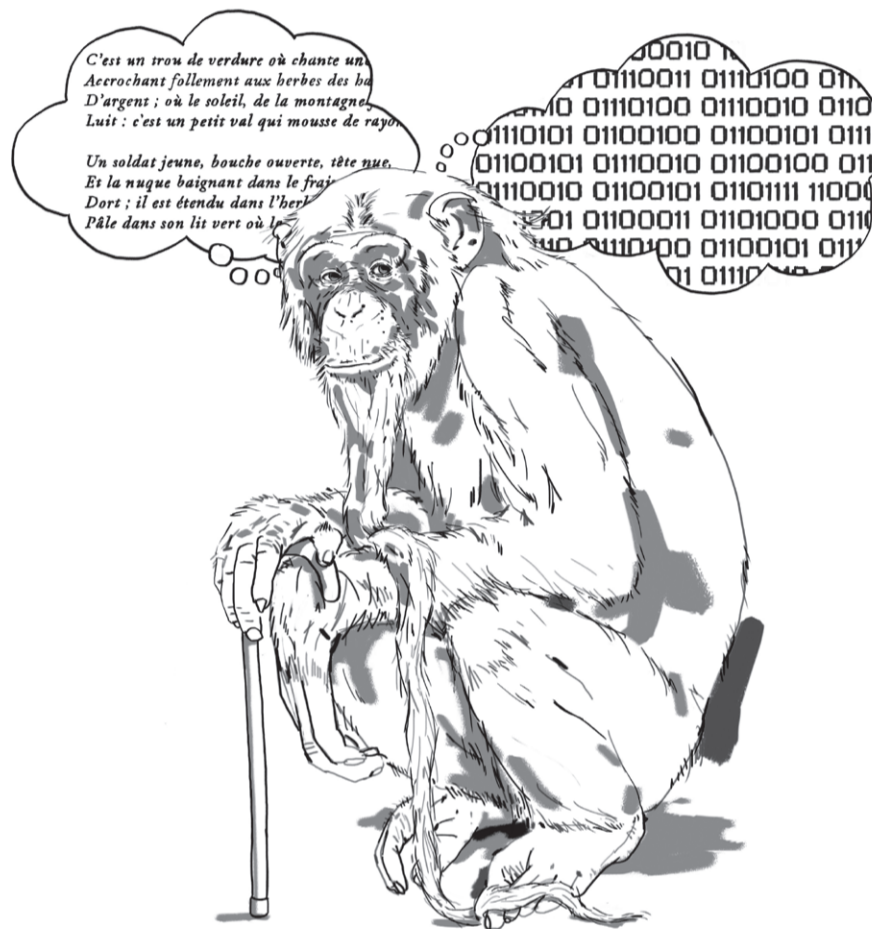
1. Parmi de nombreux films, voir : *Du sang dans nos portables*, mais aussi sur le transhumanisme film clair et pédagogique : *Un monde sans humains*, reportage Arte 2012.
2. Pour plus d'informations voir le site : technologos.fr.

RÉFLEXIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE TRANSHUMANISME ET L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Les médias généralistes traitent assez régulièrement d'intelligence artificielle (IA) et de transhumanisme, sur un ton ou dithyrambique ou gentiment critique, mais rarement alarmiste. Qu'en est-il ? La première part de la volonté de calquer l'ordinateur sur le fonctionnement du cerveau – et non l'inverse – pour analyser l'environnement, résoudre des problèmes précis, jouer aux échecs ou au go, ou encore prendre des décisions, cela avec une rapidité et une efficacité infiniment plus grandes. Cette comparaison n'est pas entièrement neuve, puisque les premiers « systèmes experts » qui simulent le raisonnement humain sont apparus dans les années 1960. Ainsi, le programme SHRDLU en 1970 comprenait et répondait à des instructions, comme déplacer des objets sur un support. L'IA faisait ses premiers pas et suscitait beaucoup d'enthousiasme, mais rentra déjà en crise dans les années 1980, car les résultats ne furent pas à la hauteur des espérances, entre autres dans le domaine de la traduction automatique. Relativement ignorée pendant 2 décennies, elle attendait patiemment son heure. Dans les années 2010, l'IA a repris des couleurs grâce à la puissance de calcul démultipliée des ordinateurs, à la mise à disposition de quantités pharamineuses de données collectées par forage (*data mining*) et aux technologies convergentes NBIC (nanotechnologies, biotechnologies, informatique, sciences de la cognition) sur lesquelles s'appuie aussi le transhumanisme¹. Le cerveau est maintenant présenté comme une suite d'algorithmes, pour tout dire un réductionnisme, et même une ineptie ! Où est la pensée, qui caractérise l'être humain ? Le philosophe humaniste Francis Wolff rappelle que si « la pensée n'existe pas sans le cerveau, elle n'est pourtant pas dans le cerveau, elle est un rapport au monde² ».

On trouve en Laurent Alexandre et Yuval Noah Harari deux partisans de l'IA, et plus généralement de la ferveur technophile, mais dans un style différent. Par son érudition et l'épaisseur de ses livres, Harari a pu impressionner nombre d'entre nous. La presse internationale a complaisamment relayé ses études. S'il n'y avait rien à signaler avec *Sapiens* (Albin Michel, 2015), *Homo Deus* (2017) a par contre dévoilé les cartes : son auteur est bien transhumaniste, mais d'une manière masquée et faussement critique, d'où sa dangerosité idéologique. Tous deux sont de bons clients des médias et des politiques. Harari, reçu par Emmanuel Macron à l'Élysée en 2017, agit en intellectuel de cour qui brosse les oligarques dans le sens du poil, tout en se faisant aimer du grand public. Quant à Alexandre, le taxer d'intellectuel serait lui faire trop d'honneur ; c'est plutôt un bateleur de foire qui parvient à donner le change aux foules techno-béates, pour ne pas dire techno-fanatisées.

Le philosophe Dominique Lestel avance que « les technologies qui conduisent l'humain à se détacher de la nature peuvent être considérées comme autistes, schizoéphréniques et même paranoïaques³ ». Notre époque postmoderne se caractérise par un double mouvement apparemment contradictoire. D'une part, le débat d'idées se polarise jusqu'à générer des comportements intolérants et même agressifs envers ses contradicteurs, allant des insultes aux violences physiques, en passant par les autodafés ; d'autre part, on veut réconcilier les contraires, on surfe sur les paradoxes. Dans ce cas-ci, on cherche à réunir aliénéation technologique et hyper-individualisme. Il s'agirait de « se robotiser », de « s'augmenter » au moyen de prothèses et d'implants, pour encore mieux se désolidariser du reste de ses congénères, qui deviendront, eux, des « chimpanzés du futur », selon l'expression méprisante du cybernéticien Kevin Warwick. Remarquons que ne rien devoir aux autres et tout devoir aux machines, voilà une étrange conception de l'indépendance ! D'autant plus que celles-ci resteront encore longtemps contrôlées par des « autres » humains auxquels les candidats-cyborgs seront inféodés. « Docteur, augmentez-moi ! »... l'illusion est totale ! L'hyper-individualisme contemporain mise beaucoup sur l'hédonisme et pense que les technologies convergentes représentent la voie royale pour son approfondissement et son élargissement, par exemple par des subs-



tances chimiques qui produiraient un état permanent de félicité ou par un allongement de l'espérance de vie, en présupposant que cela suffirait pour apporter un surcroît de bonheur et de jouissance. Où l'on retrouve la conviction que plus c'est toujours mieux : passer son 243^{ème} réveillon de Noël, quel pied !

Quels rapports le transhumanisme organise-t-il entre l'homme et la matière ? Beaucoup de transhumanistes s'occupent du corps. Max More et son épouse Natasha Vita-More le cryonisent afin de le « ressusciter » plus tard, quand les progrès attendus de la médecine pourront le guérir de maladies aujourd'hui incurables. L'homme d'affaires Craig Venter et le gérontologue Aubrey de Grey travaillent à prolonger la vie si possible indéfiniment – c'est le « prolongévisme », et même l'« immortalisme » – en considérant le corps comme un meccano où l'on peut changer les pièces défectueuses, mais sans toucher à la nature humaine. D'autres encore, à la manière de *Super Jaimie* et *L'homme qui valait trois milliards*⁴, veulent transformer la nature humaine en mélangeant la chair et les prothèses bioniques. Ces mouvements, majoritaires, représentent la tendance « corporaliste » et moniste. Toutefois, le dualisme s'insinue chez certains transhumanistes comme Ray Kurzweil, ingénieur en chef chez Google, qui donne la priorité à l'esprit, vu comme noble, qu'il faut détacher d'un corps putrescible et dégoûtant : on rejoint là une vieille idée gnostique. Il espère ainsi numériser le contenu de son cerveau (et de son âme ?) pour le transplanter ensuite sur un disque dur et, de cette manière, atteindre une forme d'immortalité, exportée jusque dans des galaxies lointaines. Pourtant, il devrait deviner que l'activité cérébrale, pas plus que l'âme ni l'esprit, ne sont, par définition, réductibles à une quelconque réalité matérielle, ne peuvent être transplantés dans une puce en silicium. Kurzweil est donc un spiritualiste contrarié et un matérialiste à son corps défendant. Comme Marie David et Cédric Sauviat le soulignent, « l'idée de dupliquer un esprit sur un support matériel est une négation de l'incarnation dans un corps, avec son histoire, son environnement, ses limites⁵ ». Cela nous amène à constater que les transhumanistes ne sont généralement pas au clair avec leurs conceptions philosophiques ; raison de plus pour ne pas leur faire confiance, et encore moins les admirer ! L'être humain n'a jamais échappé à la matière. N'oublions pas que nous sommes des mammifères, un peu spéciaux, certes, mais des mammifères quand même. Victimes de la honte prométhéenne⁶, la

plupart des transhumanistes haïssent notre enracinement naturel et animal. Avec la biologie de synthèse, ils veulent aller encore plus loin : programmer un ordinateur pour créer des organismes neufs n'existant pas dans la nature, n'étant pas le produit de l'évolution. Or, comme Michel Weber l'écrit, « la vérité de notre existence se trouve dans l'organique, pas dans le mécanique, et encore moins dans l'hybride⁷ ». Soyons donc heureux d'habiter un corps !

Le transhumanisme et l'IA représentent l'accomplissement du projet technicien né avec Francis Bacon au XVII^e siècle. Phénoménologiquement parlant, la technique moderne revêt un aspect totalisant. Depuis le XIX^e siècle, elle n'a cessé d'étendre son empire ; dès lors, rien d'étonnant à ce qu'elle cherche à colmater toutes les brèches restantes qui pourraient remettre en cause son hégémonie : psychologiques, poétiques, spirituelles, existentielles. On rappelle sans cesse que le fait technique a accompagné l'humanisation depuis ses débuts, l'a permise, même. Comme Ortega y Gasset le disait en 1933, « il n'y a pas d'homme sans technique⁸ », c'est entendu. Néanmoins, Hans Jonas a avancé l'idée que les besoins fondamentaux étaient suffisants pour fournir un fondement anthropologique. Cela n'implique pas une absence d'outils techniques, mais le maintien de ceux-ci dans des limites adaptées à l'homme qu'historiquement la révolution industrielle, en ayant fait le « choix du feu⁹, a pulvérisées. L'esprit moderne répugne à brider la Technique, car toute augmentation de puissance est synonyme de progrès dans la liberté. Cette fureur démiurgique est prise au sérieux par une partie non négligeable de nos contemporains. L'habitude de s'émerveiller devant les innovations de la technoscience est déjà ancienne, les vieux réflexes ne sont pas faciles à combattre. « Pourquoi la contemplation de la machine est-elle si jouissive ?¹⁰ », se demandait le philosophe Friedrich G. Jünger en 1949. 70 ans plus tard, l'essayiste Bertrand Lacarelle constate que nous sommes tous peu ou prou devenus des « collaborateurs de l'Occupation technologique ». Tant que nous restons telles des souris fascinées et tétanisées par le cobra technicien, tant que nous souffrons du syndrome de Stockholm envers les technocrates preneurs d'otages, alors la vie, le vivant sont gravement menacés. Nous pourrions nous effondrer en tant qu'espèce, entraînant presque toutes les autres dans notre chute. « Le mécanique occupe le devant de la scène et, avec lui, l'optimisme brutal accompagné de cette arrogance de la civilisation, caractéristique de l'ère du cours de la technique, jusqu'au moment où l'homme sera brisé dans son désir irréflichi de puissance, jeté à terre et contraint de penser à nouveau¹¹ », écrivait Jünger. Il est temps de rompre le charme !

Bernard Legros

- Il est bien entendu que sous le transhumanisme pris au singulier se cachent des réalités, pratiques et conceptions diverses. Dans cet article, pour la facilité de la démonstration et par manque de place, nous ne rentrerons pas trop dans les nuances. Pour cela, le lecteur intéressé peut se reporter à Dominique Folscheid, Anne Lecu & Brice de Malherbe, *Le transhumanisme, c'est quoi ?*, Cerf, 2018 et Béatrice Jousset-Couturier, *Le transhumanisme. Faut-il avoir peur de l'avenir ?*, Eyrolles, 2016.
- Francis Wolff, *Trois utopies contemporaines*, Fayard, 2017, p.52.
- Dominique Lestel, *À quoi sert l'homme ?*, Fayard, 2015, p.70.
- Dans ces deux séries américaines des années 1970, ce qui était présenté comme de la science-fiction est en train de devenir réalité.
- Marie David & Cédric Sauviat, *Intelligence artificielle, la nouvelle barbarie*, Le Rocher, 2019, p.203.
- Concept forgé par Günther Anders : les hommes construisent des machines qui dépassent leurs capacités, ont ensuite honte de leur infériorité et auraient préféré avoir été fabriqués plutôt qu'être nés. Cf. *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, L'Encyclopédie des Nuisances, 2002.
- Michel Weber, *Contre le totalitarisme transhumaniste. Les enseignements philosophiques du sens commun*, Fyp, 2018, p.124.
- José Ortega y Gasset, *Méditation sur la technique*, Allia, 2017, p.45.
- Cf. Alain Gras, *Le choix du feu. Aux origines de la crise climatique*, Fayard, 2007.
- Friedrich Georg Jünger, *La perfection de la technique*, Allia, 2018, p.44.
- Ibidem*, p.140.

LE PROGRÈS ET LA DOMESTICATION DE LA PENSÉE

En 1900, se tenait à Paris l'exposition universelle qui consacrait le culte de la technique. Le développement industriel, nourri de la spoliation des terres colonisées, s'accélérait dans les pays occidentaux et le libéralisme économique, inspiré par Adam Smith, amplifiait la mutation de l'organisation sociale des peuples. Les inventeurs étaient célébrés et la marche en avant de l'imposition des machines et de la consommation de masse, initiée par l'Angleterre au début du XIX^e siècle, continuait à piétiner et à bouleverser les territoires, les modes de vie et les relations sociales. Les opposants, assez nombreux à l'origine, étaient anéantis, étouffés et leurs cris de résistance effacés de la « belle histoire » que les puissants écrivaient.

Un élément essentiel et souvent oublié de cette « grande transformation »¹ est la pénétration de l'esprit scientifique et des nombres dans les esprits. Bien sûr, le Siècle des Lumières avait déjà, dans une certaine mesure, préparé le terrain. Mais la grande messe de Paris, en 1900, démontre la volonté des États européens d'inoculer la vénération de cette nouvelle science, au service des industriels, dans l'âme et la chair de leurs citoyens. Ce travail de domestication de la pensée humaine s'est amplifié depuis lors. Il n'est pas un domaine de la vie publique qui ne soit affecté. Il consiste en réalité à déléguer à des experts et à des chercheurs la conduite des affaires communes puisque ce sont les seuls à être en mesure de comprendre le monde dans lequel nous vivons. Il a pour conséquence de nous soumettre, dès la naissance, à la tyrannie de l'esprit scientifique. Depuis plus d'un siècle, et l'invention de la publicité y a largement contribué, une des grandes forces de la propagande industrielle est d'avoir réussi à placer le débat politique dans la sphère scientifique à coups de statistiques, de pourcentages, de chiffres d'experts ou de sondages. Elle atomise ainsi toutes velléités de contestation se référant à des arguments organiques, non mécaniques, en relation avec notre mesure humaine ou faisant appel à un ancrage à la Terre, à une observation simple ou à un héritage de traditions et de savoir-faire.

« Le scientisme affirme qu'en dehors de la connaissance scientifique, aucune autre forme de connaissance n'est légitime, car seule la connaissance scientifique est positive et vraie. C'est une forme de réductionnisme où seules les connaissances valides sont scientifiquement prouvées, le reste étant irrationalités, croyances ou idéologies. Se trouvent ainsi disqualifiés d'emblée les savoirs traditionnels des populations autochtones ou encore ceux des "non-scientifiques", les savoirs populaires et les savoirs paysans. »²

La réussite extraordinaire de cette entreprise de pénétration de l'intimité de chacun d'entre nous est incontestable et me paraît extrêmement préoccupante. En effet, même les opposants les plus farouches et les plus déterminés au capitalisme industriel n'envisagent plus désormais étayer leurs critiques d'un système technique mortifère autrement qu'en référence à des études scientifiques et à des chiffres, émanant de chercheurs à la solde³, faut-il le rappeler, des industriels. Cette allégeance présente, me semble-t-il, deux incompatibilités sérieuses avec l'espoir d'une transformation réelle de notre façon de faire société et d'habiter le monde.

D'une part, l'argumentation basée sur des chiffres d'experts ne peut convaincre car les industriels, grâce à leur puissance financière, façonnent d'autres chiffres qui s'opposent toujours à ceux brandis par les pourfendeurs du système. Par ailleurs, pour une étude dénonçant les ravages du capitalisme, combien de dizaines d'autres qui parviennent à semer la confusion et le doute⁴ ? À l'ère de notre pauvre temps numérique, l'absence d'études constitue également une porte de sortie pour légitimer la poursuite du processus de normalisation par l'informatique, même si le bon sens et la décence ordinaire nous inclinent à penser qu'il faudrait de toute urgence cesser cette fuite en avant. Les médias, et le spectacle qu'ils mettent en scène, sont devenus les fers de lance de la propagande progressiste et technologique. L'hebdomadaire *Télérama* vient de fournir un exemple de cette pratique. Le numéro 3.635 daté du 14 au 20 septembre 2019 propose une « Une » extrêmement racoleuse : « Les enfants et les écrans, ils vont payer l'addiction. » Le titre de l'article à l'intérieur est tout aussi radical : « Éloignez-les des écrans ! » Après avoir rappelé « le niveau dramatique » des impacts, voici la conclusion, parfait exemple de la pensée soumise et de notre dépossession au profit de la science : « Mais au fond, que sait-on vraiment de la toxicité des écrans ? (sic) L'appel des académies ne mentionne aucune référence scientifique [tiens donc!]. Prudents, les auteurs (les élites scientifiques des académies en tout genre) invitent seulement les industriels et les fabricants à rappeler aux parents l'importance de la modération [l'addiction pathologique présente à la Une a disparu !] en attendant que des bases plus factuelles soient établies. » CQFD !

Extraordinaire tour de passe-passe, génie de la non-pensée ! Une psychiatre, en encadré, en rajoute une couche : « Je ne suis pas opposée aux écrans, nous sommes une génération "écrans", en revanche l'utilisation de l'écran... blablabla... blablabla. » Face à cette servitude volontaire affichée par les journalistes, il est vain de croire en la possibilité d'avoir une argumentation convaincante en étant prisonnier du piège scientifique.

D'autre part, il me semble indispensable d'extirper cette pensée scientifique de nos esprits afin de nous reconnecter avec la Terre, son rythme, ses saisons et de retrouver le sens de la mesure humaine. Si nous nous opposons au gigantisme industriel et à la folie numérique, n'est-ce pas pour défendre la pensée autonome reliée aux autres et inventer une vie simple débarrassée de l'oppression des machines ? Comment reconquérir notre dignité et tous les savoir-faire disparus si nos réflexions sont inféodées à un univers scientifique qui a justement pour objet de dompter et de détruire la Nature tout en aliénant les humains à des systèmes marchands complexes hautement technologiques ?

« ...le mode de pensée véhiculé par la science s'est en partie confondu avec la pensée elle-même⁵. »

Il me paraît essentiel de mettre en harmonie les besoins qu'impose une vie décente et ordinaire, respectueuse des autres et de notre environnement, et une compréhension, une sensation organiques libérées de la tutelle des machines et du système technique. Voilà près de 50 ans, un mathématicien parmi les plus brillants et les plus reconnus de son époque, Alexandre Grothendieck, a lancé un mouvement politique⁶ avec d'autres universitaires pour dénoncer et rejeter en bloc cette mainmise des experts, chercheurs et autres technoscientifiques sur l'argumentation politique. Plus près de nous, le groupe Oblomoff a poursuivi ce travail de refus d'assignation de la critique à un cadre défini par les intérêts des industriels et des États à leurs bottes⁷. Bernard Charbonneau, à travers toute son œuvre, a fourni matière à défendre notre autonomie de réflexion afin de la libérer des carcans de la pensée unique⁸. Georges Bernanos, dans *La France contre les robots*, s'exprimait ainsi en 1945 : « Un monde dominé par la force est un monde abominable mais un monde dominé par le nombre est ignoble. (...) La tyrannie abjecte du nombre est une infection lente qui n'a jamais provoqué de fièvre. Le nombre crée une société à son image, une société d'êtres non pas égaux mais pareils, seulement reconnaissable à leurs empreintes digitales. Il est fou de confier au nombre la garde de la liberté. »

Cette domestication de la pensée, inhérente et indissociable de la transformation industrielle de nos sociétés porte en elle, hélas, l'impossibilité de sortir du système technique capitaliste dont le rouleau compresseur numérique est la nouvelle étape. En observant attentivement les mouvements récents autour de l'écologie dans les sociétés occidentales, on peut percevoir à quel point l'esprit scientifique et la vénération des chercheurs sont au service du libéralisme industriel. Ainsi la jeunesse européenne semble perturbée et inquiète en raison des perspectives peu réjouissantes du devenir de notre planète. Depuis quelque temps, l'avenir leur paraît sombre et un certain nombre d'entre eux souhaite agir pour tenter d'infléchir cette tendance et notamment pour essayer d'endiguer le dérèglement climatique. Par un hasard assez extraordinaire surgissent à ce moment-là, deux phénomènes extrêmement médiatisés : Greta Thunberg et le mouvement Extinction Rebellion. Il convient de noter que ces deux entités ont déjà en commun un service de communication efficace, qui utilise exclusivement les nouvelles technologies numériques. Celles-là même qui ont aliéné considérablement les adolescents et les jeunes adultes⁹ auxquels est destiné leur message. L'urgence climatique¹⁰, dont tous deux se réclament, ne leur paraît pas en lien avec l'usage intensif de l'Internet. Ce qui semble assez cohérent puisqu'ils sont les purs produits du système industriel et de la pensée libérale technicienne. Leurs revendications, qui s'adressent aux gouvernements, reflètent bien cela. La jeune Suédoise proclame ne pas faire de politique tout en assénant : « Tout ce que je dis, c'est que nous devons écouter la science, (...) il faut laisser cela (les décisions) aux scientifiques.¹¹ » Extinction Rebellion, qui est favorable à la croissance, ce qui est bien naturel puisqu'il est financé, tout comme Greta Thunberg, par des milliardaires américains, demande la neutralité carbone. Cette dernière est un concept capitaliste inventé par les industriels pour marchandiser la Nature et qui a été médiatisé par les politiciens occidentaux lors du protocole de Kyoto en 1997. Pour mémoire, compensation carbone et crédit carbone furent alors créés, ainsi qu'une bourse dédiée, pour permettre aux grandes entreprises de continuer à polluer et à détruire la planète, en engrangeant de nouveaux bénéfices, tout en faisant croire aux pauvres imbéciles que nous sommes que les États se chargeaient de solutionner ainsi le problème.¹² Résultat depuis 15 ans¹³, le taux de carbone dans l'atmosphère n'a jamais cessé de croître.



Mais nous sommes complètement abêtis par la société du spectacle et dépossédés de notre esprit par la science. Par ailleurs, l'histoire a été rayée de nos mémoires par l'invention de l'immédiateté perpétuelle permise par les smartphones connectés. Alors la nouvelle impératrice de l'Union européenne, nourrie par les *think tanks* qui financent Greta Thunberg et Extinction Rebellion, proclame avec tambours et trompettes le Green Deal dont le point phare est la neutralité carbone, promise pour 2050. C'est le même mensonge qu'en 1997, mais qu'importe. Les médias vont faire leur travail de propagande, faire semblant de s'émerveiller devant tant d'audace et endormir ainsi les contestations éventuelles. La jeunesse qui s'est mobilisée pour « sauver la planète » va pouvoir retourner à ses smartphones, sans plus jamais lever la tête des écrans, et la société industrielle va, elle, poursuivre sa course en avant : destruction de tout ce qui est vivant et mise en cage connectée de tout ce qui est humain. Voilà où nous mène la vénération de la science, la perte de notre esprit¹⁴, la sacralisation de la technologie. Voilà pourquoi il faut nous affranchir du scientisme et des experts. Nous avons besoin d'une pensée libre et autonome en phase avec notre rythme biologique et nos capacités physiques.

Une expérience personnelle m'incline à croire cette libération, indispensable à mes yeux, possible. En juin 2018 est paru un livre¹⁵ que j'ai écrit pour tenter de décrire la globalité du désastre que représentent l'Internet et la numérisation de nos vies sociales et intimes. Pas un seul chiffre d'expert n'y figure et aucune étude n'est convoquée pour appuyer mon argumentaire. Cet ouvrage (vendu et promu, par un tout petit éditeur, sans utiliser l'Internet et les messages électroniques) a connu, à ma grande surprise, un écho certain. 2.500 exemplaires ont été vendus en 18 mois, j'ai participé à une soixantaine de présentations et une nouvelle édition va être publiée en mars prochain par un important éditeur québécois. J'ai reçu plusieurs centaines de lettres de lecteurs qui ont été touchés, bouleversés ou interpellés par ce livre. J'ai croisé près de 1.500 personnes lors des débats auxquels j'ai participé. Les uns comme les autres ont semblé comprendre mes pensées et mes analyses, débarrassées des chiffres et des statistiques dont les grandes chaînes de télévision raffolent. Voilà de quoi s'interroger... La reprise en main d'une pensée libre, ancrée dans la vie simple et dans l'observation, nourrie d'une poésie humaine peut donc être entendue, comprise et considérée. Elle est le ferment indispensable, me semble-t-il, d'une

prise de conscience, préalable indispensable à une transformation radicale de notre société. Pourrait-elle être le lien organique qui relie encore les personnes autour de la résistance à l'anéantissement de notre condition humaine ?

La société industrielle, pendant près de 200 ans, et son corollaire, le confort moderne, depuis près d'un siècle, nous ont plongés dans l'abîme jour après jour mais cette libération de nos esprits pourrait être la flamme qui illumine nos espoirs ...

Hervé Krief

1. Karl Polanyi, *La Grande Transformation: Aux origines politiques et économiques de notre temps*, [1944], Tel Gallimard, 2009.

2. Marie-Hélène Parizeau, *Biotechnologies, nanotechnologies, écologie, entre science et idéologie*, Quae, 2010.

3. Au sens propre, puisqu'ils sont financés par les industriels et donc leur pitance dépend de leur zèle à servir leurs maîtres.

4. Lire Naomi Oreskes et Erik M. Conway, *Les marchands de doute*, Le Pommier, 2012.

5. Olivier Rey, *Itinéraire de l'égarément. Du rôle de la science dans l'absurdité contemporaine*, Seuil, 2003.

6. Céline Pessis, *Survivre... et vivre*, L'échappée, 2016.

7. *Un futur sans avenir, pourquoi il ne faut pas sauver la recherche scientifique*, L'échappée, 2009.

8. Lire, par exemple, Bernard Charbonneau, *Le système et le chaos*, Anthropos, 1973.

9. Qu'on se rassure, les enfants suivent à vitesse accélérée le même chemin.

10. Cette expression ne veut absolument rien dire, elle semble tomber de nulle part, un peu comme une maladie dans la pensée technico-chimique industrielle du soin.

11. *La décroissance*, n°165, décembre 2019-janvier 2020.

12. Voir sur ce sujet, le documentaire d'Antoine Costa, « *Les Dépossédés* », France, 2016.

13. Les États-Unis ayant freiné des quatre fers, la mise en place n'a débuté qu'en 2005.

14. Cf. Gustav Landauer, *L'appel au socialisme*, La Lenteur, 2019.

15. NDLR : Hervé Krief, *Internet ou le retour à la bougie*, Quartz, 2018.

GRÈVE DES DONNÉES

Le constat d'une dégradation des conditions de travail dans le secteur de la santé est patent. Médecins et infirmiers nous expliquent qu'ils passent désormais au moins la moitié de leur temps à encoder des données, répondre à des enquêtes, comprendre de nouveaux logiciels, récolter des informations sur les patients... Ce processus participe de la déliquescence du secteur. En France, des professionnels distribuent dans les manifestations un tract appelant à la grève des données ? De quoi inspirer leurs collègues belges.

Nous, professionnel(les) du secteur de la santé, de l'action sociale et de l'éducation spécialisée, lançons un appel à la **grève des outils gestionnaires et informatisés** :

- pour protéger nos activités contre la rapacité des intérêts mercantiles
- pour enrayer la dégradation continue du service public
- pour sortir des logiques de rentabilité et de contrôle
- pour reprendre en main nos métiers

Nous faisons le constat d'une dégradation générale de l'aide et du soin proposés à la population, et de conditions de travail toujours pires. C'est simple : le système de santé et d'aide sociale et les services d'intérêt général s'écroulent sous nos yeux. « En même temps », nous sentons bien toutes et tous que la pression s'accroît, et que cette pression passe par l'informatique.

Ce n'est pas un hasard : les gestionnaires nous volent notre temps. Les logiciels prolifèrent (Cortexte, RIMP, etc. pour la psychiatrie, ISIS, COSMOS, SIAO, etc. pour l'action sociale), de nouveaux protocoles apparaissent, et les normes administratives changent sans cesse. Fatalement, le temps passé sur un ordinateur à saisir des données est du temps en moins pour la relation humaine, les réunions et transmissions entre collègues. Nous ne pouvons plus réfléchir à notre travail, ni répondre aux besoins des personnes que nous accueillons.

Il faut « tracer » les demandes, les actes, les observations, les paroles, les comportements, les appels téléphoniques... mais pourquoi et surtout pour qui ? Selon le discours managérial, il s'agirait, « par l'exécution de bonnes pratiques, de rationaliser l'offre publique pour rendre un meilleur service à l'utilisateur », mais c'est exactement l'inverse qui se produit ! L'être humain et les situations qu'il rencontre sont trop complexes pour rentrer dans des cases standardisées.

On ne travaille plus que pour respecter la procédure, et sous la menace et le chantage. Il faut coter pour ne pas perdre le budget, il faut coter pour montrer ce qu'on fait et soi-disant mettre en valeur notre travail. Double mensonge : on ne cote que ce qui est mesurable (tel entretien, telle activité, pourtant vitaux, ne « rentrent pas » dans le logiciel) et toutes ces cotations n'empêchent ni l'asphyxie des services publics ni le non-remplacement des postes, bien au contraire.

Mais que deviennent les données stockées à vie dans les logiciels de traitement ? En toute confiance, ou par naïveté, les personnes consentent à leur géolocalisation, en téléchargeant des applications. Les données numériques sont exploitées pour définir des parcours d'aide et de soins. Ce sont des données socio-économiques. Elles ne servent ni au patient ni à la personne accompagnée, mais à la mise en concurrence des services et des professionnels. Dans un contexte de marchandisation de nos secteurs, elles enrichissent les statistiques qui sont vendues aux assurances et aux start-up.



L'argument parfois brandi est qu'il faut justifier de ce que nous faisons auprès des instances de contrôle face aux risques de plainte des « usagers », de leur famille. En réalité, on fait peser sur les professionnel(le)s la responsabilité de possibles erreurs, oublis, manquements. On nous vend la surveillance et le contrôle de notre activité pour des bonnes pratiques à respecter ou d'organisation de service à améliorer. Les pouvoirs publics organisent la détérioration des services tout en montrant du doigt ceux qui les font vivre envers et contre tout.

Le droit à l'oubli et le secret médical disparaissent. Ce qui ne devrait pas sortir du dossier médical est mis à disposition des marchands. Inversement, ce qui devrait y être (nosographie, biographie, histoire de la maladie) est perdu car le soignant évite de trop en dire dans un dossier dont il ne sait pas dans quelles mains il va tomber.

IL N'EXISTE PAS DE BONNE PRATIQUE DU NUMÉRIQUE, CAR LA NEUTRALITÉ DE L'OUTIL INFORMATIQUE EST UN MYTHE

Nous refusons que nos métiers soient détournés de leur sens, pour satisfaire une machine bureaucratique au service d'intérêts marchands.

Assez de gâchis d'argent public en applications et services informatiques !

NOUS APPELONS À LA GRÈVE DE TOUS LES OUTILS GESTIONNAIRES

- Au sein des établissements psychiatriques
- Des services et associations d'action sociale
- Dans tous les lieux d'accueil, d'aide et de soins au service de la population

Comment s'y prendre concrètement ?

Premièrement : identifier les outils gestionnaires dans chacun de nos secteurs.

Deuxièmement : les rendre inopérants. Ne pas assister aux réunions administratives. Ne pas remplir les diagnostics, les actes, les comptes-rendus d'entretien, les statistiques. Ne pas remplir l'agenda informatique. Par exemple : sur Cortexte, ne pas renseigner Edgar (codage des démarches, actes et diagnostics). Dans Nova et Peps : ne pas renseigner le dossier social, qui implique l'informatisation de toutes les données (composition de la famille, revenus, problématiques et interventions, comptes rendus d'entretien).

Troisièmement : nous soutenir mutuellement et faire face collectivement aux éventuelles menaces et mesures de rétorsion.

Innovons, passons aux supports papier et (re)posons-nous la question, **qu'est-ce que ça engage en termes de confiance et de confidentialité ?** C'est à nous, professionnel(le)s, de fabriquer nos outils de recueil. Ne laissons pas cela aux fabricants de logiciels qui sabotent nos métiers. Décidons collectivement ce qui doit être consigné sur papier.

L'élan est donné par le C. I. H. (Collectif Inter-Hôpitaux) inscrit dans le mouvement Sauvons l'Hôpital, qui a appelé à ne pas codifier les actes « T2A » (tarification à l'acte).

À notre tour d'utiliser ce moyen, **la grève des données** qui, si elle est généralisée sera, nous en sommes sûrs, d'une grande efficacité.

Allons-y ! Que risquons-nous ? Tout le monde a fait l'expérience d'une panne informatique dans son service, et le travail s'est fait quand même... d'ailleurs les services les plus sensibles, comme certains services de réanimation fonctionnent uniquement sur papier.

Donnons à la grève de nouvelles armes. Tapons les gestionnaires là où ça fait mal : au porte-données. Ils ne survivront pas à une panne de serveurs, et nous, nous n'en mourrons pas. Au contraire, nous regagnerons en liberté dans notre travail.

Commission santé-action sociale contre les outils gestionnaires du Printemps de la psychiatrie

Illustration: Olivier Spinevine

LES POLITIQUES ET LA TECHNOLOGIE



Illustration : Jonathan Blezard

Le mardi 27 novembre 2018, la Maison du livre organisait un débat intitulé « Progrès choisi ou subi ? » Plusieurs représentants des partis de la Fédération Wallonie-Bruxelles (Ecolo, CDH, PS, MR et PTB) étaient interrogés sur la prospective politique en matière de robotique, d'intelligence artificielle, mais aussi d'homme « augmenté » ou hybridé, de l'encadrement ou non des géants du numérique, de la place de l'Europe face aux USA et à la Chine, des conséquences écologiques, démographiques et géopolitiques du progrès, des *smart-cities*, de la gouvernance algorithmique, des menaces sur l'emploi et sur la démocratie... Étaient présents Antoine De Borman pour le CDH, Corentin de Salle pour le MR, Mohssin El Ghabri pour Ecolo, Michaël Verbauwheide pour le PTB et Isabelle Emmery pour le PS.

UN SUJET CONTROVERSÉ, VRAIMENT ?

Sans revenir sur les propos de chacun et chacune, voici ce que l'on peut retenir des messages portés par les différents partis. Du côté du MR, il faudrait mettre les technologies au service de l'édification d'une société authentiquement écologique. Selon leur représentant, renoncer à notre modèle consisterait à tuer le moteur économique et industriel, seul à même de réaliser la transition écologique. Dans la vision qu'il énonce, il faudrait transformer tout problème en opportunité de développement économique pour progresser vers cette société écologique authentique. En résumé, à chaque problème écologique il y a une solution qui serait soi-disant verte : kérosène vert, *smart agriculture*, mondialisation du marché de l'énergie renouvelable¹.

Au PS, on pourrait qualifier les positions exprimées par le parti dit socialiste d'extrême centre comme le décrit Alain Deneault², avec notamment une mise en avant de leurs politiques réformistes votées avec fierté pour aménager la survie numérique.

À Ecolo, sur la 5G, sujet crucial qui concerne la modification de notre milieu de vie, le message semblait prometteur en rappelant qu'Ecolo avait « beaucoup de réticences déjà sur la 4G pour des raisons sanitaires et que ça ne s'est sûrement pas amélioré ». Malheureusement, Mohssin El Ghabri en fait malgré tout une question technique, à travers une réflexion sur l'appauvrissement de la démocratie : « On atteindrait un tel niveau de complexification qui échappe aux élus politiques qu'il faudrait finalement faire appel à des intermédiaires qui viennent souvent du privé pour permettre de comprendre

des textes de lois ». Désarmant niveau de dépolitisation ! Ecolo (ainsi que les autres partis) pourrait se renseigner du côté d'Inter-Environnement Bruxelles et des nombreux articles de *Kairos*, dont celui d'Alexandre Penasse, « *L'illusion technocratique à la lumière de la 5G* », afin de se renseigner plus sérieusement sur cette question.

Si l'on s'adresse aux membres d'Ecolo plus particulièrement, c'est avec l'espoir de pouvoir argumenter et débattre sereinement sur des sujets qui sont historiquement des sujets portés par les écologistes. La question de la technocratie est un sujet politique qui touche au vivant, au choix de la société dans laquelle nous souhaitons vivre, à la possibilité de vivre autonome.

À propos de la taxation des robots, le représentant d'Ecolo déclarait : « Je ne sais pas comment on définit un robot, Excel c'est un robot, ça a remplacé des étages et des étages de secrétaires qui organisaient les données ». Une anecdote parmi d'autres, qui symbolise les propos surprenants de Mohssin El Ghabri sur le thème du progrès. Non, Excel n'est pas un robot mais plutôt un logiciel. Cela n'est pas comparable aux robots qui sont introduits petit à petit dans les maisons de retraite, les installations agricoles, ou les algorithmes qui régissent la grande majorité des échanges boursiers.

Mohssin El Ghabri plaide pour « la transition écologique », ce qui paraît rassembleur en ces temps de marche pour le climat où l'on demande aux politiques « d'agir » mais on ne sait pas à quel point elle est différente de celle proposée par le MR. En tous les cas, elle apparaît comme un remède miracle pour une société résiliente et conviviale.

Au PTB, on se montre plus critique, notamment vis-à-vis du capitalisme de plateforme. Les propos semblent démontrer plus d'ambition face aux GAFAM et au monde technologique qui nous est imposé à toutes et tous. Malheureusement on lit difficilement entre les lignes un refus de technologies inhumaines (qui visent à effacer l'humain), antisociales, qui accélèrent la dégradation de la nature, de notre santé et de nos cerveaux³.

Comme le dit Matthieu Amiech, membre du Groupe Marcuse : « Pour s'organiser collectivement, il faut d'abord qu'il y ait une envie largement partagée de s'opposer et, pour l'instant, elle n'existe pas, malheureusement ! Il faudrait qu'émerge un nouveau sens commun sur les problèmes politiques et sociaux que pose la numérisation de nos vies. Par exemple, le fait que le numérique met immédiatement (sans médiation) le monde entier à notre disposition, que cela n'est pas souhaitable... et que cela ne peut pas durer. »⁴

L'OPINION ÇA SE TRAVAILLE

Que lit-on dans la presse le jour du bouclage de cet article ? Une grande page de pub en 4^{ème} de couverture de *Politico*, hebdomadaire de la bulle européenne (diffusé par dizaines dans les cafés de Bruxelles) : « *5 G is Greener* ». Qui a payé pour cette pub ? Le géant chinois Huawei ! Rien que cette image illustre le gag que représentent les vociférations contre la multinationale chinoise, aussi dangereuse que les *Big Tech* états-unienne, européennes, japonaises ou autres.

Dans *Le Soir*, en Une, l'instant Techno : « *Les robots seront nos prochains animaux de compagnie* », titre de la dernière page (non, je n'ai pas mal lu !). La page est intitulée « *Les robots se rêvent en animaux de compagnie* ». Mais bien sûr ! Trop immergé dans un environnement technophile et en tant qu'envoyé spécial à Las Vegas, l'auteur de ce reportage n'a pas pensé à titrer, par exemple, « Robots de tous types pour profits multiples ». À propos de ces robots, « particulièrement mignons », deux universitaires sont interrogés. Le premier, particulièrement enthousiaste, est professeur émérite en psychologie et il s'exprime comme un commercial complètement séduit par le produit. Le second est plus nuancé. Malheureusement, comme souvent dans *Le Soir*, le journaliste choisit de donner la parole au premier universitaire sur un ton que l'on pourrait qualifier de fataliste et optimiste. On ne questionne pas l'utilité réelle et les impacts sociaux, anthropologiques, sanitaires, écologiques... « *Les robots vont arriver chez nous une fois que leur prix sera démocratisé et on va s'attacher à leur présence. C'est une quasi-certitude* ». *Le Soir*, comme la grande majorité des médias et des politiques, travaille bien à cette normalisation.

Robin Delobel

1. Voir ce qu'il en est de l'éolien industriel dans l'article sur l'Amassada, *Kairos* de septembre 2019.
2. « *de l'extrême centre* », éditions Lux, 2017.
3. Un texte essentiel « Nos cerveaux, Zone à défendre prioritaire », http://www.piecesetmaindoeuvre.com/IMG/pdf/zad_des_cerveaux.pdf
4. Groupe Marcuse : « Notre libre-arbitre est aspiré par Internet », 19/08/2019. <https://www.marianne.net/debattons/entretiens/groupe-marcuse-notre-libre-arbitre-est-aspire-par-internet>. Autre proposition de lecture : *La liberté dans le coma*, du groupe Marcuse (Editions La Lenteur), les auteurs proposent de replacer la critique de l'informatisation et de la vie administrée au cœur des luttes sociales et politiques.

VILLE-MACHINE, SOCIÉTÉ DE CONTRAINTE

Il existe une cohérence objective, plus ou moins celée, derrière l'apparent chaos de ce « monde qui bouge », et auquel le pouvoir technocratique – à travers ses multiples canaux politiques, étatiques, économiques, scientifiques, médiatiques, etc. – nous somme de nous « adapter » – ou disparaître. C'est à la mise à jour de cette cohérence que travaille l'enquête de Pièces et main d'œuvre depuis une vingtaine d'années. En voici un résumé présenté lors des assises de Technologos, en septembre 2019 à Paris.

D'abord, un peu de mise à jour technologique. Le réseau de connexion sans fil à très haut débit 5G déploie ses antennes. L'entrepreneur transhumaniste Elon Musk expédie à cet effet 20.000 satellites cernant le ciel terrestre. Plus de 1.000 « villes intelligentes » (*smart city*) sont en projet dans le monde, dont la moitié en Chine. La France teste Alicem, « solution d'identité numérique régaliennne » sur *smartphone*, avec authentification par reconnaissance faciale, pour dématérialiser 100% des services publics d'ici 2022.

La *smart city* est le produit du numérique et de la métropolisation. Les technocrates nous l'annoncent comme un fait accompli : 80% de la population mondiale s'entassera dans les métropoles en 2050. D'où l'impératif d'une organisation rationnelle de l'ordre public, c'est-à-dire d'une *police* des populations, au sens de gestion et discipline, optimisée par un pilotage centralisé et automatisé. Seul moyen pour la ville-machine de fluidifier ses réseaux, ses flux et stocks de marchandises et d'individus-fourmis, d'éviter les blocages et la panne.

Le mathématicien Norbert Wiener l'avait théorisé au sortir de la guerre : l'humain est l'erreur ; il faut remplacer ses décisions erratiques par un système machinal et rationnel, *cybernétique* - de *kuber* en grec, « pilote ». Alimentée par les données provenant de tous les secteurs de la vie urbaine, la « machine à gouverner », ainsi nommée par le chroniqueur scientifique du *Monde* Pierre Dubarle en 1948, produit l'unique meilleure solution technique.

Les citadins de 1948 (sauf Orwell) pouvaient juger l'idée fantaisiste. Les *Smartiens* de 2020 se sont pliés au fonctionnement numérique : interconnexion de leurs objets communicants, des capteurs et puces disséminés dans le mobilier et l'environnement urbains, des réseaux (*smartgrids*), des systèmes de billettiques des transports, des caméras de vidéosurveillance à reconnaissance faciale et lecture de plaques d'immatriculation ; « recommandations » des algorithmes pour orienter leurs choix et leur vie quotidienne ; modification de leur vitesse de marche en fonction de l'affluence selon des principes de la mécanique des fluides¹ ; déclenchement de dispositifs automatés en fonction des données collectées et analysées en temps réel (nombre de *smartphones* captés dans telle rue, anomalies comportementales dans l'espace public, taux d'occupation des bancs publics, analyse de la consommation énergétique en temps réel, etc.).

Voici donc accompli le dessein attribué par Engels à Saint-Simon (1760-1825) : le « remplacement du gouvernement des hommes par l'administration des choses ». Non plus des individus, des personnes, mais des « profils » : quel gain d'efficacité pour les pilotes de la *smart city*.

UNE CONTRAINTE SANS COERCITION

Les *Smartiens* sont les passagers de leur propre vie comme de leur voiture autonome. Mère Machine s'occupe de tout, au prix d'une existence sous *contrainte* technologique. Au sens originel du terme : *streig-* « serrer » (racine indo-européenne), *stringere*, *constringere* en latin : « lier étroitement ensemble ». Le filet (les rets, le réseau) électronique s'est resserré en 20 ans, au point que nul métropolitain ne peut s'en extraire. Le *pancratikon* (de *pan* – tout et *cratos* – pouvoir), dispositif de quasi omnipotence sur les êtres et le monde, est la nouvelle organisation de l'ordre public². L'organisation de Saint-Simon (*L'Organisateur*, 1819), elle-même extrapolée de l'organisme humain (étymologie : *org-* outil, énergie, travail). Et dont l'un des avatars contemporains est le *cyborg*, le cyber-organisme conçu par la Nasa et célébré par la techno-féministe Donna Haraway.

L'originalité de ce totalitarisme, c'est qu'il n'a besoin de nulle coercition pour s'imposer. Le *putsch* technologique, permanent et invisible, s'opère au nom du « progrès », de la commodité et désormais de la « transition écologique ». L'intelligence artificielle sauvera la planète, comme le claironne le macroniste mathématicien Cédric Villani. En attendant ce miracle, elle permet d'abord l'administration « dématérialisée » de la population et la désincarnation du pouvoir. Nulle menace sur le « *corps du Roi* » (Kantorowiz). Sur la « planète intelligente », le citoyen-numéro n'a plus d'interlocuteur (« Tapez 1 ») et ne peut s'opposer à personne.

Tout juste l'écologiste superficiel proteste-t-il contre les nuisances de la 5G, dont les fréquences grilleront les neurones résiduels des *Smartiens* et accéléreront la 6ème extinction des espèces vivantes. Sans doute. Mais la seule critique des fléaux sanitaires de la 5G épargne l'incarcération dans la ville-machine. Sempiternelle bévue de ceux qui foncent sur le leurre des nuisances et ignorent le totalitarisme technologique. Nous ne voulons pas d'un filet constructeur garanti « sans dommages pour la santé » ; nous ne voulons pas être des composants du monde-machine fonctionnels et en bon état de marche.

Pas de « planète intelligente » sans la 5G, chaînon manquant de l'interconnexion générale. Selon le Plan d'action 5G de la Commission européenne, ces réseaux sont conçus pour connecter un million d'objets au km². Prenez un îlot de 20m sur 50m dans votre ville ; pour y compter un million d'objets communicants, il faut ajouter aux *smartphones* et divers écrans à peu près tous les éléments du décor : véhicules, caméras, feux et réverbères, bâtiments, abribus et mobilier urbain, caisses des magasins, chaussures, poubelles, robots, électroménager, vêtements, compteurs et réseaux urbains (eau, énergie, chauffage), etc. Comme dit l'Arcep, l'autorité française de régulation des communications, « la 5G devrait agir comme facilitateur de la numérisation de la société ». Traduction : le *Smartien*

ne peut plus faire un geste qui ne soit capté, analysé puis *anticipé* par les algorithmes. Les machines connaissent ses habitudes, agissent à sa place, et il trouve ça bien pratique. Pendant ce temps, il s'immerge dans des films et jeux en réalité virtuelle téléchargés en moins d'une seconde. Le voici débarrassé du souci de vivre, de penser et de choisir.

Tout ce que demandent les hommes-machines, c'est qu'on ne leur fasse pas de mal. Ce que nous voulons, nous, c'est ne pas devenir des hommes-machines. C'est donc d'un point de vue politique et anthropologique qu'il faut attaquer la société de contrainte et la *smart city*.

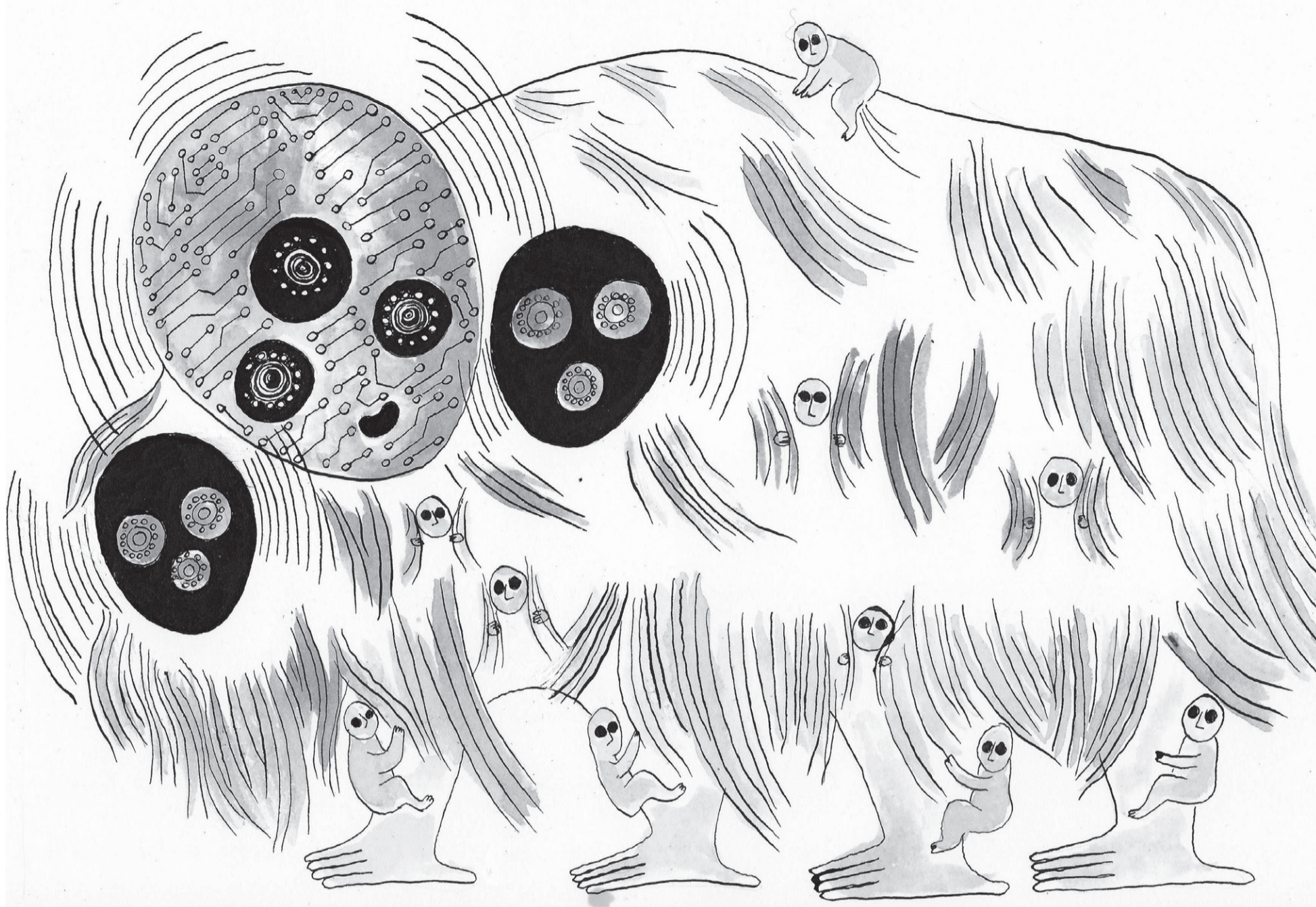
LE CYBER-SOCIALISME, ORGANISATION COLLECTIVE OPTIMISÉE

Comme toujours les tenants de la « réappropriation des moyens de production et de distribution », en premier lieu les saint-simoniens communistes, défendent l'idée d'une « bonne *cybernétique* » et d'un « bon usage » de la « machine à gouverner ». Une planification écologique assistée par ordinateur, dirait Mélenchon. Socialisme et cybernétique fusionnant pour une organisation collective rationnelle.

L'expérience fut tentée sous le « socialisme à la chilienne » d'Allende, en 1972. Elle se nommait Cybersyn (« synergie cybernétique ») et fut confiée au Britannique Stafford Beer, théoricien de la cybernétique, ancien dirigeant de la United Steel et de l'International Publishing Corporation³. Objectif de Cybersyn : gérer le secteur public « communisé » de façon rationnelle, c'est-à-dire centralisée sous direction technocratique, tout en feignant « la participation des travailleurs » au processus de planification. Il s'agit donc, sempiternellement, de résoudre l'irréductible contradiction entre expertise technique élitiste et volonté politique collective, au moyen d'une machine technopolitique.

Beer et ses ingénieurs branchent 500 télex dans les entreprises, reliés à un ordinateur central dans une salle d'opération, où affluent chaque jour les données sur l'état et les opérations des entreprises. L'*Op-Room*, située au centre de Santiago, est équipée d'écrans projetant les données des usines et les analyse en direct pour prendre les bonnes décisions économiques. Le dispositif « Cyberfolk » doit aussi mesurer en direct la satisfaction du peuple, grâce à des boîtiers permettant d'exprimer son état d'esprit depuis son salon. Ainsi peut-on calculer le bonheur national brut au fur et à mesure, et adapter le pilotage centralisé du pays à des réalités fluctuantes.

Hélas, il manque au Chili socialiste de 1972 les capteurs de données, les réseaux sans fil et les supercalculateurs. Le coup d'État



de Pinochet, le 11 septembre 1973, met fin à l'expérience cyber-socialiste, mais non au projet. Avec le *big data* et l'Internet des objets, les projets de cyber-administration horizontale surgissent avec une vigueur nouvelle chez les accélérationnistes¹, « négristes » de la revue *Multitude*, et autres communistes à haut débit, pour une participation égale et citoyenne à l'auto-machination de l'espèce humaine, grâce à l'*open data*, à la gestion collectivisée des *data centers*, des satellites et des usines de puces nanoélectroniques.

LES MOYENS DE LA PUISSANCE

Lyon, Dijon ou Karamay dans le Xinjiang ne conçoivent pas leur *smart city* en ateliers participatifs mais selon les recommandations des ingénieurs d'Atos, Thalès, Bouygues, Suez, Capgemini, Orange ou IBM. Il faut des pilotes aux commandes des systèmes cybernétiques, pour définir les indicateurs, concevoir les algorithmes, programmer les machines. Au fait, on cherche des « ingénieurs logiciel embarqué » (salaire débutant : 35.000€), des *designers IoT* (Internet of Things), et l'école des Ponts s'associe à l'école des ingénieurs de la ville de Paris pour une formation aux *smart cities*.

L'administration du monde-machine s'appuie sur des experts, les technocrates, maîtres et détenteurs des moyens et des machines (en grec, *mékhané*, qui signifie machine, invention ingénieuse, truc..., d'où machinisme, machinerie, machination). Mais on verra bien sûr des procédures de « *co-construction* » et de « *démocratie technique* », telle l'actuelle Comédie citoyenne pour le climat, afin que le cheptel citoyen participe, et flatté de sa participation, accepte et défende sa propre machination.

Les machines sont des moyens (synonymes : procédé, instrument, plan, truc, manière, expédient, ruse, calcul, manœuvre, capacité) et les moyens sont des machines. La machine est un moyen en vue d'un but : le pouvoir, la puissance, elle est une machine à tout pouvoir. *Sicut dei* : la machine est le moyen de se donner les forces surnaturelles des dieux. Dieu dit : « *que la lumière soit* » et grâce à sa parole performative la lumière est. Le *Smartien* dit : « *OK Google, allume la lumière* » et grâce à la machine/moyen, l'assistant vocal obéit.

Aristote emploie d'autres termes, « *instrument* », « *ouvrier* », « *esclave* », comme moyens et/ou machines en vue d'un but. A son époque, ouvriers et esclaves sont nécessaires faute de machines. Il y a équivalence entre les hommes et les machines, entre la vie et le fonctionnement, et donc les humains seront évincés dès qu'arriveront les machines. Par exemple les robots, selon le mot forgé en 1921 par le dramaturge tchèque Karel Capek, à partir de la racine slave qui signifie travail. Lequel anticipe sur la cybernétique de Wiener, l'intelligence artificielle et la ville-machine. En effet, nous n'avons plus besoin d'esclaves, d'ouvriers, ni d'individus capables de décider par eux-mêmes. La machine le fait tellement mieux.

UN TECHNOPE POUR HOMMES-MACHINES

La technocratie, la classe qui fusionne le savoir, l'avoir et le pouvoir, possède les moyens d'asservir le monde à ses volontés, d'agir sur la matière et la nature, ce « *corps non organique de l'homme* » (Marx), pour s'en rendre « *maître et possesseur* ». Le stade actuel de cette transformation, c'est l'incarcération de l'homme-machine dans le monde-machine. L'emballage technologique produit à la fois la « *planète intelligente* » et ses déclinaisons, objets connectés, *big data*, *smart city*, *smart home*... et le projet transhumaniste d'auto-machination de l'humain. Les deux connectés par le *smartphone*, en attendant les implants corporels qui optimiseront l'organisation sociale des cybernathropes.

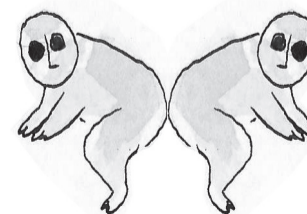
On connaît la médecine à deux vitesses, voici l'auto-machination à deux vitesses. D'une part les surhommes aux performances augmentées par leurs prothèses technologiques et leur génome amélioré en laboratoire ; d'autre part les cyber insectes sociaux de la ville-machine, dépendants de leur connexion au pilotage central, à leur technotope, pour fonctionner. La gauche saint-simonienne, techno-progressiste, revendique la machination et l'auto-machination pour tous et toutes, prise en charge et administrée par la puissance publique. Ainsi cette page du *Monde diplomatique*, alertant ses lecteurs dans son numéro de janvier 2020, contre les privilèges « *des riches génétiquement modifiés* » aux États-Unis. Ces mises

en garde reflètent les ambitions de la petite technocratie, de ses strates inférieures (ingénieurs, techniciens, cadres, universitaires), inquiètes d'arracher aux capitalistes privés le monopole de l'eugénisme technologique. Que les techno-progressistes se rassurent. En Chine et dans le monde entier, dans les *start-up* et les laboratoires, les entreprises et les universités, avec le soutien de l'État, l'argent public et celui du privé, les généticiens, biologistes, physiciens, informaticiens, cybernéticiens travaillent d'arrache-pied à l'incarcération de l'homme machine dans le monde machine.

Pièces et main d'œuvre

À lire :

- *Terreur et Possession. Enquête sur la police des populations à l'ère technologique*, L'Echappée, 2008.
- « *Manifeste des chimpanzés du futur contre le transhumanisme* », Service compris, 2017.



1. Ce dispositif est utilisé dans le métro de Londres où, selon l'affluence et les besoins d'écoulement des flux, les machines (distributeurs de billets, portillons automatiques) accélèrent ou ralentissent le rythme des piétons.
 2. Cf. *Terreur et Possession, enquête sur la police des populations à l'ère technologique*, Pièces et main d'œuvre, L'Echappée, 2008.
 3. Cf. E. Morozov, « *Big Brother. Cybersyn, une machine à gouverner le Chili* », in *Vanity Fair*, janvier 2015.
 4. Voir la revue *Ballast*, n°8, 19/09/19

LA LIBERTÉ EST-ELLE COMPATIBLE AVEC L'ULTRALIBÉRALISME ?

La doctrine idéologique ultralibérale est souvent présentée comme étant celle qui défend les libertés individuelles. Puisque nous sommes tous épris de liberté, il apparaît difficile de s'opposer à ceux qui se présentent comme ses défenseurs. Le principe de liberté défendu par les ultralibéraux est souvent associé à des revendications économiques : le libre marché, la liberté du commerce, la liberté des prix, la liberté du travail, etc. La question qu'il apparaît pertinent de se poser est donc celle-ci : la liberté est-elle compatible avec l'ultralibéralisme ?

Être libre consiste à avoir la capacité et l'exercice du pouvoir de choisir et de faire. Disposer d'un degré de liberté suppose être confronté à une alternative et que le choix implique un renoncement. Par exemple, en choisissant de travailler moins, d'une part, je choisis de gagner moins et, donc, d'adopter un mode de vie plus sobre. D'autre part, je renonce à gagner plus et, donc, à un mode de vie ostentatoire. La notion de liberté étant vaste, je me contenterai de l'aborder à partir du rapport au temps et de l'accès aux subsistances.

L'individu et le temps étant étroitement liés dans l'action qui se vit au présent, il lui est impossible de se consacrer à une action, à une relation ou à une discussion sans être présent physiquement et temporellement. La durée d'une semaine étant de 168 heures, le degré de liberté dont dispose un individu est étroitement lié au choix des actions qu'il peut mener durant ce laps de temps limité. Pour assurer sa subsistance, un salarié doit consacrer du temps à une activité professionnelle en échange d'un revenu. En vendant son temps, il en perd la propriété et, donc, la liberté d'en faire un usage personnel. Selon un sondage paru en 2015, 93% des sondés affirment que l'équilibre des temps de vie professionnelle, familiale, associative..., est un sujet de préoccupation important. L'équilibre n'étant pas atteint, 71% des salariés déclarent manquer de temps pour profiter de leurs proches ou avoir plus de loisirs¹.

Qu'il soit employé, ouvrier ou cadre, pour être libre, il doit pouvoir choisir d'avoir une vie équilibrée entre sa vie professionnelle, familiale et personnelle. Puisque c'est le temps de travail qui détermine l'accès au temps libre, la première condition de l'accès à la liberté est donc d'avoir le choix entre travailler plus ou travailler moins. Étant pour la liberté, les ultralibéraux affirment que ce choix doit relever d'une négociation entre le salarié et l'employeur. Un cadre souhaite postuler à un poste de chef secteur dans la grande distribution. Comme il désire mener une vie équilibrée en dehors de son activité professionnelle, lors de l'entretien d'embauche, au nom de la liberté, il souhaite négocier avec le recruteur la possibilité d'exercer son emploi à mi-temps : 3 jours par semaine ou 6 mois par an. Puisque ce choix pourrait être interprété comme le signe d'un manque de motivation, il risquerait de ne pas obtenir cet emploi au profit d'un autre qui ne compterait pas ses heures. Pour l'obtenir, il n'aura donc pas d'autres choix que celui d'accepter de travailler 5 jours par semaine. Une négociation peut avoir lieu sur une base libre et non faussée si les deux parties en présence sont de force égale. Si l'un des deux est dépendant de l'autre, il ne peut pas y avoir d'accord libre. La France comprend plus de 6,6 millions de personnes inscrites à Pôle emploi². Tant que 22,6% de la population active³ sera sans emploi et à temps partiel « subi », le rapport de force sera en faveur des employeurs. À cause du chômage et de la peur du chômage, ce choix ne peut donc pas relever d'une négociation individuelle. Pour que cette né-



gociation soit libre et non faussée, une loi doit fixer la durée légale de la semaine de travail à 3 jours et autoriser l'aménagement de l'année de travail sur 6 mois. La loi votée, s'il le souhaite, un salarié aura la liberté de négocier avec son employeur le droit de « travailler plus pour gagner plus ».

Pour que la réduction du temps de travail soit viable, les heures travaillées doivent assurer la subsistance du salarié et celle de sa famille : se nourrir, se loger, payer ses factures d'eau, de gaz et d'électricité et assurer un minimum de confort matériel. En travaillant à mi-temps, le cadre de la grande distribution gagnera moins. Le prix des subsistances ayant été dérégulé par l'Ordonnance n°86-1243 du 1^{er} décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence⁴, il sera confronté à une hausse des prix avec un revenu en baisse. Par exemple, à cause de la dérégulation des prix, de 1985 à 2013, le prix moyen du m² d'un appartement neuf est passé

de 1.268 à 3.884€, soit une hausse de 206%⁵. Puisqu'il a une femme, des enfants et les traites de sa maison à rembourser, ce cadre n'a donc pas la liberté de faire ce choix. Pour que la semaine de 3 jours soit viable, il est donc nécessaire de voter une loi sur la régulation des prix des subsistances en s'inspirant de l'Ordonnance n°45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix⁶ qui a été abrogée en 1986 au profit de celle relative à la liberté des prix et de la concurrence. Pour que l'État ait les moyens de remplir sa mission, les entreprises devront lui communiquer les documents relatifs à la fixation des prix : la justification des prix, les éléments qui composent le prix et le coût analytique, etc. En contrôlant et en intervenant sur les prix, l'État retrouvera son emprise sur l'économie. Au nom du « juste prix »⁷, les entreprises perdront donc la liberté de fixer le prix des subsistances librement. Par contre, toujours au nom de la liberté, elles conserveront le droit de fixer le prix des biens et services ostentatoires librement.

Afin de prouver leur attachement à la liberté, les ultralibéraux devraient donc voter les lois sur la semaine de 3 jours et la régulation des prix des subsistances. S'ils refusent de voter ces lois, ils démontreraient que le principe de liberté, dont ils se revendiquent, n'a qu'un seul objectif : défendre la propriété privée, la cupidité et le pouvoir d'un ordre économique déclinant. Il ne faudra donc plus les appeler des ultralibéraux, mais des dérégulateurs. Ce qui serait beaucoup moins défendable et attractif sur le plan politique.

Jean-Christophe Giuliani

1. L'express.fr, *Travail ou vie privée ? sept salariés sur dix mènent une course contre le temps*, [En ligne] (consulté le 15 avril 2018), https://www.lexpress.fr/emploi/gestion-carriere/travail-ou-vie-privee-sept-salaries-sur-dix-menent-une-course-contre-le-temps_1685435.html
2. Dares indicateurs, *Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au premier trimestre 2018, avril 2018 n°18*, [En ligne] (consulté le 9 janvier 2020), https://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/di-t1-2018_etpqvamm.pdf
3. Insee, *Tableau de l'économie Française*, édition 2019, Population active, [En ligne] (consulté le 9 janvier 2020), <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3676623?sommaire=3696937>
4. Légifrance, *Ordonnance n° 86-1243 du 1 décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence*, [En ligne] (consulté le 15 mars 2017), https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=8CC5770909CFA9FB2AA0603052347210.tpdjo09v_32-cidTexte=JORFTEXT00000333548&dateTexte=19960702
5. Lafinancementpourous.com, *Repères sur l'évolution des prix de l'immobilier*, [En ligne] (consulté le 17 avril 2017), <https://www.lafinancementpourous.com/decryptages/finance-perso/epargne-et-placement/immobilier/repere-sur-levolution-des-prix-de-limmobilier/>
6. Légifrance, *Ordonnance n°45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix*, [En ligne] (consulté le 15 mars 2017), <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT00000516237&categorieLien=cid>
7. Wikipédia, *Juste prix*, [En ligne] (consulté le 9 janvier 2020), https://fr.wikipedia.org/wiki/Juste_prix

MAIS QU'EST-CE QU'ON VOUS A FAIT *



Illustration: Candela Sierra

Un cri, parmi d'autres, parmi des milliers d'autres, qui retentissent dans les rues des villes de France et d'ailleurs depuis plus d'un an et qui est repris par les grévistes, les chômeurs, les millions de pauvres qui forment les bataillons de la misère nouvelle, qui se répand et gonfle, partout. Un cri et une question qui s'adressent à cette élite, à cette époque, à ce monde, enfin : mais qu'est-ce qu'on vous a fait, nous les déjà largués, les déjà presque pauvres ou pauvres en devenir ? Nous les chômeurs virés de toute forme de revenu, nous avec nos petits boulots à la con au salaire minimum, nous les retraités sous le seuil de pauvreté ? De quoi sommes-nous donc coupables pour que de la sorte, de cette sorte, vous nous punissiez davantage chaque jour qui passe ?

Partout où règne en maître absolu l'ultralibéralisme c'est la même rengaine et les mêmes admonestations : c'est pour le bien de l'économie, il faut que nos entreprises soient concurrentielles, les coûts du travail sont trop élevés, la flexibilité est de rigueur, les plans de restructuration et les assainissements en matière de main d'œuvre sont une fatalité contre laquelle nous ne pouvons rien, ce sont là les lois du marché et elles sont nécessaires et incontournables, inclinez-vous : « *Il n'y a pas d'alternative* ». Voilà la chansonnette qui partout se fredonne dans le beau monde d'une bourgeoisie mondialisée et souveraine, qui fait bloc avec les dirigeants qu'elle a adoués avec la complicité sans faille des milieux d'affaires et du monde de la finance.

La question qui se pose est de savoir si tout cela, la paupérisation galopante, la fin des services publics et de la sécurité sociale jadis garantis à tous..., cette opération de **grand nettoyage** au prétexte des changements prétendument nécessaires et inéluctables, enfin, est le fruit d'une réflexion menée dans le secret des antichambres feutrées du beau monde. Peut-on imaginer que ces cervelles se soient penchées avec le plus grand sérieux sur ces questions pour, en bout de course, donner partout les mots d'ordre et la marche à suivre

pour en finir avec ces hordes de va-nu-pieds, toutes ces bouches à nourrir ? D'aucuns et non des moindres, qui font autorité en matière d'analyse et de constat en ces matières, en sont à l'affirmer haut et fort. Il y aurait, bel et bien, de la part du bloc bourgeois, une **volonté d'en finir** avec le surplus que représentent les dizaines de millions de gueux qui encombrant une planète par ailleurs en grand danger comme le répètent à l'envi les observateurs et spécialistes du climat. Les quelques centaines d'hyper-riches de par le monde en seraient à se faire construire des lieux à l'abri, relatif, des conséquences d'un possible effondrement général auquel ils espèrent échapper ; ce qui n'est pas assuré, loin s'en faut.

Maintenant, cette hypothèse posée, reste à savoir comment la contrarier, la mettre en échec. Quelles sont les armes dont disposent les pauvres pour, à la fois, assurer leur survie et celle de l'environnement qui appartient à tous, riches et pauvres ; chose qui est communément et benoîtement admise mais qui est contredite pas les faits (en réalité, c'est cette poignée de détenteurs des immenses richesses que le monde produit pour eux, qui sont les **seuls propriétaires** de ce monde), qui est saccagé, meurtri de mille façons, blessé à mort, presque, et seulement pour leur plus grand profit. Et donc, que faire ? Que pouvons-nous, individuellement et collectivement ? Hélas ! Pas grand-chose, il faut en être conscient. Partout où les gens se rebiffent, manifestent leur désaccord et leur colère devant l'injustice et les excès des princes et présidents, partout la réponse à leurs doléances se manifeste par une répression dont la violence varie d'un pays à l'autre, là, au Chili, on compte les morts et les blessés par centaines, ici, en France, les forces de police aux ordres des préfets et de leur ministre, s'en donnent à cœur joie avec une brutalité inédite et une quasi totale impunité pendant que la justice, désormais soumise aux injonctions du pouvoir, embastille des centaines de pauvres bougres portant gilet jaune, pour, dans la plupart des cas, des peccadilles. À moins de rêver et attendre une mondialisation des mécontentements et des attentes qui se manifesteraient dans

un seul et même mouvement, on ne voit pas que, pour l'heure, les choses pourraient véritablement basculer. **Le vieux monde** n'est pas près de changer de base, il faut le reconnaître et l'accepter. Toute forme de remise en cause de ce qui est doit être impérativement soumise au silence et les langues coupées ; tout État, quel que soit son régime, est par nature et par nécessité, un État policier, qu'on se le dise.

Pour le reste, cela étant dit de l'atmosphère sociale, on ne peut échapper au fait que, d'une tout autre manière, sont muselés ou pris pour choses sans importance les appels de plus en plus pressants émanant de ces lanceurs d'alerte climatique qui n'en finissent pas de prédire, preuves scientifiques à l'appui, la désormais funeste faille de notre belle et enviable civilisation industrielle. Dans le même temps, ces empêcheurs de faire de l'économie et des profits, nous alertent à propos de l'extinction de certaines d'espèces animales qui prend des dimensions colossales et irréversibles pour certaines d'entre-elles. Peut-on imaginer vivre dans un monde sans oiseaux, sans abeilles, sans éléphants ou sans baleines, sans rivières non polluées, sans forêts ? Je ne le pense pas. Ni vous non plus, certainement. Alors, oui, il faut se troussez les manches, secouer le cocotier. Mais, hélas !, on voit bien que la grande majorité des heureux consommateurs de grosses et rutilantes bagnoles et autres porteurs de marchandises de bas étage ne sont pas près de descendre dans la rue pour y manifester des craintes ou des alarmes qui ne sont pas les leurs. Il faudrait, n'est-ce pas, à notre courageux journal 2 ou 3 millions de lectrices et de lecteurs, alors, peut-être...

Jean-Pierre L. Collignon

* Phrase prononcée par l'animateur de télévision Yvan Le Bolloc'h, acteur et musicien français, lors d'un débat sur les retraites sur la chaîne BFM TV : https://www.huffingtonpost.fr/entry/yvan-le-bolloch-excede-sur-la-reforme-des-retraites-je-veux-pas-crever-au-boulot_fr_5dffa35c5e4b0969b618e4f21

LA RÉSISTANCE À LA PUBLICITÉ S'ORGANISE



Illustration: Barbara Lemarchal

parisien, j'étais donc en train d'uriner quand, surprise, stupéfait : à 20 centimètres de mes yeux, posé au-dessus de la vespasienne, un écran m'impose ses certitudes. " Impossible de passer à côté de votre publicité ". Et en effet : comment échapper à ce message, lumineux, en couleur et en mouvement, qui s'affiche au-dessus de chaque urinoir, sur chaque porte de ce sous-sol ? Difficile d'y échapper, à moins de fermer les yeux et de risquer un accident liquide... Tandis que défilaient les annonces pour Uber, Bnp-Paribas, la Fnac, j'ai songé : "Même ici !" Même ici, les publicitaires envahissent notre temps de cerveau disponible ! Ils viennent nous traquer jusque dans les chiottes ! Même ce contentement millénaire, et même plus, qui nous vient de la nuit des temps, même ça, ils vont réussir à le salir ! »

Et c'est vrai que ces dernières années, dans les rues et dans tous les lieux publics, les écrans publicitaires saturent l'espace public (d'abord déroulants, puis illuminés et finalement numériques). Les sociétés de publicité extérieure mènent un lobbying intense pour en poser partout, parfois même en toute illégalité.

BIG BROTHER IS WATCHING YOU

Certaines de ces machines, qui consomment autant d'électricité que 2 ménages (7.000kWh/an), deviennent même des espions : dotés de caméras, ces écrans nous scrutent afin de lire sur nos visages nos réactions à leur pub : le message est-il reçu ou non, sur quelle « cible » ? Ce Big Brother vous espionnera de plus en plus : le Digital Out-Of-Home (DOOH), comme le nomment les publicitaires, les fait saliver : « C'est une révolution pour les annonceurs de pouvoir programmer eux-mêmes leur campagne, de façon centralisée et de pouvoir y associer des ciblage data » explique une directrice générale d'une entreprise spécialisée en branding et retargeting.

Francois Ruffin et neuf autres membres de la France insoumise ont déposé à l'Assemblée nationale française un amendement à une loi sur la « Prévention des risques liés aux nuisances sonores et lumineuses » pour interdire les écrans dans les sanitaires et lieux de travail. Pas sûr que les petits soldats de La République en marche soutiendront ce texte qui protège pourtant notre santé physique et mentale.

Et nous, simples citoyens, que pouvons-nous faire contre cet envahissement de nos vies privées ? Devrions-nous encourager les plus radicaux des « cacheurs de pub » qui se mettent à saboter des dispositifs indiscrets ?

Alain Adriaens

1. Tous les détails sur <https://boycottautosalon.wordpress.com>

Malgré l'accumulation de preuves des effets dévastateurs de la surconsommation dans nos sociétés d'abondance, la majorité de nos contemporains continuent à se goinfrer sans retenue. Les bilans de fin 2019 sont effrayants : année record de vols en avion (35 millions en Belgique) ; ventes maximales de voitures (550.000, et surtout de lourds SUV). Ceux qui tentent de repousser la catastrophe réalisent que derrière ces comportements irrationnels, il y a l'influence néfaste de la publicité. Ils se mobilisent donc pour lutter contre son omniprésence.

INTERDIRE LA PUBLICITÉ POUR LES VOITURES

Le mois de janvier celui du salon de l'auto et dès le début décembre la Febiac (fédération belge de l'automobile et du cycle) a lancé sa campagne promotionnelle. Des avalanches de publicités pro-bagnoles saturent les médias. Mais la résistance s'organise et une coalition d'associations et de mouvements citoyens actifs dénonce ce matraquage. Leur objectif ? Faire comprendre que « L'objectif de cette campagne de promotion est de générer le désir d'achat d'un des "produits phares des constructeurs automobiles, c'est-à-dire ceux qui leur assurent les marges bénéficiaires les plus confortables. Ce désir d'achat est alimenté à dessein par des plus-values symboliques attribuées aux véhicules et notamment aux véhicules les plus tendance du moment, les SUV. Ils promeuvent virilité, puissance, liberté et protection face aux "dangers extérieurs" »¹.

Le collectif a transmis ses revendications aux « autorités compétentes » : « Au mieux supprimer toute publicité pour les voitures ; si une progressivité s'avère nécessaire, interdire toute publicité pour les véhicules à moteur à combustion interne émettant plus de 95g/CO₂/km et pour tout véhicule dont le poids, la puissance et la vitesse sont excessifs et dont la forme de la face avant est dangereuse pour les autres . (...) L'objectif ultime est que des normes de mise sur le marché soient édictées pour les véhicules "déraisonnables" afin qu'ils ne soient plus produits. »

Cette action ridiculise les visuels publicitaires de voiture de rêve dans des décors de rêve, loin de la triste réalité des embouteillages quotidiens. Ce qui est réjouissant est qu'elle est portée par une coalition unissant des organisations de divers secteurs peu habituées à agir de concert : GRACQ (cyclistes quotidiens), Bruxsel'Air, Inter-Environnement Wallonie, BRAL, Fietzersbond, Extinction Rebellion, Welkom op de Kleine Ring, Réseau ADES, Critical Mass Brussels, Les Bloemekets, Inter-Environnement Bruxelles, UrbaGora, 1060/0, Pro Vélo, Tous À Pied, Mundo-n... Le combat anti-publicitaire serait-il un moteur de la convergence des luttes ?

DES ÉCRANS PUBLICITAIRES, PARTOUT, PARTOUT, PARTOUT...

L'invasion publicitaire qui s'intensifie aujourd'hui par la multiplication de télévisions de rue et autres écrans pousse à la consommation et a fait bondir François Ruffin, député français et aussi rédacteur en chef de notre honoraire confrère Fakir : « Dans le "petit coin" de ce café

REFUS DE PARVENIR !

Le refus de parvenir est une vieille idée anarchiste. C'est surtout une idée absolument moderne, ancrée dans la critique contemporaine de la consommation capitaliste, du productivisme, et comme un condensé d'objection de croissance, d'émancipation et de libération tous azimuts des êtres vivants. Par-dessus le marché, le refus de parvenir est une éthique politique à part entière.

Rien ne semble plus facile, au fond, que de refuser de parvenir dans une société dominée par un système fondé sur la hiérarchie, le consumérisme, l'exploitation de la nature, la servitude volontaire, et ainsi de suite. Il suffit pour cela, simplement, de s'extraire du rouleau oppresseur, ne rien faire pour sauver ce système qui nous broie, et nous affranchir des pseudo-consolations qu'il nous offre en échange de notre soumission.

Mais cette posture de refus intégral de tout peut cependant se transformer en une sorte de sentiment de supériorité sur les autres, abrutis par le système, aliénés par ses médias, soumis en tout à la domination qui fait le fond de la quasi-totalité des systèmes politiques, du néolibéralisme à toutes les variantes du léninisme. Qu'est-ce donc alors qui distingue le refus de parvenir anarchiste de la tour d'ivoire de l'individu qui se croit supérieur ? Comment ne pas céder à la tentation de s'abstraire du monde, ce qui, convenons-en, est toujours très attirant ?

REFUSER N'EST PAS DEVENIR PASSIF !

Le refus de parvenir anarchiste ne consiste pas à rester passif face aux désordres du monde et à la politique de domination. Refuser de parvenir dans ce monde implique de prendre en main beaucoup des éléments de notre vie dans des domaines que le système a pourtant déjà organisés pour nous.

Parvenir signifie, sous le capitalisme, avoir accès à des facilités que peuvent s'offrir les « parvenus » : vacances à l'autre bout du monde ; nourriture (biologique pourquoi pas) déjà préparée par d'autres, conditionnée et prête à l'emploi pour ne pas perdre de son précieux temps dans des tâches subalternes (le temps du parvenu est bien plus précieux que celui des sous-fifres qui travaillent pour lui) ; accès à des produits de luxe ; possibilité de pallier par la consommation toutes les humiliations subies au travail (notamment) et dans la vie sociale (car parvenir à un prix, il ne faut pas l'oublier, par exemple dans les médiocres contraintes que le parvenu accepte sur son lieu de travail et qui se traduisent par cette idée qu'il faut bien en passer par là, que c'est la vie, la société qui est comme ça, et autres balivernes dont le seul objet est de pousser les individus à l'acceptation de leur sort).



Le refus de parvenir implique une vision inverse du monde, qui se traduit par une vie très différente de celle que le système propose et impose. On ne peut pas refuser de parvenir et « profiter » de toutes les facilités du système, ou alors le refus de parvenir n'est qu'un discours creux et détaché du réel. Refuser de parvenir, c'est refuser les biens de consommation frelatés (par exemple fabriqués au bout du monde) qui s'offrent à nous à chaque instant dans les grandes villes et les centres commerciaux, refuser les vacances de luxe aux Canaries ou ailleurs, les week-ends en avion pour changer d'air, refuser de gravir les échelons de la boîte pour s'assurer un meilleur salaire au prix d'une domination de celles et ceux qui restent aux échelons inférieurs.

LES REFUSANT·E·S NE SONT SURTOUT PAS DES SAINT·E·S !

Le refus de parvenir n'est pas un chemin de sanctification. Cela n'a rien à voir avec le saint de type chrétien ou « gandhien ». D'ailleurs, Gandhi lui-même s'énervait à l'idée qu'on dise de lui qu'il était un saint. Il répondait en effet, en toute logique, que s'il était un saint, alors personne ne pourrait en arriver à vivre des choix comme les siens, qui resteraient inaccessibles au commun des mortels. Et tout en mettant de côté les aspects extrêmement troubles de la personnalité de Gandhi, il est fondamental de bien mesurer à quel point vivre « comme Gandhi », en cultivant un lopin de terre, en fabriquant son propre tissu, en nettoyant ses latrines (« exploits » les plus souvent mis en évidence dans l'hagiographie gandhienne), n'a strictement rien d'extraordinaire. De nos jours, et dans un contexte très différent de celui de l'Inde de la première moitié du XX^e siècle, l'image reste forte : refuser de parvenir, pour beaucoup d'entre nous, ce serait renoncer à tellement

de facilités qu'il faut être une sorte de saint pour cela. Bizarre, non ? Qu'est-ce que cela cache ?

UN PEU DE COHÉRENCE !

Il y a, par exemple, de quoi être surpris par les leaders d'opinion, les intellectuels « reconnus » ou même ces « super-militants », ceux que nous mettons parfois nous-mêmes en « évidence » parce que

nous voulons les « avoir » pour un meeting ou une revue, lorsque nous apprenons qu'ils se déplacent en avion, qu'ils ont un, voire deux, voire trois smartphones, et que, d'une manière générale, ils pensent vraiment que le mouvement a besoin d'eux, qu'ils sont indispensables et doivent par conséquent se déplacer çà et là pour porter la bonne parole, même si c'est en avion. Ils croient sans doute qu'ils sont les seuls à pouvoir exprimer ce que nous aurions, nous autres, du mal à dire à la tribune, peut-être ? Pourtant, leurs formulations convenues, celles que tout le monde attend et qui font leur succès en dernière analyse, ne font pas vraiment avancer les choses sur le plan politique. Pour une bonne raison : cela sonne faux quelque part.

On ne peut pas prêcher la décroissance, la consommation éthique voire le refus de la consommation, en estimant que, soi-même, on peut et même on devrait sortir du lot des « refusants », et qu'on a « droit » (?) à quelques petits égards, quelques facilités issues du monde que nous combattons, ce monde qui n'est pas le nôtre. Le refus de parvenir reste une voie cohérente à ce dilemme devant lequel le capitalisme a réussi à placer à peu près l'ensemble des individus : alors qu'il nous broie, le système nous contraint à le sauver par nos lâchetés quotidiennes, à commencer par notre participation aux « joies » de la consommation.

Ainsi, l'un des moyens les plus efficaces, pour le capitalisme, de nous insérer dans son filet de soumission-domination est le crédit, lequel nous attache à un futur déjà écrit, ce futur... capitaliste qui permettra de rembourser le prêt. Il n'est pas toujours aisé de nous en extraire¹, mais dans d'autres domaines de la vie quotidienne, il est facile de commencer, dès aujourd'hui, à vivre simplement pour que, tous, nous puissions simplement vivre.

Le refus de parvenir est un mode de faire de la politique en suivant une éthique cohérente, qui est en elle-même une politique de non-domination et de non-soumission. Tel est le point crucial et essentiel du refus de parvenir, qui lie profondément l'anarchie au refus de ce monde. Être « anarchiste » est une proclamation de foi difficile, dans un monde où, de toute façon, les rapports de domination sont omniprésents ; de même, se proclamer décroissant alors que l'autarcie de l'humanité par rapport à la planète par l'abolition totale de la surconsommation est un objectif bien lointain... En revanche, le refus de parvenir est une authentique pratique politique et éthique, un mode de vie quotidien, anarchiste et anti-productiviste, qui fait sens dès aujourd'hui dans le monde contemporain. À chacun d'entre nous d'inventer son propre refus de parvenir et de le relier aux autres refus, dans une offensive collective contre ce système mortifère. Le refus de parvenir, c'est l'anarchie en lutte.

Phillipe Godard²

1. Voir à ce propos le chapitre de *L'Anarchie ou le chaos* consacré à l'argent, et également celui sur la consommation, Éditions du Calicot, 2017.

2. Philippe Godard est l'auteur de *L'Anarchie ou le chaos*, ouvrage paru en 2017 au Calicot et qui aborde un certain nombre des thèmes chers à l'objection de croissance, à l'anti-productivisme, au refus du progrès machinique.

UNE ÉCLAIRCIE DANS UN CIEL BIEN SOMBRE

A lors que le chœur des bien-pensants qui nous gouvernent s'évertue à nous convaincre que nous avons la chance de vivre de plus en plus vieux et qu'il est donc parfaitement justifié de travailler plus longtemps pour avoir droit à la retraite, les données sur l'évolution de la santé en général nous interpellent.

Si l'espérance de vie a augmenté au cours des dernières décennies, le pourcentage de personnes en bonne santé, lui, n'a pas augmenté parallèlement. Au contraire. C'est ainsi qu'aux Pays-Bas, l'espérance de vie sans maladie chronique a diminué de 51,4 ans en 1985 à 48,1 ans en 2012 pour les hommes et de 48,8 ans en 1985 à 40,5 ans en 2012 pour les femmes.

Ces chiffres révélateurs ne sont pas l'apanage de nos voisins néerlandais :

- Une augmentation mondiale de l'incidence des cancers est observée. En Flandre, cette incidence des cancers a augmenté jusqu'à récemment (2004 pour les hommes, 2014 pour les femmes ; les derniers chiffres datent de 2015).

- Le surpoids et l'obésité ont fortement augmenté ces 20 dernières années dans la plupart des pays de l'OCDE, non seulement chez les adultes mais aussi chez les enfants. Chez les enfants de Belgique, cette augmentation a été observée entre 2000-2001 et 2013-2014.

- D'après les estimations de l'International Diabetes Federation, 8% de la population belge souffre de diabète, principalement (environ 90%) du diabète de type 2.

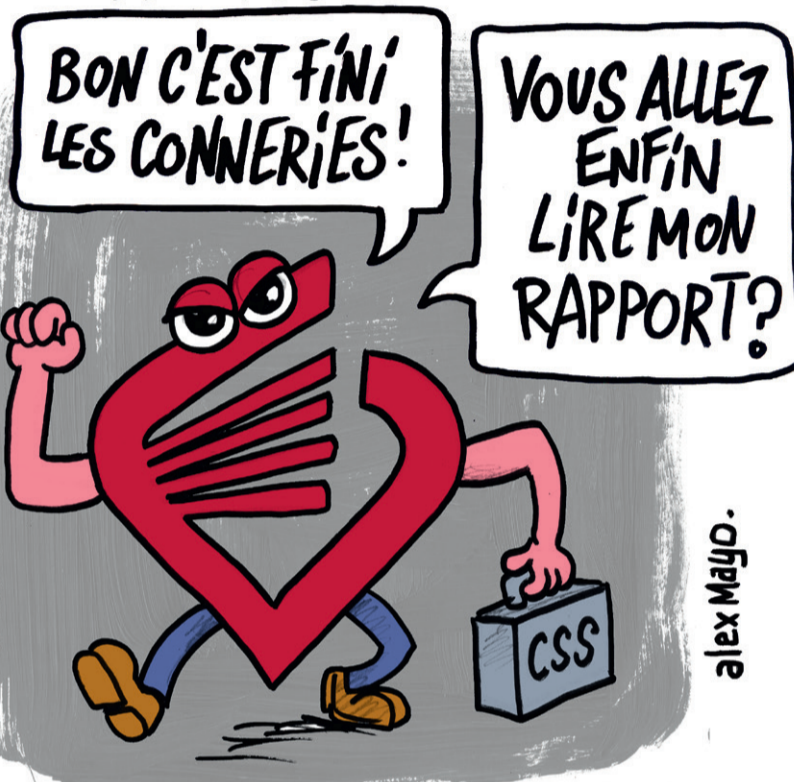
- En Flandre, comme dans de nombreuses régions du monde, l'incidence et la prévalence des problèmes de fertilité masculine ont augmenté. Une revue effectuée en 2018 a identifié une diminution globale de 57% de la concentration moyenne des spermatozoïdes au cours des 35 dernières années. La baisse est mesurée partout dans le monde.

- Enfin, et ce n'est pas le moins préoccupant, depuis plus d'une décennie, on constate une régression des capacités cognitives dans certains pays occidentaux, alors qu'elles avaient augmenté au cours des décennies précédentes. De plus, la prévalence des troubles neurodéveloppementaux a augmenté au cours des dernières décennies : troubles du spectre autistique et troubles de l'hyperactivité avec déficit de l'attention.

Tous ces constats n'émanent pas de militants écologistes ou anti-capitalistes enragés mais font partie d'un rapport publié en 2019 par le très officiel Conseil supérieur de la Santé de Belgique (CSS). Pour nos lecteurs, il n'est pas inutile de préciser que le CSS est un organe fédéral chargé de rendre des avis scientifiques relatifs à la santé publique aux ministres de la Santé publique et de l'Environnement, à leurs administrations et à quelques agences. Le CSS ne se limite donc pas à établir des constats, il indique aux décideurs politiques la voie à suivre en matière de santé publique sur base des connaissances scientifiques les plus récentes.

C'est ici que le rapport 2019 du Conseil supérieur de la Santé s'avère d'un intérêt sans précédent. Rompant avec la « prudence » qu'il est de bon ton d'adopter dans les cénacles universitaires et les institutions publiques, les scientifiques experts du CSS n'hésitent pas à recommander des changements fondamentaux en matière d'hygiène de l'environnement. Ils déclarent en préambule que « nous disposons de preuves écrasantes indiquant que les polluants, les produits chimiques fabriqués par l'homme et les facteurs physiques liés au mode de vie actuel et aux conditions environnementales actuelles sont d'importants facteurs de causalité responsables de plusieurs pathologies de civilisation ». Ils constatent ensuite que l'évaluation des propriétés toxicologiques d'un produit chimique pour l'homme est chronophage et coûteuse, si bien qu'à peine 1% des produits

LE CSS SE REBELLE!



alex mayo

chimiques ont été étudiés jusqu'à présent...

Ils en concluent l'impossibilité d'évaluer correctement le potentiel toxique ou perturbateur endocrinien de chacun des milliers de produits chimiques et proposent de faire reposer la prévention sur les connaissances et pas seulement sur les preuves, comme c'est le cas aujourd'hui.

Ils formulent deux recommandations fortes :

1. La charge de la preuve change de camp dans le cas d'agents présentant des propriétés dangereuses lors de tests simples ; une exposition intensive à un tel agent n'est jugée acceptable que s'il peut être démontré qu'il est extrêmement peu probable qu'il y ait danger ;
2. La mise en œuvre de l'hygiène de l'environnement physico-chimique peut conduire, mais ne doit pas y être assimilée à l'interdiction d'un produit ou d'une technologie. Dans d'autres cas, cette même mise en œuvre pourrait entraîner une version modifiée de l'approche ALARA (« as low as reasonably possible », c'est-à-dire « aussi faible que raisonnablement possible »). Dans cette version modifiée, les expositions devraient non seulement être aussi faibles que possible mais également aussi tardives que possible, aussi courtes que possible et aussi peu nombreuses que possible, compte tenu de l'importance des expositions tôt dans la vie et des effets à faible dose.

Ces recommandations remettent en question les pratiques actuelles, certes en termes diplomatiques, mais très claires ; leur impact sur les politiques devrait être important voire décisif.

Est-ce un hasard si personne à ma connaissance n'a évoqué ce rapport du CSS qui date pourtant de mai 2019, soit avant les élections européennes, fédérales et régionales? Pas un article de presse, pas un commentaire, pas une réaction politique... J'avoue en avoir eu connaissance seulement en octobre dernier grâce à la vigilance d'une amie, Wendy de Hemptinne, scientifique attentive aux publications officielles relatives à la pollution électromagnétique. Car, et c'est une première, le rapport de la CSS évoque clairement, même si c'est de façon lapidaire, la pollution électromagnétique et les impacts biologiques et sanitaires d'une exposition à des champs électromagnétiques de très basses fréquences et à des rayonne-

ments de micro-ondes à des niveaux thermiques, c'est-à-dire largement en-dessous des valeurs-limites légales.

Même si les instances officielles, les acteurs politiques et les journalistes en cour ne manifestent pas un grand enthousiasme à l'égard d'un message fort, qui met en cause les pratiques actuelles en matière de prévention, il est assez clair que nous disposons, comme citoyens, d'un outil de premier choix pour nous faire entendre face aux lobbies industriels et à ceux qui les relaient. Les associations écologistes, naturalistes et les comités de citoyens se doivent de faire connaître les recommandations du Conseil Supérieur de la Santé et de s'y référer en permanence.

Le Grappe ne se privera pas de faire appel à ces recommandations dans les combats qu'il mène pour l'interdiction des pesticides de synthèse et l'adoption de valeurs-limites plus strictes en matière de pollution électromagnétique. Dès lors que des spécialistes en neurodéveloppement, comme le professeur Philippe Grandjean, appellent à l'interdiction de tous les insecticides dont le mécanisme d'action nuit au développement cérébral des jeunes enfants, les recommandations du CSS devraient être appliquées sans délai pour mettre hors la loi tous les produits concernés.

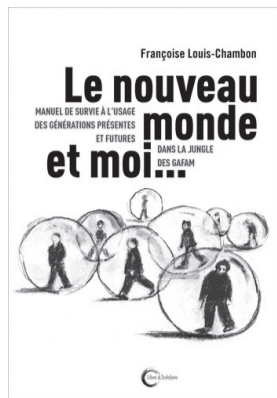
Il en est de même pour les fongicides SDHI : la dernière étude publiée à leur sujet en novembre dernier confirme qu'ils posent un problème de santé publique potentiel qu'il est irresponsable de ne pas prendre au sérieux. Ici, c'est le principe de précaution qui s'impose, puisque les données publiées à ce jour sont peu nombreuses et ne prouvent pas, à proprement parler, la dangerosité. Ces données sont cependant suffisantes pour renvoyer la balle dans le camp des industriels ; c'est à eux de prouver l'absence de risque face aux allégations scientifiquement pertinentes des chercheurs qui les mettent en cause.

Enfin, au moment où les opérateurs des télécommunications sans fil plaident pour la généralisation de la 5G, avec la caution plus ou moins enthousiaste des responsables politiques, et pour un relâchement des contraintes légales en matière d'exposition aux champs électromagnétiques de micro-ondes, le rapport CSS vient à point pour leur barrer la route.

Au moment où j'écris ces lignes, il n'y a toujours aucune éclaircie à l'horizon nous permettant de croire à la mise en place d'un gouvernement fédéral dans notre pays. Et si on interpellait les éventuels futurs partis de gouvernement pour qu'ils se saisissent du rapport du Conseil supérieur de la Santé ? Ce serait peut-être une diversion salutaire, au bénéfice de tous les citoyens, du Nord comme du Sud.

Paul Lannoye, président du Grappe





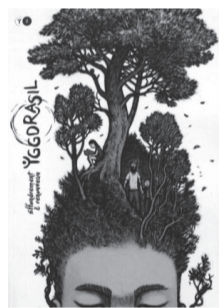
Il est beaucoup d'ouvrages qui nous alertent sur les bouleversements qu'induit dans nos vies – et induira encore bien plus demain – l'invasion des technologies numériques. Mais ces lanceurs d'alerte sont souvent un peu théoriques, un peu ennuyeux pour le grand public, certes de plus en plus énervé par cette intrusion dans son quotidien, mais peu enclin aux envolées philosophiques. Françoise Louis-Chambon, agrégée de lettres et journaliste, nous propose, elle, dans *Le nouveau monde et moi*, un parcours plein d'humour au travers des mille pièges que nous tendent quotidiennement les « gourous de

l'arnaque 2.0 ».

Cette volonté de dédramatiser, en ridiculisant souvent les promoteurs de la dépendance aux technologies de pointe est constante. Citant Mel Brooks, « *L'humour n'est qu'un des moyens de se défendre contre l'univers* », l'auteure nous conseille : « *Pour conjurer le mauvais sort et la fatalité digitale, pressons-nous donc de "rire de ce qui nous fait pleurer"* ». Et elle y réussit souvent. Ainsi, moquant les novlangues, elle montre l'abêtissement vers lequel conduit le langage SMS hyper-télégraphique et peut se permettre, en tant que femme, de dénoncer les excès de l'écriture inclusive. Toujours femme, elle s'inquiète de la prolifération d'un type de robot fort en vogue : « *Se profilent des demoiselles en silicone dont les rondeurs taquinent l'inspiration d'entrepreneurs avisés. Elles ont le QI d'un kiwi mais ne savent pas dire non, font ce qu'on leur demande et ne balancent pas leur porc. Un rêve pour les néoproxénètes du XXI^e siècle.* » Puisque les néoféministes n'apprécient guère les hommes à testostérone, ils devront bien aller se consoler dans les bras d'un *sexbot*. Mais, pas de panique Mesdames : « *Henry, pectoraux de compétition et regard ravageur, beau brun de 1,83m à tout de l'homme idéal... produit par la société Realbotix, vous offrira ses bons et loyaux services à moins de 11.000€* ». Si Françoise Louis-Chambon essaie de rire de nos délires connectés, elle distille habilement un constat qu'elle emprunte à Henry de Montherlant : « *Le besoin de nouveauté, quelle qu'elle soit, et fût-elle bien pire que ce qu'elle remplace, est une des formes caractéristiques de la bêtise humaine* ».

Françoise Louis-Chambon, *Le nouveau monde et moi... Manuel de survie à l'usage des générations présentes et futures dans la jungle des GAFAM*, Éditions Libre & Solidaire, août 2019, 152 pp.

A.A.



Pablo Servigne qui, en compagnie de Raphaël Stevens, a publié de nombreuses chroniques dans *Kairos*, s'est aujourd'hui lancé dans l'aventure d'une nouvelle revue nommée *Yggdrasil*, sous-titrée *effondrement et renouveau*. Nous avons parcouru avec intérêt le n°2, enfin distribué largement en Belgique.

Bel objet de 142 pages, joliment illustré et au graphisme soigné, évidemment sur papier 100% recyclé. On y trouve, sous quelques plumes de qualité, des approches très variées. Dans le désordre : des reportages imprévus

sur les jardins ouvriers en Russie, la rencontre du grizzly dans les forêts du Yukon ou des « *survivalistes* » sympas en Drôme ; des rubriques pratiques : plantes et nature, l'art du compost, travail du bois, économies d'énergie... ; on y parle d'Extinction Rebellion, de la jouissance du clitoris, des services publics déjà défilants ou des mobilisations au niveau municipal ; et aussi, de la culture avec une rubrique de recension de livres qui ressemble fort à celle que vous lisez à cet instant. Ne négligeons pas les pages spiritualité et psychologie qui font partie de l'approche « *collapsonaute* » qu'entendent développer Pablo et ses complices. Car, bien entendu, sous des abords très attrayants, le fond reste politique et irrigué des tentatives de réponses face au collapse qui vient. Pablo résume assez bien cela dans son article « *Il faut repolitiser la question !* ». Il y constate que la possibilité de l'effondrement civilisationnel, que lui et Stevens avaient mise en avant, est devenue, suite au simplisme des médias : « *Effondrement, j'y crois ou pas* ». Face au fait que « *tout le monde en a marre du petit colibri qui s'active en vain* », Servigne souhaite une politisation de la question de l'effondrement. Il défend d'abord l'idée qu'explorer son chemin intérieur n'est pas une dépolitisation comme le croient certains mais il est prêt à aller sur le terrain de l'idéologie politique. Pour ce faire, il esquisse 3 axes (compétition vs coopération, libertaire vs autoritaire et effondrisme vs transhumanisme) qui définissent 8 cadrans. Chacun peut essayer de se positionner dans cette géographie politique et Servigne termine en posant la question : « *Quelle attitude adoptez-vous à l'égard des personnes qui se sentent à l'aise dans les 7 autres cadrans ?* ». Puisque chaque lecteur peut répondre en 2 pages, cela promet de beaux débats pour les 10 prochains numéros d'*Yggdrasil* (qui ne connaîtra que 12 parutions).

Magazine Yggdrasil, <https://yggdrasil-mag.com/>

A.A.



Si vous aussi vous pensez que quelque chose ne tourne pas rond dans notre façon d'habiter la terre, le dernier livre de la philosophe et éthologue Vinciane Despret vous invite à vous instruire auprès des oiseaux de l'art subtil du territoire. L'auteure commence par contourner quelques écueils, nés de notre propension à réduire le monde et ses occupants à des idées générales et familières. Non, le territoire n'est pas le simple fondement naturel de la propriété. Il s'agit d'abord d'un régime d'être qui manifeste une importance accordée aux lieux et aux autres. Mais pourquoi un tel luxe de notes, de trilles et de motifs ? À mille lieues d'une théorie générale, Despret retrace deux siècles d'études ornithologiques, convoquant d'innombrables exemples, qui subjuguent par leurs infinies variations et convainquent du caractère insuffisant des théories « *tout terrain* ». Les causes biologiques (lutte pour la ressource, pour les femelles, agressivité innée...) jouent un rôle, mais l'essentiel n'est pas là. Ce qu'il convient de célébrer, c'est comment chaque territoire est une création nouvelle, une manière de se réinventer en composant un monde autour de soi. C'est ce dont témoigne le caractère esthétique des comportements territoriaux, auxquels l'auteure applique les termes « *mise en scène* », « *spectacle* », « *rituel* », « *chorégraphie* », « *composition* » ou « *partition* ». Le territoire n'a pas grand-chose à voir avec ce que nous appelons communément « *espace* », cette forme vide et univoque que notre pensée déverse paresseusement sur le monde pour mieux le régenter. Despret y voit plutôt une façon de tisser une composition affective au sein d'une rythmique collective. Elle rapporte ainsi les travaux de musicologues qui indiquent une véritable partition, réservant à chaque chanteur sa fréquence et son couplet. Comme si tous veillaient avec un soin délicat à la lisibilité de l'ensemble, à la réussite du spectacle. Car, souligne-t-elle, habiter est toujours d'abord cohabiter. La dimension éthique et (géo)politique est patente. Il est question d'un « *réseau de vie* » et d'un « *millefeuille d'usages* », qui rappellent le droit ancien des forêts, avant le coup de force moderne des enclosures. Expressif, créatif et politique, le territoire des oiseaux a pour enjeu l'expression de soi et la paix dans un monde pluriel, tout autant que la survie et la procréation. Ce travail de réhabilitation de l'habiter aviaire, Vinciane Despret l'accomplit avec patience et tendresse, comme on bâtit un nid pour inviter le lecteur à couvrir une pensée. Elle nous livre un grand poème épique sur les chants de la terre, sur ceux qui habitent les lieux et se laissent habiter par eux. Un poème hanté toutefois par un grand silence, celui de la disparition accélérée des oiseaux, dans un monde où le territoire n'a le plus souvent d'autre signification qu'économique ou identitaire.

Vinciane Despret, *Habiter en Oiseau*. Acte Sud, 2019, 224 pages.

Martin Collette



Des lectures techno-critiques, nous en avons beaucoup sous la main ces temps-ci : de *La Fabrique du crétin digital* et de *Critiques de l'école numérique* (cf. *Kairos* n° 43), cet ouvrage-ci est un complément indispensable présentant de nombreuses études scientifiques qui aboutissent à la même conclusion : le numérique est dangereux pour la santé, et « *s'il existait aujourd'hui une nouvelle substance addictive aussi menaçante pour la vie de tant de jeunes gens que l'est la dépendance aux nouvelles technologies, elle serait interdite depuis longtemps pour des raisons de santé publique* » (p. 115), « *[...] l'angoisse, l'inattention, le stress, l'insomnie, le manque d'exercice, les difficultés relationnelles, les divorces, les dépressions et l'isolement font bien partie des conséquences psychiques et sociales des technologies numériques* » (p. 27), tous ces maux étant développés dans des chapitres spécifiques, chiffres à l'appui. La dépendance à Internet n'est pas un vain mot, elle est comparable à celle aux substances chimiques classiques. Du côté des réseaux sociaux, ce sont l'insatisfaction et la dépression qui se profilent au bout du chemin, sur fond de disparition de la vie privée. À l'école, les smartphones, suscitant le multitâches, empêchent la concentration, l'appétence pour la réflexion analytique et le savoir véritable ; le cas échéant, leur interdiction conduit à une amélioration des résultats scolaires ! Cela, comme tant d'autres faits présentés ici, contredit les croyances de beaucoup d'acteurs scolaires, car « *celui qui avance que [les enfants] devraient apprendre le plus tôt possible à se familiariser avec les médias numériques se montre tout aussi irresponsable que celui qui prétend qu'il leur faudrait connaître le plus tôt possible les alcools et les drogues afin de s'y familiariser comme il conviendrait* » (p. 304). Du sens commun à partager !

Manfred Spitzer, *Les ravages des écrans. Les pathologies à l'ère numérique*, L'Échappée, 2019, 395 pages.

B.L.



Depuis quelques années, des incendies violents d'un type inconnu jusqu'alors, ni prévisibles ni contrôlables, appelés « *mégafeux* », ont ravagé des forêts entre autres au Royaume-Uni, en Catalogne, en Grèce, au Canada, en Californie et en Australie récemment, provoquant des traumatismes durables chez les témoins et survivants dus, par exemple, à la disparition irréversible de paysages familiers ou à l'impossibilité psychologique de se projeter dans le futur. Là où les techniques immémoriales de brûlis avaient pour objectif de régénérer la végétation et d'aménager le paysage, les mégafeux détruisent durablement l'une et l'autre. La plupart du temps causés par l'homme, par intention criminelle ou imprudence, ils posent à nouveau la question de nos rapports avec la nature, en invitant à éviter le double écueil de sa sanctuarisation (chez les écologistes) ou de sa domination (chez les technocrates). Cette comparaison est un peu saugrenue, car nous préférons toujours les écologistes aux technocrates ! L'apparition des mégafeux est également favorisée par l'altération du climat – qui sèche d'énormes quantités de bois mort – et par l'exploitation industrielle des forêts, si bien que celles-ci « *sont devenues plus inflammables que jamais* » (pp. 58 & 59). L'auteure suggère de réenvisager la culture du feu qui a accompagné l'humanisation. Aujourd'hui la plupart du temps criminalisés, les feux dirigés, pourtant « *subtils, maîtrisés, modérés, extrêmement diversifiés* » (p. 87), entretiennent l'environnement, ce qui prévient les mégafeux. Comme chez les aborigènes d'Australie, le « *cleaning country consiste à rechercher le point d'intersection homme-nature le plus propice à générer le durable* » (p. 141). À l'inverse, gare au pyro-terrorisme prôné sur des sites islamistes, pour brûler les forêts des pays mécréants...

Joëlle Zask, *Quand la forêt brûle. Penser la nouvelle catastrophe écologique*, Premier Parallèle, 2019, 195 pages.

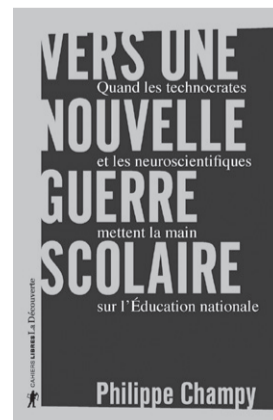
B.L.



En regardant l'histoire, le philosophe suisse s'inquiète des menaces actuelles planant sur notre souveraineté politique ; que celle-ci soit explicite (institutions civiles ou religieuses, lois) ou implicite (modes de vie), elle est attaquée par le pouvoir exorbitant du Marché, qui s'est doté de dispositifs contraignants : obligation pour les États de se financer auprès de banques privées, tribunaux arbitraux en cas de litiges commerciaux, numérisation forcenée, etc. Une autre menace, la déchéance anthropologique, remonte à la révolution néolithique, qui a apporté aux populations humaines « *un rétrécissement spectaculaire de l'existence sur les plans sanitaire, physiologique, politique et spirituel* » (p. 87), l'auteur posant une question provocante : « *Aujourd'hui même, une vie pauvre dans l'une des grandes mégapoles du monde, de Tokyo à Lagos, univers étouffant de béton, d'horizons fermés, de pressions diverses, de bruit et parfois de violence, vaut-elle plus d'être vécue que celle d'un chasseur-cueilleur du paléolithique ?* » (p. 90). Le procès d'automatisation, encore accéléré avec le numérique, a remplacé l'immémoriale logique d'*empowerment* et les savoir-faire humains par des machines de plus en plus performantes. Pour continuer à vivre sur cette Terre, il faudra en outre « *déchoir d'une certaine souveraineté économique* » (p. 116), l'auteur appelant tacitement à la décroissance. S'inspirant de Hegel, il fera bondir les anarchistes : « *[...] pour l'heure, la moins mauvaise affaire serait une réaffirmation accompagnée d'un approfondissement démocratique de la forme étatique* » (p. 69). Il y voit un possible moyen pour réduire les inégalités, prélude à l'indispensable et urgente écologisation de la société.

Dominique Bourg, *Le marché contre l'humanité*, PUF, 2019, 167 pages.

B.L.

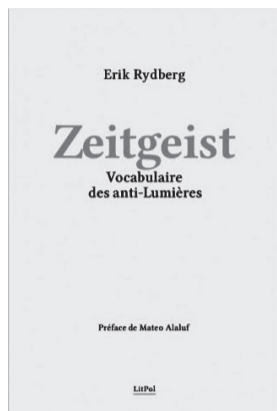


Pauvre école, tirée à hue et à dia depuis des décennies par des réformes en tous sens... Nous croyions avoir tout vu, or la menace actuelle vient de deux catégories, les technocrates et les neuroscientifiques, sur fond de néolibéralisme et de propagande anti-prof. Ancien éditeur scolaire, Ph. Champy a fait une enquête approfondie à partir des rapports de force entre le sommet prescripteur et la base praticienne. Sans consultation de celle-ci, les « *techno* » et les « *neuro* » veulent reformater le système scolaire de fond en comble, les premiers par la grâce du numérique, les seconds en imposant le modèle unique du cerveau « *remplaçant le professeur par le processeur* » (p. 133). L'expérimentation et l'innovation pédagogiques doivent maintenant leur donner toute la place. De plus, « *les plans numériques peuvent ainsi être utilisés comme de parfaits paravents pour faire passer en sous-main des*

mesures d'économie ou de contrôle renforcé » (p. 161), car il s'agit aussi, sans le dire ouvertement, de réduire les coûts et de s'attaquer à la liberté pédagogique des enseignants, notamment en contrôlant plus étroitement l'édition des manuels scolaires, appelés à se numériser. L'idéal, à terme, sera de se passer entièrement des professeurs, présentés comme responsables de l'« échec scolaire ». Cette stratégie est pilotée par le ministère de l'Éducation nationale, en lien avec les lobbies des GAFAM (appelés ici « seigneurs numériques »). À partir de leur propre réductionnisme scientifique, quelques neuroscientifiques (dont le médiatique Stanislas Dehaene), appuyés par le ministre Jean-Michel Blanquer, se targuent de révolutionner l'acte d'enseigner. Au-delà des poncifs du « collaboratif » et de l'« intelligence collective », le but est de rétablir la verticalité des experts et des « chefs clairvoyants ». Un ouvrage franco-français au style touffu, mais qui a aussi une portée explicative plus large.

Philippe Champy, Vers une nouvelle guerre scolaire. Quand les technocrates et les neuroscientifiques mettent la main sur l'Éducation nationale, la Découverte, 2019, 318 pages.

B. L.

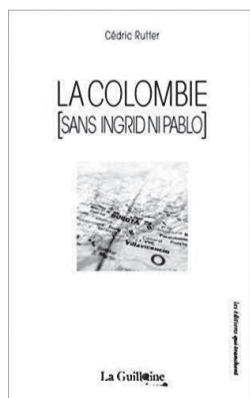


« Zeitgeist », c'est, en langue allemande, l'esprit du temps. Et celui-ci, il ne faut pas longtemps pour le découvrir, est en état de délabrement avancé. En somme, l'écoute matinale d'un de ces médias qui a le monopole de la représentation du monde, tétanise celui qui a pu nourrir son esprit hors des chemins battus de « l'information officielle ». Pourtant, certaines citations, qui parsèment l'ouvrage et peuvent servir de balises pour ne pas se faire piéger, nous disent ce que c'est que d'user des mauvais mots : « Quand on se trompe sur la réalité, on se trompe de mots, et vice versa » (Louis Althusser, p.16).

On diabolise une époque – le III^e Reich – pour plus facilement ne pas penser le présent, mais la bureaucratie nazie avait besoin, comme la bureaucratie libérale aujourd'hui, d'imposer son langage et ses méthodes, dont on sait qu'elles ont des points d'intersection, Edward Bernays ne dirait pas le contraire... La langue s'est donc métamorphosée, s'adaptant aux nécessités de l'époque – croissance et pouvoir d'achat (deux mots en eux-mêmes inscrits au répertoire de la langue de la domination) –, empêchant de penser le monde, donc d'y être réellement, témoignant de « l'ampleur du désastre mental dans le discours convenu contemporain » (p.12). Cela fera les affaires des multinationales et vendeurs de bagnoles et de « dumbphone » comme les appelle justement Erik Rydberg. L'auteur s'attaque aux « mots sous-marins », fait plus rare, « soit les termes d'allure progressiste dont on peut cependant supposer qu'ils sont en réalité parachutés par la sphère de pensée dominante, et servent leurs intérêts » (p.24). L'ennemi est aussi en nous, évidemment (cf. les travaux d'Alain Accardo), et on trouvera dans l'ouvrage une riche et concise taxonomie des subterfuges langagiers les plus fréquents. Une chose est sûre : Rydberg ne sera pas invité dans les médias, et si les bataillons de censeurs au service de ce « monde suradministré » (Theodor Adorno, p.31) tombent sur son ouvrage, il récoltera les quolibets qu'ils pensent que tout réac' mérite. En somme, voilà là deux signes que son ouvrage est salutaire et bienvenu, mettant lui aussi quelques lumières pour éviter de se perdre.

Erik Rydberg, Zeitgeist, Vocabulaire des anti-lumières, Litpol, 2019, 64 pages, 10€. Infos pour se procurer le livre sur www.erikrydberg.net/litpol

A.P.



Il est des choses qu'on pense connaître mais dont on ne sait rien, sauf de ces constructions médiatiques qui ont colonisé nos pensées. C'est ce que découvre Cédric Rutter lorsqu'il est mis en contact avec une délégation colombienne présente en Belgique et qu'il doit interviewer. Après ses interrogations, les Colombiens se regardent, l'avocate intervient : « Écoutez, laissez tomber vos questions. Nous allons vous parler de notre pays, de notre travail et de ce que nous vivons. Avec ça, vous comprendrez pourquoi nous sommes venus à Bruxelles ». La suite, c'est un voyage de 5 semaines pour découvrir ce que ses interlocuteurs lui ont dit ce jour-là, donc

autre chose que ce que crachent radios, télévisions et journaux ici en Occident. Plus de 8.000 kilomètres dans le pays à rencontrer des gens qui luttent, survivent, souvent au péril de leur vie, pour souvent découvrir les mêmes causes et les mêmes effets : la Colombie, pré-carré des États-Unis, est aux mains de quelques multinationales qui privatisent ses terres pour en extraire du pétrole, de l'or, du café, huile de palme, cacao, sans parler du trafic de cocaïne qui alimente les marchés occidentaux. Un beau périple qui au fil des kilomètres voit la conscience se faire. En partie, car l'auteur quitte la Colombie en 2009, pour n'écrire ces lignes que 8 années plus tard : « Les mots de Juan-Manuel Santos [le président succédant à Uribe], la prospérité démocratique – ne semblaient pas vains... Il n'y avait plus d'urgence à mes yeux de rédiger l'ouvrage que j'avais promis à tous mes interlocuteurs de Bruxelles à Bogotá ». Réassurance toute relative, car on soulignera que l'auteur fait ce voyage en 2009, alors qu'Alvaro Uribe achève deux mandats qui n'ont fait qu'aggraver la situation du pays, comme clairement décrit par Hernando Calvo Ospina en 2008 (*Derrière*

le rideau de fumée. Histoire d'un terrorisme d'État). Croire que le processus électoral, télé-guidé par la puissance états-unienne notamment, va modifier en profondeur le fonctionnement du pays, c'est quelque peu irréaliste. Est-ce dû au fait que l'auteur est guidé par l'idée de vivre dans « une configuration socio-politique imparfaite », alors qu'elle est fondamentalement parfaite, mais dans le sens qu'elle assure la continuité de la domination ?

Cédric Rutter, La Colombie [sans Ingrid ni Pablo], La Guillotine, 12€, 224 pages.

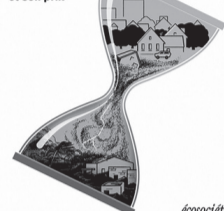
A.P.

STEPHAN LESSENICH

Préface d'Annaud Theuillat-Cloutier

À CÔTÉ DE NOUS LE DÉLUGE

La société d'externalisation et son prix



Écosociété

Au cœur des luttes climatiques et des « Sauvons la planète ! », l'ouvrage de Stephan Lessenich remet les pendules à l'heure, et rappelle pour qui ne l'aurait pas compris, ou aurait du mal à comprendre (d'où certaines redondances dans l'ouvrage), un principe essentiel : « La catastrophe climatique (et écologique), ne se tient pas sur la ligne d'horizon de l'avenir, mais traverse déjà la planète verticalement, du nord au sud. Autrement dit, si vous voulez avoir une image concrète de l'effondrement – ce discours à la mode dans les discours apocalyptiques du Nord –, il vous suffit de vous tenir au courant des conditions de vie (en général) dans les pays du Sud ». (préface, p.12). En somme, le déluge est là, à côté de nous. On attend pourtant encore les bataillons de militants devant les cinémas empêchant de voir les films où apparaît George Clooney. Car derrière la marque de machine à café à laquelle il vend son image, se cache une destruction sans précédent : « La production de l'aluminium qui servira à la fabrication des capsules de café, est très énergivore : pour obtenir un kilogramme de ce métal à partir de la matière première, la bauxite, 14 kilowatt-heures d'électricité sont nécessaires et l'opération libère environ 8 kilogrammes de dioxyde de carbone (...) en Allemagne seulement, 2 milliards de capsules ont été consommées en 2014, alors que cette manière de consommer le café y était encore parfaitement inconnue il y a quelques années à peine (...) Nespresso, filiale du géant suisse Nestlé, a écoulé en 2012 à l'échelle planétaire 27 milliards de capsules de café. À un gramme par capsule, on se retrouve déjà devant une montagne de déchets d'aluminium pesant près de 30 millions de kilogrammes » (p.23). C'est toute la dimension dialectique que l'auteur rappelle aux mémoires, un retour du refoulé indispensable : « Notre prospérité relative ne peut donc se comprendre qu'en relation avec les revenus moindres ».

Il rappelle que si nous ne sommes pas véritablement « tous sur le même bateau » : la situation convient aux multinationales mais aussi « aux habitants de sociétés hautement industrialisées d'Europe et d'Amérique du Nord. Dans nos sociétés d'externalisation, silence et déni priment car nous craignons trop de perdre nos privilèges. Expulsion et transfert, refoulement et sublimation, défense et projection : tous ces mécanismes forment le terreau psychologique nécessaire à la vie dans la société d'externalisation et à son maintien (p.81). Sans cela en effet, exit l'optimisme technologique, car sans extractivisme et destruction au Sud, pas de smartcities, 5G, compteurs communicants, surproduction de gadgets de toutes sortes... À lire d'urgence.

Stephan Lessenich, À côté de nous le déluge. La société d'externalisation et son prix, Écosociété, 2019, 232 pages.

A.P.



UNE HISTOIRE SOUTERRAINE DU CAPITALISME

DANY-ROBERT DUFOUR

ACTES SUD

À rebours de l'idée propagée par les organes de la propagande qui veulent nous faire croire que nous avons atteint, dans nos contrées occidentales, la cime de la perfection sociale, une rencontre presque fortuite avec un texte fondateur de nos sociétés modernes donne à penser l'exact contraire. Celui-ci, sur lequel Dany-Robert Dufour (DRD) met la main, alors qu'il travaille sur Mandeville et sa fameuse fable des abeilles, est peu connu, mais constitue pourtant un écrit majeur. Si important mais quasi anonyme ? C'est que le texte « Recherches sur les origines de la vertu morale », dont DRD considère qu'il contient une

idée capitale (sans mauvais jeu de mots), est porteur d'une vérité que l'homme ne peut entendre. : « Le désir central de l'homme est d'être reconnu comme bon et vertueux – qu'il le soit effectivement ou non. Cet écrit dit en somme que la vertu n'existe pas. Pire : elle n'est qu'un désir de s'afficher vertueux dont on jouit d'autant plus qu'il nous élève par rapport aux autres. En d'autres termes, ce texte dit que ce à quoi nous tenons le plus, notre image altruiste, est inauthentique. Foutaise. C'est du toc » (p. 16). « Ce texte conjecture donc qu'il existe une passion de ne pas savoir chez l'homme. Procédant d'une instance qui dirait : "Cela, je n'en veux rien savoir". Ce qui peut se dire autrement : cet écrit pose qu'il y a de l'insu chez l'homme » (p.20). Certes, Freud l'avait énoncé, mais là où l'on situe une forme de « nouveauté » historique, c'est que cet « inconscient mandevillien » dépasse la division subjective traditionnelle pour lui ajouter « cette division subjective en relation avec la division en classe de la société ». Essentiel donc, car on situe le point de jonction entre les enseignements de Marx et Freud, entre le social et la psyché, objectif que se fixait l'école de Francfort, que seul Horkheimer approchera. Sauf que si ce dernier avait compris que le « prince » était capable de manipuler les pulsions des foules pour éviter qu'elles ne menacent l'ordre, il n'aurait pas été assez loin pour déceler que « tout ce qui était supposé pouvoir troubler l'ordre en construction du Capital (les vices, les passions, les pulsions) soit [est] désormais mis au service de cet ordre » (p.30). Face au désastre identifié mais qui néanmoins continue, on peut en effet accorder à Mandeville d'avoir mis en évidence ce « nouage singulier entre économie marchande et économie psychique » (p.24).

L'ouvrage se déploie en dix temps, cherchant à expliquer comment les hommes peuvent vivre ensemble alors que la contrainte ne suffit pas. Certains seront satisfaits par une rémunération, mais la majorité sera tenue par la flatterie, propre à l'art politique, généralisée dans la société, et à l'origine de trois classes sociales qui, en somme, assurent le maintien de la structure. Mandeville nous dit que c'est en confiant son destin au pire des hommes qu'on peut espérer un ruissellement sur tous. La première proposition n'est-elle pas notre réalité, alors que la seconde s'est avérée un leurre ? Ce texte ajoute à La fable des abeilles qui énonçait que les vices privés font les biens publics, une proposition encore plus extravagante : « il faut confier le destin du monde au pervers ». C'est fait, nous avons atteint le sommet dans cet art.

Nommer les choses, ne plus se mentir, sortir du spectacle... voilà ce dont nous avons besoin. L'ouvrage de Dany-Robert Dufour y contribue grandement.

Dany-Robert Dufour, Baise ton prochain. Une histoire souterraine du capitalisme. Actes Sud, 2019, 184 pages.

A.P.

STOP
5G.be

LES ONDES AMÈNENT
LES CALAMITÉS



Illustration: Arnaud Lorne

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros,
24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs
de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER!
PARTAGER!